

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA RÉINTÉGRATION DES FILLES ASSOCIÉES AUX FORCES ET AUX GROUPES ARMÉS EN
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

STÉPHANIE MÉNARD

DÉCEMBRE 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'aimerais d'abord remercier chaleureusement ma directrice Bonnie Campbell, professeure au département de science politique de l'UQÀM et directrice du Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société (CIRDIS). Ce travail de recherche n'aurait pu être réalisé sans son soutien précieux et ses commentaires toujours judicieux qui ont su pousser ma réflexion et m'orienter dans les moments plus difficiles. Sa bonne humeur, sa patience et son écoute ont été grandement appréciées. Bref, merci d'avoir cru en mon sujet, de m'avoir guidée et de m'avoir permis de remettre un travail de recherche dont je suis extrêmement fière.

J'aimerais également remercier Jean-Philippe, avec qui je partage ma vie, pour sa présence et son appui tout au long de cette démarche. Ses encouragements continus et sa confiance en moi ont représenté une grande source de motivation. Un grand merci à ma mère, mon père et mon frère pour m'avoir inspirée à me dépasser et à croire en moi.

Enfin, je remercie les membres du département de science politique pour la qualité de l'enseignement et du service reçus.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	v
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	vi
RÉSUMÉ	viii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
LA SITUATION ET LES PARTICULARITÉS DES FILLES ASSOCIÉES AUX FORCES ET AUX GROUPES ARMÉS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO SELON UNE PERSPECTIVE SEXOSPÉCIFIQUE	21
1.1 Représentation de la féminité.....	22
1.1.1 Les conceptions traditionnelles de la femme.....	22
1.1.2 Le statut légal de la femme	24
1.2 Un cheminement particulier	29
1.2.1 L'enrôlement : un choix?	30
1.2.3 Comment les filles quittent-elles les forces et les groupes armés?	39
1.3 Une réalité particulière et des besoins spécifiques.....	46
CHAPITRE II	
LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME NATIONAL DE DÉMOBILISATION, DÉSARMEMENT ET RÉINSERTION INSTAURÉ EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	49
2.1 L'instabilité de la situation politique	50
2.1.1 La richesse d'un territoire, un conflit qui s'éternise et fait des millions de victimes.....	50
2.1.2 La mise en œuvre laborieuse du Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion	53
2.2 Les acteurs impliqués	57
2.2.1 Les agences formelles.....	58
2.2.2 L'intérêt du genre et des enfants associés au conflit.....	62
CHAPITRE III	
UNE ANALYSE SEXOSPÉCIFIQUE DU PROGRAMME NATIONAL DE DÉMOBILISATION, DÉSARMEMENT ET RÉINSERTION INSTAURÉ EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	77
3.1 Les recommandations sexospécifiques en matière de réintégration	80

3.2 Analyse sexospécifique de la phase de réinsertion du Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion	87
3.2.1 Entre théorie et pratique : au-delà des enjeux, le rôle des institutions.....	87
3.3 Une conceptualisation défailante.....	101
CONCLUSION	108
BIBLIOGRAPHIE	116
APPENDICE A	
CARTE GÉOGRAPHIQUE DE LA RDC	126
APPENDICE B	
PROCESSUS POUR LES ENFANTS DÉARMÉS, LIBÉRÉS, VOLONTAIREMENT SORTIS, CAPTURÉS OU DÉTENUS.....	127

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1 Fonctions et rôles des filles incorporées dans des forces ou des groupes armés, 1990-2003.....	35
3.1 Mobiliser les ressources sur le terrain	80
3.2 Développer et ajuster les orientations du PNDDR selon une perspective sexospécifique	81
3.3 Mettre en œuvre des activités de sensibilisation sexospécifiques.....	83
3.4 Offrir un soutien médical, psychologique et matériel tenant compte des besoins particuliers des filles.....	84
3.5 Encadrer et favoriser le développement socio-économique des filles.....	85
3.6 Lutter contre l'insécurité des filles.....	86

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

APE	Agence de protection de l'enfance
BUNADER	Bureau national de démobilisation et réinsertion
CGFDR	Comité de gestion des fonds de désarmement, démobilisation et réinsertion
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CONADER	Commission nationale de désarmement et réinsertion
CRC	Convention relative aux droits de l'enfant
CT	Centre de transit
CTO	Centre de transit et d'orientation
DDR	Désarmement, démobilisation et réinsertion
DDRRR	Désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation
GRIP	Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
HCR	Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
EAFGA	Enfant associé aux forces et groupes armés
IASC	Comité permanent interorganisations
IBCR	Bureau international des droits des enfants
IDMC	Internal Displacement Monitoring Centre
IRC	International Rescue Committee
ISDH	Indicateur sexospécifique du développement humain
ITS	Infection transmise sexuellement
LEAP	Learning for Equality, Access and Peace
MDRP	Programme multi-pays de démobilisation et réinsertion
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
OCHA	Bureau de la coordination des Affaires humanitaires
OMS	Organisation mondiale de la Santé

OSAA	Bureau du Conseiller Spécial pour l'Afrique des Nations Unies
PNDRR	Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RDC	République démocratique du Congo
RSSG	Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés
SET	Structure d'encadrement temporaire
SCUK	Save the Children UK
UEPN-DDR	Unité d'exécution du programme national de DDR
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
Code de la famille	Loi n° 87-010 du 1 ^{er} août 1987 portant code de la famille
Code de procédure pénal	Loi n° 06/019 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le Décret du 06 août 1959 portant code de procédure pénale congolais
Code du travail	Loi n° 015/2002 du 16 octobre 2002 portant Code du Travail
Code pénal	Loi n° 06/018 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le Décret du 30 janvier 1940 portant Code pénal congolais
Décret n° 03/027	Décret n° 03/027 du 16 septembre 2003 fixant les attributions des Ministères
Décret n° 03/041	Décret n° 03/041 du 18 décembre 2003 portant création du Comité interministériel chargé de la conception et de l'orientation en matière de DDR
Décret n° 03/042	Décret n° 03/042 du 18 décembre 2003 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion, en sigle CONADER
Décret n° 03/043	Décret n° 03/043 du 18 décembre 2003 portant création, organisation et fonctionnement du Comité de Gestion des Fonds de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion, en sigle CGFDR
Décret n° 05/041	Décret n° 05/041 modifiant et complétant le Décret n° 03/042 du 18 décembre 2003 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion, en sigle CONADER
Ordonnance n° 07/057	Ordonnance n° 07/057 du 14 juillet 2007 portant création, organisation et fonctionnement de l'unité d'exécution du programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion, en sigle UEPN-DDR

RÉSUMÉ

Depuis près de vingt ans déjà, l'enjeu des enfants soldats se situe au cœur des préoccupations en matière de respect des droits de la personne. Pourtant, encore aujourd'hui, environ 300 000 enfants demeurent intégrés au sein des forces et des groupes armés de par le monde. Parmi ces enfants se trouvent de nombreuses filles, lesquelles restent pour la plupart dans l'ombre.

L'intérêt de cette recherche réside dans l'analyse de la situation particulière des filles dans un contexte donné, soit celui de la République démocratique du Congo (RDC). Aux prises d'un conflit qui s'éternise, la RDC compte de nombreux enfants soldats, parmi lesquels on compte jusqu'à 40 % de filles. Or, alors qu'un programme de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) existe pour les enfants, seulement 15 % des filles y participent.

Ce travail de recherche tente de comprendre l'absence des filles par une analyse sexospécifique. Il est argué qu'en négligeant le caractère sexospécifique de l'expérience des filles associées au conflit, le programme de réinsertion ne répond pas aux besoins des filles, les empêchant ainsi de vivre une saine réintégration. Par l'application de concepts associés au genre, est observée la dynamique socioculturelle, politique et économique des filles et des femmes de la RDC dans laquelle s'inscrit le programme de réinsertion. Alors que l'analyse du programme réfute la prémisse de départ, l'absence des filles s'explique par un manque de conceptualisation de la problématique des filles associées au conflit. Il existe un clivage important entre le programme et sa capacité d'être pleinement réalisé dans le contexte socioculturel, politique et économique actuel. L'absence de réflexion à cet égard rend peu propice la saine réintégration des filles.

Mots clés : Filles soldats, Enfants soldats, Réintégration, Désarmement, démobilisation et réinsertion, DDR, République démocratique du Congo, Analyse sexospécifique.

INTRODUCTION

Depuis le début des années 1990, la problématique des enfants associés aux forces et aux groupes armés est une préoccupation constante de la communauté internationale. Or, en ce qui concerne le cas particulier des filles, les interventions se font plus rares. Bien qu'elles soient de plus en plus nombreuses, les interventions menées auprès des filles requièrent une attention particulière, car peu de progrès et d'améliorations sont constatés auprès des filles qui tentent de retrouver une vie normale après un passage au sein des forces et des groupes armés.

D'emblée, il convient de définir les principaux éléments entourant la problématique des enfants et des filles associés aux forces et aux groupes armés, en commençant par la définition des termes employés. En effet, dans la littérature, le terme utilisé pour traiter de ces enfants n'obtient pas nécessairement de consensus. Néanmoins, pour plusieurs chercheurs, le choix du terme et sa définition proposés d'abord par les Principes du Cap (1997), puis par les Principes de Paris (2007), sont davantage inclusifs et permettent de s'adresser à un nombre d'enfants plus large. Ainsi, selon les Principes du Cap, le terme « enfant soldat » considéré trop contraignant doit être évité. Pour plusieurs acteurs impliqués auprès des enfants, l'utilisation des mots « enfants soldats » apparaît discriminatoire, puisque ce terme renvoie à l'image de soldat tenant une arme, ce qui engendre une double problématique. Premièrement, de nombreux cas d'intervenants qui refusaient l'accès au programme de démobilisation, désarmement et réinsertion (DDR) à des enfants sans armes ont été répertoriés. Puis, croyant qu'une arme soit obligatoire pour bénéficier des programmes de soutien, plusieurs enfants non armés ou qui n'assumaient pas le rôle de combattant n'ont pas osé participer au programme, s'excluant eux-mêmes du processus (Verhey, 2005). En réponse à cette problématique, les Principes du Cap proposent une nouvelle terminologie qui se veut davantage inclusive, de manière à encadrer le plus grand nombre d'enfants possible. C'est ainsi qu'il est aujourd'hui conseillé d'utiliser le terme « enfants associés aux forces et aux groupes armés » (UNICEF, 1999).

Les Principes du Cap offrent également une définition plus claire des enfants associés aux forces et aux groupes armés. Auparavant, en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989, un enfant dit soldat était un enfant de moins de 15 ans recruté par les forces armées (Nations Unies, 1989). Avec les Principes du Cap, la définition devient :

Toute personne âgée de moins de 18 ans appartenant à une armée régulière ou à un groupe armé est un enfant soldat. Peu importe que cet enfant soit cuisinier, porteur ou messenger ou qu'il accompagne un de ces groupes. Des filles y sont utilisées comme esclaves sexuelles ou sont mariées de force. Le terme « enfant soldat » ne s'applique donc pas uniquement à un enfant qui porte ou a porté les armes.

Pour les filles, il s'agit d'un pas intéressant, puisque cette définition reconnaît leur implication au sein des forces et groupes armés. Ceci étant dit, cette définition ne leur reconnaît que les rôles d'épouses et d'esclaves sexuelles, alors que les recherches menées depuis 1997 ont démontré que les filles assument une pléiade de rôles et de fonctions autres que ceux à caractère sexuel. C'est pourquoi en 2007, la définition précédente est bonifiée par les Principes de Paris. En vertu de ces principes, un enfant associé aux forces et aux groupes armés se définit comme :

Toute personne âgée de moins de 18 ans qui est ou a été recrutée ou employée par une force ou un groupe armé, quelque soit la fonction qu'elle y exerce. Il peut s'agir, notamment, mais pas exclusivement, d'enfants, filles ou garçons, utilisé (sic.) comme combattants, cuisiniers, porteurs, messagers, espions ou à des fins sexuelles. Le terme ne désigne pas seulement un enfant qui participe ou a participé directement à des hostilités.

Pour ce mémoire, nous privilégierons donc l'expression filles ou enfants associés aux forces et aux groupes armés ou associés au conflit comme recommandé par les Principes du Cap, et nous empruntons la définition proposée par les Principes de Paris.

La problématique entourant les filles associées aux forces et aux groupes armés nécessite un approfondissement selon une époque et un contexte particulier, puisque la situation des filles diffère selon le temps et la région. En outre, plusieurs raisons justifient l'intérêt particulier accordé à la République démocratique du Congo (RDC). Celles-ci découlent du contexte actuel en RDC, notamment du conflit armé toujours en cours, de l'usage régulier d'enfants et de filles au sein des forces et des groupes armés

et aussi parce qu'un programme de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) pour enfant est instauré depuis quelques années. Cette région apparaît également intéressante, en raison du nombre important de filles incorporées au sein des groupes armés, mais surtout en raison de leur faible participation au processus de DDR. Dans l'ensemble du monde, il est estimé qu'il y a 300 000 enfants associées aux forces et aux groupes armés, parmi lesquels il est compté entre 10 % et 30 % de filles. Or, elles ne représentent qu'entre 8 % et 10 % des enfants qui prennent part au processus de DDR (La Coalition, 2008; Fox 2004). En RDC, les filles constituent entre 30 % et 40 % des enfants associés au conflit et sont également absentes des programmes de DDR (Verhey, 2005). Selon la Coalition pour mettre fin à l'utilisation d'enfants soldats, dans le cadre du programme officiel de DDR mis sur pied par la Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion (CONADER), sur les 18 500 enfants démobilisés en 2006, seulement 15 % étaient des filles. Il est d'ailleurs estimé qu'environ 11 000 enfants se seraient échappés des forces et des groupes sans avoir suivi un programme de DDR (Verhey, 2005). D'où notre question de recherche à savoir, devant la faible participation des filles associées aux forces et aux groupes armés en RDC au processus de réinsertion formel mis en place, et devant les nombreux problèmes rencontrés par les filles lorsqu'elles retournent parmi leur communauté et leur famille, quelle réintégration est possible pour ces filles?

Une simple précision s'impose à propos des termes réinsertion et réintégration. Bien qu'ils se ressemblent, ces termes constituent deux éléments distincts à ne pas confondre. Il s'agit de deux étapes, dont l'une précède l'autre. Les définitions employées par les Nations-Unies dans le guide *Integrated Disarmament, Demobilization and Reintegration Standards (IDDRS)* publié en 2006 sont les suivantes :

On entend par réinsertion, l'assistance offerte aux anciens combattants pendant la démobilisation, et avant le processus à plus long terme de réintégration. La réinsertion est une forme d'assistance transitoire visant à satisfaire les besoins fondamentaux des anciens combattants et de leur famille et peut comprendre des indemnités de sûreté transitoire, des aliments, des vêtements, un abri, des services médicaux, des services d'éducation à court terme, une formation, un emploi et des outils. Alors que la réintégration est un processus social et économique continu et à long terme de développement, la réinsertion est une assistance matérielle et/ou financière à court terme visant à satisfaire des besoins immédiats et peut durer jusqu'à un an.

Par réintégration, on entend le processus par lequel les anciens combattants acquièrent un statut civil et obtiennent un emploi et des revenus durables. La réintégration est essentiellement un processus social et économique de durée non déterminée, qui a lieu principalement dans les collectivités au niveau local. Elle fait partie du développement général d'un pays et est une responsabilité nationale, et elle exige souvent une assistance extérieure à long terme (IDDRS, 2006, chapitre 2.10, p. 5).

La pertinence d'un mémoire portant sur le sujet des filles associées aux forces et groupes armés repose sur plusieurs points. Premièrement, il semblait intéressant de se questionner sur le phénomène touchant les enfants mobilisant le plus de ressources en RDC. En effet, sur le territoire congolais, il est évalué qu'entre 400 et 700 \$ US sont investis par enfant, ce qui représente la part de financement la plus élevée concernant les programmes visant les enfants sur le territoire congolais (IBCR, 2008). Bien souvent, lorsque des critiques sont portées à l'égard de programmes sociaux, les fonds insuffisants sont au premier rang des justifications. Ainsi, si les fonds en RDC apparaissent *a priori* disponibles, qu'elles sont les explications qui justifient l'absence de progrès concernant la réintégration des filles? Qui plus est, comme nous l'avons mentionné plus tôt, les enfants associés aux conflits font régulièrement l'objet de recherches. Néanmoins, lorsqu'il s'agit des filles, elles sont généralement intégrées dans la notion plus large des enfants, ou alors, elles sont complètement oubliées, malgré qu'il soit fréquemment rappelé par différents outils internationaux que les femmes possèdent des besoins spécifiques, qu'elles subissent les conflits de manière particulière et qu'elles jouent un rôle essentiel dans la reconstruction sociale, économique et politique d'un pays à la cessation des hostilités¹.

Pour retracer l'origine des premières étapes de la reconnaissance de la situation particulière des femmes vécue lors des conflits, il faut remonter à la Conférence mondiale sur les femmes de 1985. Tenue à Nairobi, cette conférence internationale, soulève pour la première fois à l'ordre du jour, la problématique des femmes en zones

¹ La résolution 1325 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 31 octobre 2000, représente un bon exemple de reconnaissance du rôle des femmes, notamment à la lecture de cet extrait : « *Réaffirmant* le rôle important que les femmes jouent dans la prévention et le règlement des conflits et dans la consolidation de la paix et, *soulignant* qu'il importe qu'elles participent sur un pied d'égalité à tous les efforts visant à maintenir et à promouvoir la paix et la sécurité et qu'elles y soient pleinement associées, et qu'il convient de les faire participer davantage aux décisions prises en vue de la prévention et du règlement des différends ».

de conflit. Cependant, parmi les conférences qui ont suivi, il s'agit de la quatrième, organisée à Beijing en 1995, qui place la question de genre, de conflit et de paix au rang des priorités (Laliberté, 2005).

Depuis, diverses études sexospécifiques ont été élaborées à propos des femmes et des conflits. L'analyse sexospécifique a permis de démontrer que les conflits intensifient la marginalisation des filles et des femmes (McKay et Mazunara, 2004). Elle a également favorisé la création et la mise en œuvre de politiques et de stratégies encourageant et respectant le droit des femmes. Ceci étant dit, « si l'on a formulé des recommandations et recensé les "bonnes pratiques" en matière de genre, peu d'actions concrètes et ciblées ont été prises en réalité » (Laliberté, 2005, p. 128). L'analyse sexospécifique appliquée à la question des filles associées aux forces et aux groupes armés en RDC apparaît tout à fait pertinente si nous voulons être en mesure de formuler ou de permettre d'éventuelles « actions concrètes » reflétant de manière adéquate la situation des filles associées au conflit en RDC. En outre, l'approche sexospécifique en zone de conflit s'impose de plus en plus comme cadre d'analyse favorisant le développement de mécanismes d'assistance aux besoins particuliers des femmes, mais également de protection de leurs droits.

L'intérêt accordé à la situation des femmes lors des conflits au milieu des années 1990 concorde au moment où la notion d'« enfant soldat » prend également de l'ampleur dans l'agenda international. Si la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989 interdit cette pratique par une définition qui semble loin de faire l'unanimité², la popularité du sujet explose pendant les années 1990. Un des ouvrages les plus marquants s'imposant encore aujourd'hui est sans aucun doute celui d'Ilene Cohn et de Guy Goodwin-Gill publié en 1995. En proposant l'un des premiers portraits exhaustifs de la problématique, ce document fait figure de proue en matière d'« enfant soldat ». Ces

² Cette première définition issue de la Convention relative aux droits de l'enfant, à son article 38, fût grandement contestée, d'abord parce qu'elle interdit le recrutement d'enfants âgés de moins de 15 ans et non pas de 18 ans. De plus, en raison de sa nature, elle ne s'applique qu'aux États, laissant aux groupes armés la liberté d'utiliser des enfants. Si ce dernier problème persiste dans les pays où aucune législation ne prohibe l'utilisation d'enfants au sein des groupes armés, l'âge de 15 ans à néanmoins été augmenté à 18 ans en l'an 2000 grâce au *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés*.

auteurs dressent un portrait de la situation de ces enfants, en débutant par les milieux d'origine, l'environnement dans lequel ces enfants grandissent et évoluent, en tentant de trouver les causes qui motivent ou forcent les enfants à se joindre aux forces et aux groupes armés, en plus de parler des expériences vécues et des séquelles physiques et psychologiques que conservent les enfants à la suite de cette expérience. Dans leur conclusion, les auteurs soulignent l'importance de mener de plus amples recherches, car il existe peu de « connaissances, d'évaluations approfondies de programmes destinés aux enfants associés aux conflits, ni d'études comparatives sur les problèmes et programmes de différents pays » (Conh et Goodwin-Gill, 1995, p. 168-169).

De plus, nous ne pouvons pas faire abstraction de l'étude de Graça Machel³, publiée en 1996, exposant la situation dramatique des enfants en situation de conflit. Dans *The Impact of War on Children*, elle met en lumière les pires conséquences de la guerre sur les enfants. Elle consacre alors un chapitre complet sur les « enfants soldats », lequel explique aussi les origines, les rôles, les fonctions et les conséquences d'une telle expérience sur la vie des enfants. Elle effleure également la situation particulière des filles, en dénonçant les abus de toutes sortes, principalement sexuels, dont elles sont victimes. D'ailleurs, à la suite de l'étude Machel, la communauté internationale, outrée du sort réservé aux enfants vulnérables et marginalisés, promeut la question des enfants associés aux forces et aux groupes armés au rang des enjeux prioritaires. Nous assistons à la création de traités, de conventions, de pactes et de résolutions qui tentent d'abord d'offrir une définition de l'enfant soldat et d'autre part, d'empêcher le recrutement d'enfants. En outre, nous assistons à l'émergence de multiples organisations issues de la société civile désireuses de s'impliquer à leur tour dans la défense et la dénonciation de l'utilisation d'enfants au sein des forces et des groupes armés. Soulignons par exemple, la Coalition pour mettre fin à l'utilisation des enfants soldats (ci-après la Coalition), *WarChild*, *Save the Children Alliance*, *Amnesty International* et *Human Rights Watch* (HRW). Les ONG sont ainsi très nombreuses à intervenir à différents niveaux, puisque certaines font de la recherche, quelques-unes

³ Graça Machel Mandela, est une grande militante des droits des femmes et des enfants. Elle est récipiendaire de nombreuses distinctions pour son implication dans la défense des droits de la personne, parmi lesquelles, la distinction Nansen pour les réfugiés du UNHCR en 1995 et le Prix Nord-Sud en 1998.

agissent directement auprès des enfants, alors que d'autres se chargent du lobby auprès des gouvernements.

Puisqu'aujourd'hui des dizaines de documents portant sur les enfants associés aux conflits sont disponibles, nous sommes en mesure d'avoir une excellente compréhension du sujet en termes généraux. Autrement dit, nous connaissons les statistiques, les lieux où les enfants sont utilisés et les causes qui justifient leur participation aux conflits. Nous connaissons également les rôles et fonctions assumés par les enfants, en plus d'avoir une meilleure idée des différentes avenues offertes à la cessation des hostilités et lorsqu'ils décident de quitter ou de s'enfuir des forces et des groupes armés.

Ainsi, nous savons qu'à l'heure actuelle, environ 300 000 enfants sont utilisés au sein des forces et groupes armés à travers le monde, soit dans 86 pays, et que, là où la guerre existe, il y a de très fortes chances que des enfants soient impliqués (McKay et Mazunara, 2004; La Coalition, 2008). Entre 1987 et 1997, il est estimé par l'UNICEF que plus de deux millions d'enfants sont morts et que 600 000 ont été grièvement blessés, alors qu'ils étaient combattants (De Montigny, 2005). Par exemple, dans la Sierra Leone, pendant le conflit sévissant de 1991 à 2001, 80 % des combattants du *Revolutionary United Front* (RUF) étaient âgés de 7 à 14 ans, dont la majorité fut recrutée par la force (Singer, 2005). Néanmoins, grâce aux efforts menés par la communauté internationale, les membres de la société civile et certains États, peu de gouvernements continuent de recruter des enfants au sein de leurs forces armées. Ce sont plutôt les groupes armés « ignorant⁴ » les normes internationales qui encouragent régulièrement la participation d'enfants (La Coalition, 2008).

Or, la majorité des documents font état de la situation en termes plutôt techniques, en proposant une description de la problématique, alors que peu d'analyses menées en profondeur semblent disponibles. Aussi, bien que depuis le milieu des années 1990 de nombreux auteurs se penchent sur les enfants associés au conflit, le peu d'études existantes concernant les filles est frappant. Ceci étant dit, malgré une documentation restreinte, nous sommes néanmoins en mesure de dégager les aspects

⁴ Par ignorant, on entend autant l'ignorance volontaire qu'involontaire.

spécifiques à la situation des filles dans l'ensemble des endroits où elles sont retrouvées. Nous pouvons également discerner les limites des recherches actuelles, puisque plusieurs auteurs soulèvent une série de questions qui demandent à être explorées plus en profondeur.

Tout comme la notion générale des enfants associés aux conflits, nous constatons une certaine évolution dans les recherches menées sur les filles. En 1998, Susan McKay⁵ proposait une étude sur l'impact de la guerre sur les femmes et les filles. Or, ce n'est qu'au début des années 2000, que des études plus approfondies à propos du rôle des filles au sein des forces et des groupes armés émergent. Les recherches actuelles dressent un portrait de la situation des filles un peu partout dans le monde en cherchant à comprendre et à expliquer la marginalisation dont elles sont victimes.

Tous les auteurs explorés parmi la littérature sont d'accord avec l'idée que les filles possèdent des besoins particuliers. Tous s'entendent également pour dire qu'il est erroné de croire que les filles ne peuvent se battre, tout en admettant que leur expérience soit loin d'être similaire à celle des garçons. En effet, régulièrement confrontées au sexisme et à la misogynie, les filles demeurent souvent marginalisées au sein des rangs. En outre, elles affrontent non seulement la violence au front, mais également la violence sexuelle, physique et psychologique perpétrée par leurs pairs masculins (Fox, 2004). Toutefois, il est essentiel d'éviter de croire le préjugé qui tend à affirmer que les filles sont systématiquement victimes d'agressions sexuelles, bien qu'il ne faille pas pour autant nier le fait qu'elles le sont majoritairement. L'agression sexuelle demeure l'une des principales difficultés à la réintégration des filles et mérite d'être traitée avec prudence et sensibilité.

Certaines filles utilisées par les forces et les groupes armés lors des conflits, rejettent le stéréotype de la jeune fille exploitée sexuellement, même s'il peut exister, car elles croient, et ce à forte raison, que cela leur greffe un stigma supplémentaire de taille, qu'elles doivent surmonter à la fin des hostilités ou lors de la démobilisation (De Montigny, 2006, p. 22).

⁵ Susan McKay est professeure d'Études féminines et internationales à l'Université du Wyoming. Elle est l'auteur de nombreux textes portants sur les filles associées au conflit, dont l'étude *Où sont les filles* coécrit avec Dyan Mazunara. Ses travaux exercent une grande influence dans ce travail de recherche.

Plusieurs auteurs, font également mention des besoins particuliers des filles qui devraient être inclus dans les processus de réinsertion et de réintégration. Par exemple, il est mentionné l'importance de développer des outils pour reconstruire la confiance des filles et l'importance de leur offrir une perspective d'avenir. Cependant, malgré que l'on reconnaisse qu'elles ont des besoins particuliers et qu'elles nécessitent des soins spécifiques, il est remarqué que les programmes mis en œuvre pour la réintégration des filles en tiennent rarement compte ou en tiennent compte de manière faible et de manière peu efficace. Pour les chercheurs, il s'agit d'ailleurs de l'une des raisons justifiant l'absence des filles au sein des programmes de réintégration (La Coalition, 2008). Qui plus est, les filles associées aux forces et aux groupes armés sont fortement stigmatisées et rejetées par leur communauté et leur famille. Elles préfèrent taire leur passé, en évitant les programmes qui risqueraient de l'exposer. Ainsi, puisqu'elles ne prennent pas part au processus de réinsertion, et qu'elles sont marginalisées par la société, elles ne reçoivent pas entre autres, les appuis médicaux et psychosociaux nécessaires.

Par ailleurs, malgré que les filles fassent de plus en plus l'objet d'études, « peu de tentatives ont été entreprises afin de conceptualiser ou théoriser la problématique⁶ » (Fox, 2004, p. 465). La question des filles est régulièrement incluse dans la recherche plus large des enfants soldats qui ne cherche pas à utiliser de cadre particulier. La recherche demeure alors empirique et n'offre pas suffisamment d'analyses sur la question (Fox, 2004). Cette critique est appuyée par Dyan Mazunara et Susan McKay qui ajoutent que « les filles associées aux forces et aux groupes armés font rarement l'objet d'analyses holistiques qui tiennent compte du caractère spécifique des conflits armés, des contextes politiques et culturels, de l'époque, des pays ou des régions⁷ » (McKay, Mazunara et al., 2002, p. 100). Devant ce constat, Susan McKay et Dyan Mazunara proposent alors d'évaluer la situation des filles en Ouganda, dans la Sierra Leone et au Mozambique. La conclusion de cette recherche souligne la difficulté des filles à se réintégrer au sein de la communauté et la marginalisation qui accompagne leur retour. Dans cette analyse, le cas de la Sierra Leone est particulièrement intéressant, puisque le

⁶ Notre traduction.

⁷ Notre traduction.

programme de DDR est perçu aux yeux de plusieurs comme un exemple de réussite. Or, Dyan Mazunara réfute l'idée de réussite, car la proportion de filles prenant part au processus est plus que dérisoire. Sur les 6 878 enfants démobilisés, seulement 508 filles ont participé au programme, ce qui représente seulement 9,4 % des filles combattantes de la Sierra Leone. D'ailleurs, de nombreux chercheurs estiment que ces chiffres seraient gonflés et seraient loin de la réalité (Carlson et Mazunara, 2005).

Par la littérature, nous sommes donc en mesure de constater les échecs de réintégration récurrents, mais aussi les multiples raisons qui compliquent cette réintégration. Bien que les recherches disponibles à ce jour soient utiles, les chercheurs dénotent leurs limites et proposent de nouvelles pistes de recherche, parmi lesquelles la nécessité de mener des études plus approfondies sur les programmes dans des États précis.

À cet égard, nous ne pouvons ignorer le travail de Berth Verhey qui, à la suite d'une étude terrain, propose l'un des rares textes portant sur les filles combattantes en RDC. Le but de son étude est de comprendre les différentes problématiques vécues par les filles et les attitudes qui encouragent leur marginalisation. Frappée par le constat que seulement 23 filles aient été démobilisées de décembre 2003 à septembre 2004, comparativement à 1 718 garçons, alors qu'elles représentent 30 % à 40 % des enfants associés au conflit en RDC, l'auteure a cherché à comprendre leur absence. Selon elle, les filles de la RDC se cachent pour éviter la stigmatisation. Il s'agit peut-être d'une conclusion peu surprenante étant données les recherches antérieures, cependant, l'originalité et l'utilité du texte reposent sur l'évaluation des différentes conceptions relatives aux filles associées au conflit de la part des militaires, des communautés d'accueil et des filles elles-mêmes qui font obstacle à leur réintégration.

Dans la société patriarcale congolaise, la conception socioculturelle traditionnelle des filles entre en conflit avec les rôles et fonctions des filles assumés lors de leur passage au sein des forces et des groupes armés, lesquelles peuvent servir autant d'esclaves sexuelles que de combattantes. Autrement dit, alors que la réintégration réussie des filles dépend en grande partie de la communauté qui accueillera favorablement ou non leur retour, les conceptions socioculturelles que

possède la communauté rendent difficile leur acceptation. La réintégration des filles se trouve donc confrontée à de nombreux obstacles. Par exemple, plusieurs membres vont craindre l'agressivité de ces filles et le risque de représailles de la part des militaires. Les comportements agressifs sont considérés plus acceptables chez les garçons, alors que, chez les filles, ils ne sont aucunement tolérés, d'où cette relation tendue et complexe entre une fille ex-combattante et la communauté. Parce que plusieurs filles sont perçues comme ne valant plus rien et/ou agressives, elles sont rarement accueillies à bras ouverts (Verhey, 2005). De plus, pour les militaires, les filles sont des « épouses » et non pas des enfants devant être démobilisées. Dans cette perspective, les filles ne sont pas dirigées vers les programmes de réintégration (Verhey, 2005). Par exemple, dans l'un des groupes armés situés au Sud-Kivu, 415 filles ont été dénombrées en avril 2007, alors que les différents chefs niaient leur présence (La Coalition, 2008). Enfin, lors d'un conflit les filles acquièrent de nouveaux rôles pouvant élargir leurs perspectives, mais, de retour à la vie civile, ces rôles sont plutôt une source de marginalisation (McKay et Mazunara, 2004).

En somme, ce que nous constatons c'est qu'il existe diverses études à propos des difficultés de réintégration des filles, mais peu à propos des programmes et encore moins dans le cadre d'une analyse sexospécifique. D'ailleurs, peu d'études se concentrent sur une région en particulier, préférant une approche de la question plus globale. Aucune évaluation approfondie du programme de réinsertion pour les filles associées aux forces et groupes armés en RDC n'est disponible. La recherche que nous proposons permet ainsi d'offrir une étude spécifique sur le programme de réinsertion des filles en tenant compte d'un contexte particulier.

L'originalité d'une approche sexospécifique dans l'analyse de la réintégration des filles associées aux forces et aux groupes armés découle non seulement du fait que ce cadre est peu utilisé dans l'ensemble des recherches concernant les filles associées au conflit, mais également des concepts dynamiques qui émergent de cette approche. Très peu d'analyses féministes et sexospécifiques existent à propos des femmes combattantes, malgré que, en ce qui concerne les filles, elles constituent entre 10 % et 30 % de l'ensemble des enfants associés au conflit (Fox, 2004). Les concepts de cette approche favorisent une meilleure compréhension du sujet de recherche, de

l'environnement dans lequel les filles évoluent et par lequel leur situation de marginalité est influencée. Cette approche nous permet de répondre aux critiques et aux limites des recherches, soulevées par différents auteurs consultés lors de la revue de littérature.

Nous empruntons à Agnès Calamard, la définition de l'analyse sexospécifique qui consiste d'abord et avant tout à une « approche tenant compte du genre » et non pas du sexe défini en termes de différences biologiques entre les hommes et les femmes. Le genre implique plutôt une différence entre les rôles sociaux construits qui leur sont attribués. Autrement dit, « le genre diffère du sexe » (Calamard, 1999, p. 8). Cette approche implique alors différents éléments qui doivent être pris en compte. Premièrement, l'importance du contexte historique, de la culture et de la société dans la construction des rôles. Dans un deuxième temps, puisqu'il s'agit d'une construction sociale, elle peut-être modifiée et changée. Finalement, cette approche doit se fonder nécessairement sur l'égalité des sexes. Ainsi, cette approche permet une évolution dans la mentalité des individus et prône la possibilité du changement pour les femmes (Calamard, 1999 ; Peterson et Runyan, 1999).

Par une observation plus poussée des fondements de l'analyse sexospécifique, nous avons confirmé l'intérêt d'analyser la situation des filles associées au conflit selon cette perspective. Les concepts définis par cette approche apparaissent pertinents puisqu'ils permettent de comprendre les causes intrinsèques de la situation particulière des filles favorisant leur marginalisation au sein de la société. Selon l'approche sexospécifique, la marginalisation qui « ne fait que refléter la position subalterne qu'occupent les femmes au sein de la famille, de la collectivité et de la société » (Calamard, 1999, p. 7), constitue un élément central qui permet de comprendre et de mieux définir la situation des femmes dans différentes sociétés. La marginalisation découle ainsi d'un rapport de pouvoir inégal entre les hommes et les femmes. Ceci étant dit, la dichotomie entre les deux genres favorisant la masculinité découle d'une série de facteurs pouvant être expliqués par les concepts sexospécifiques. Ainsi, par la compréhension et l'application des concepts sexospécifiques, nous sommes en mesure de saisir les éléments qui influencent et reproduisent les dynamiques sociale, politique et économique qui contribuent à la marginalisation des femmes. Cette conception de la marginalisation du genre féminin permet d'analyser le processus de réintégration des

filles avec un regard centré sur les caractéristiques et spécificités intrinsèques aux filles, de façon à cerner de manière plus juste leur situation particulière.

Le genre comme concept principal se définit par la construction sociale de la féminité et de la masculinité. De ce fait, la définition de la masculinité et de la féminité ne peut être univoque, puisqu'elle dépend du contexte social dans lesquels les variables de la masculinité et de la féminité évoluent. Ces variables sont alors définies par des comportements acquis selon les lieux et les époques précis (Calamard, 1999). Par exemple, en Afrique, comme bien souvent ailleurs, il sera accepté que l'homme soit « guerrier et protecteur », tandis que la femme demeure plutôt « paisible, passive et axée sur le foyer » (Specht, 2005, p. 436). Or, cette représentation des genres ne participe pas uniquement à les opposer, mais elle établit également une hiérarchie tendant à privilégier la masculinité, par ses qualités et son caractère masculin qui lui sont dévolus par cette construction sociale (Peterson et Runyan, 1999).

Par ailleurs, de cette vision dichotomique de la masculinité et de la féminité, une série de stéréotypes émergent. Le stéréotype est défini comme une image qui filtre le « comment » on voit les choses et qui « excuse » les discriminations. En effet, il est observé que les stéréotypes reproduisent les relations inégales entre les genres et dépolitisent l'inégalité des relations de pouvoir, et c'est d'ailleurs pourquoi le stéréotype est jugé comme étant nécessairement politique (Peterson et Runyan, 1999). Bref, le concept de genre, sous-divisé en terme de masculinité et de féminité contribue à la marginalisation de la femme en plus de reproduire une série de stéréotypes qui perpétuent à son tour la marginalisation, à un point tel de la rendre acceptable. Il s'agit alors d'une construction sociale circulaire reproduisant continuellement les inégalités.

Parmi les concepts sexospécifiques, nous retrouvons également le concept des rapports sociaux de sexe, qui déterminent aussi ce qui est masculin et féminin. Les rapports sociaux de sexe sont perçus comme des normes culturelles et des pratiques qui définissent les rôles et la répartition des pouvoirs entre les genres. Autrement dit, les rapports sociaux de sexe expliquent les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes et comment ceux-ci sont représentés dans la société (Calamard, 1999). Ces rapports sociaux sont différents d'une société à l'autre, puisque les définitions de la

masculinité et de la féminité sont établies ou construites en fonction des valeurs propres à chaque société. En ce sens, « le genre fait référence aux caractéristiques propres aux sexes, lesquelles sont déterminées par la culture⁸ » (Peterson et Runyan, 1999, p. 5). D'où l'importance de mener une recherche sexospécifique qui repère et prend en compte les rapports sociaux d'un contexte précis. Les rôles que l'on attribue à l'un ou l'autre des genres dépendent d'une multitude de facteurs. Toutefois, il s'agit principalement des « structures économiques, de la nature de l'État et ses orientations sociales, la religion, la culture, ainsi que par les rapports étroits qu'entretiennent tous ces éléments, rapports qui peuvent eux-mêmes changer » (Calamard, 1999, p. 9). Ainsi, les femmes ne vivent pas les mêmes expériences que les hommes. Qui plus est, d'une femme à l'autre les expériences peuvent également varier. Comme les rôles sont construits différemment selon les sociétés, il importe de faire attention pour ne pas considérer les femmes tel un groupe homogène (Calamard, 1999). Il est donc important d'étudier le contexte spécifique des filles de la RDC, afin de saisir leur propre réalité. D'ailleurs, il sera intéressant d'observer comment le programme de réinsertion répond à ce critère. Le programme est-il élaboré selon la situation des filles congolaises ou plutôt selon un cadre global et général incluant l'ensemble des enfants associés aux forces et groupes armés?

Lors de l'étape d'approfondissement des connaissances et de la revue de la littérature, nous avons également observé différentes autres approches féministes, et nous avons repéré certains concepts pouvant certainement enrichir notre démarche. Nous nous permettons cette liberté, car l'analyse sexospécifique est ouverte aux nouvelles idées et laisse place à de nouvelles versions inspirées des autres courants de pensée féministes. « Vous pouvez combiner les cadres sexospécifiques conçus par d'autres pour créer votre propre version hybride en adaptant des composantes tirées de cadres différents et en y ajoutant vos propres idées⁹ » (March, Smyth et Maitrayee, 1999, p. 22-23).

Ainsi, nous avons été inspiré par le cadre d'analyse *People-Oriented Planning* (POP). Provenant de l'École de Harvard, le POP s'adresse aux questions de partage et de

⁸ Notre traduction.

⁹ Notre traduction.

distribution des ressources et services, afin de rendre plus efficace l'aide au développement. Ce cadre favorise également la diminution des inégalités entre les hommes et les femmes. Bien que l'enjeu soit principalement économique, le cadre utilise des concepts qui peuvent très bien s'insérer dans notre réflexion. D'abord, il y a le concept de *changement*, lequel cherche à comprendre comment et à quel degré la dynamique du changement est acceptée dans une société. Par exemple, dans une société patriarcale, telle que retrouvée en RDC, comment le changement du rôle des filles associées aux forces et aux groupes armés sera accepté, et quel impact la tolérance au changement aura-t-elle sur l'acceptation ou la marginalisation des filles associées au conflit et le succès du programme de réinsertion? En deuxième lieu, le concept de la *participation* nous apparaît également essentiel, car la participation des filles est un élément central au succès du processus de réintégration (March, Smyth et Maitrayee, 1999). C'est pourquoi le changement et la participation mis de l'avant par le POP doivent faire partie de notre démarche, puisque ces concepts apparaissent fondamentaux à la problématique de réintégration des filles.

En outre, l'approche des relations sociales, s'appuyant évidemment sur le concept des relations sociales, offre une définition complémentaire à l'analyse sexospécifique qui utilise le concept de rapports sociaux de sexe. Pour l'approche des relations sociales, le système influence les relations entre les groupes et les individus. Ces relations sont à l'origine de la définition des rôles attribués à l'un ou l'autre des genres, en plus de déterminer le degré de liberté et de contrôle que chacun peut avoir sur sa vie et celle des autres. Ainsi, ce cadre pousse la réflexion un peu plus loin en réfléchissant sur la notion de contrôle et comment les relations sociales déterminent le contrôle qu'une personne peut avoir sur sa vie. Tout comme le POP, l'approche des relations sociales adopte le concept de changement, puisque les relations sociales sont construites, elles ne sont pas immuables et peuvent être modifiées (March, Smyth et Maitrayee, 1999).

Par ailleurs, cette approche permet de réaliser comment la dichotomie entre les genres n'est pas simplement influencée par les relations sociales, mais aussi par les institutions. Il faut alors s'intéresser aux institutions qui incluent l'État et la communauté internationale pour comprendre comment elles renforcent et reproduisent le rapport de

force masculine et, ce faisant, encouragent la différence sociale entre les genres, en perpétuant les inégalités sociales. Selon cette approche, il est primordial d'étudier le rôle que jouent les institutions, et pour y arriver il suffit d'en constater les politiques mises en place. Il y a deux catégories de politiques : les « gender blind », c'est-à-dire celles qui ne reconnaissent aucune différence entre les hommes et les femmes et les « gender aware », soit celles qui intègrent une différence. Cette dernière catégorie est d'ailleurs sous-divisée en trois sous-catégories : les politiques qui reconnaissent la différence, mais demeurent neutres, les politiques sexospécifiques, qui répondent aux besoins particuliers des genres et finalement les politiques de redistribution qui visent à équilibrer les deux genres (March, Smyth et Maitrayee, 1999). En tenant compte des politiques mises en place par les institutions, il nous sera possible de cerner plus efficacement les variables qui engendrent ou non la marginalisation des filles.

En somme, nous avons identifié plusieurs concepts qui guideront notre démarche et favoriseront une analyse permettant de comprendre la situation particulière des filles. En étant capables de saisir les origines de la marginalisation des filles associées au conflit, nous serons en mesure d'évaluer la réintégration de ces filles de manière beaucoup plus efficace. Ainsi, tout au long de notre analyse, nous nous appuierons sur les concepts de genre en termes de masculinité et de féminité, de rapports sociaux de sexe, de changement, de participation, et finalement de rôle des institutions.

En vertu de notre revue de littérature et des concepts identifiés, nous proposons les hypothèses qui suivent. D'abord, nous postulons qu'au sein de la société congolaise, la fille est perçue comme passive, soumise et que les rôles qui lui sont attribués reposent sur la prise en charge du ménage. Ainsi, les rôles et fonctions assumés lors de leur passage au sein des forces et groupes armés rentrent en conflit avec cette conception socioculturelle traditionnelle. Deuxièmement, nous estimons que le programme de réinsertion en RDC néglige les éléments sexospécifiques liés à l'expérience des filles associées au conflit en privilégiant la masculinité, contribuant ainsi à renforcer les inégalités de sexes et la marginalisation des filles.

Pour opérationnaliser le cadre d'analyse sexospécifique à notre sujet de recherche, nous commencerons par analyser la perception de la fille en RDC et la situation marginale des filles associées au conflit en vertu des concepts sexospécifiques justifiés plus tôt. Nous tenterons de démontrer que la vision dichotomique de la masculinité et de la féminité en RDC encourage la marginalisation des filles au sein de la communauté. Ensuite, nous évaluerons le programme formel de même que le rôle des institutions impliquées en repérant les éléments spécifiques aux filles. Bref, l'ensemble de la recherche sera mené en gardant les concepts sexospécifiques au cœur de la démarche en cherchant à dégager les éléments sexospécifiques concernant la réintégration des filles et leur perception au sein de la société.

Par ailleurs, lorsque vient le temps d'analyser différentes données, il nous faut identifier les influences du genre. Autrement dit, il faut faire parler les statistiques pour qu'elles permettent de « faire ressortir ce qu'il y a de sexospécifique » (Calamard, 1999, p. 51) dans les éléments qui entourent les filles. Les éléments à évaluer sont par exemple les lois et politiques, les normes, les valeurs culturelles et les pratiques sociales, les conditions économiques, le conflit armé et les programmes. Ces données se retrouvent dans divers documents officiels et dans certains rapports élaborés par les gouvernements, la communauté internationale ou les ONG locales et internationales, notamment le cadre opérationnel du programme officiel de DDR. L'évaluation approfondie des documents doit permettre de faire ressortir les pratiques discriminatoires, la participation et la marginalisation des genres dans les sphères sociale, politique et économique, comment la dynamique militaire influence les rapports sociaux entre les hommes et les femmes, et finalement, les conséquences des inégalités concernant notamment l'accès aux soins de santé et autres services sociaux de base. Il est également important d'évaluer les types de recours spécifiques et possibles pour les filles, à savoir s'ils sont de nature médicale, légale et/ou psychosociale (Calamard, 1999).

En reprenant les concepts de genre et de rapports sociaux de sexe qui contribuent à la création et la diffusion de stéréotypes, l'analyse sexospécifique est en mesure d'abord, de mettre en évidence ce à quoi ces filles sont confrontées quotidiennement, d'expliquer leur marginalisation et leur stigmatisation, et plus particulièrement, de dégager les obstacles qui nuisent à leur réintégration. D'autant plus

que cette analyse rappelle l'importance de ne pas « victimiser » les filles. Plus spécifiquement, cette analyse réfute l'idée de la femme comme victime en misant davantage sur le pouvoir des femmes à se sortir de leur situation de marginalisation. L'idée du cadre sexospécifique est de faire des femmes des personnes non seulement participantes, mais essentielles pour la reconstruction socio-économique de leur société pour mettre un terme à leur marginalisation. Ainsi, cette approche permet de comprendre le drame de ces filles, en conservant l'idée des filles non pas comme victimes, mais comme partie prenante de l'avenir. La réintégration des filles doit être menée sous une telle perspective et c'est pour cette raison qu'il apparaît important de prendre le cadre sexospécifique et d'en constater son application en RDC.

Dans le cadre de ce travail de recherche, nous aurions certainement bénéficié d'une recherche terrain, mais étant donnée la situation politique actuelle, il semblait difficile et dangereux de mener une recherche auprès de filles associées au conflit. Aussi, notre méthodologie de recherche repose sur deux méthodes, soit l'enquête documentaire indirecte et l'analyse documentaire. L'enquête documentaire indirecte provient d'un grand nombre de témoignages et de faits vécus rapportés tant par des chercheurs ayant mené des enquêtes sur le terrain que par les acteurs impliqués directement auprès des filles. Quant à l'analyse documentaire, elle s'appuie sur divers documents, notamment des monographies, des articles, des études de cas et des références gouvernementales, s'intéressant particulièrement aux processus de réinsertion et de réintégration, de même qu'à la situation des enfants et des filles associées au conflit.

Les sources constituant notre corpus de littérature sont par exemple, la MONUC (MONUSCO)¹⁰, les Nations Unies, le gouvernement congolais. De plus, étant donné l'engouement porté envers la défense des enfants associés aux forces et aux groupes armés dans le monde, il existe de nombreux documents et rapports soumis par les ONG locales et internationales, notamment par *Save the Children*, par la Coalition pour

¹⁰ En vertu de la Résolution 1925 du Conseil de sécurité des Nations Unies de mai 2010, la mission de la MONUC s'est vue attribuer le nom MINUSCO conformément au changement de sa mission, laquelle devient la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC. Dans ce travail, nous conservons le terme MONUC, puisque l'essentiel des efforts menés par les Nations Unies en matière de DDR a été conduit sous celle-ci.

mettre fin à l'utilisation d'enfants dans les conflits armés et par *Amnesty International*. Par leur présence sur le terrain, ces organisations ont réalisé de nombreuses analyses et études, lesquelles nourrissent nos réflexions et enrichissent notre travail. Nous sommes également en contact avec certaines ONG qui travaillent auprès des jeunes. Leurs évaluations et les renseignements fournis sont également d'une grande utilité.

Pour valider notre démonstration, nous étudions les différents documents formels, notamment le cadre opérationnel guidant le processus de DDR en RDC. Ces documents précisent, entre autres, les orientations, les enjeux du programme, ainsi que les procédures à suivre. Les différents rapports de la MONUC, des Nations Unies et de l'UNICEF permettent aussi de nous éclairer sur l'état du processus de réintégration des filles afin d'analyser la portée et l'efficacité du processus. Puis nous effectuons notre propre analyse grâce à l'application de concepts sexospécifiques, de manière à constater comment le programme de réinsertion s'adresse à la réintégration des filles.

Le mémoire est divisé en trois chapitres. Le premier chapitre porte sur la situation des filles associées au conflit en RDC. Ici, nous illustrons la situation particulière des filles selon le contexte de la RDC. La perception des filles et les rôles traditionnels féminins dans la société congolaise sont aussi détaillés et analysés. Puis, nous élaborons sur les filles impliquées dans le conflit en analysant leur milieu, le cheminement suivi pour arriver au sein des forces ou groupes armés, les rôles qu'elles assument lors du conflit, les nouvelles compétences qu'elles acquièrent et, enfin, leur retour à la vie civile. Bref, dans ce chapitre nous cherchons à mettre en lumière la perception de la féminité au sein de la société congolaise et comment la participation des filles au conflit en RDC affecte la vie des filles et bouleverse les conceptions de la féminité.

Dans le deuxième chapitre, nous nous penchons sur le contexte de mise en œuvre du PNDDR. Nous explorons davantage le contexte politique et économique afin de mieux comprendre la situation dans laquelle les filles sont réintégrées. Nous abordons ainsi l'historique du conflit et l'évolution du PNDDR soumis aux constants soubresauts d'une guerre qui s'éternise. Ensuite, nous cherchons à identifier les acteurs impliqués afin de comprendre le rôle des institutions, tout en évaluant l'intérêt qu'elles accordent aux questions de genre. Autrement dit, nous souhaitons observer si les

problématiques liées au genre sont comprises et, si oui, à quel degré le programme de réinsertion jouit de cette reconnaissance. En somme, en ajoutant au portrait socioculturel la dynamique politique et économique dans laquelle le DDR s'inscrit, nous sommes en mesure d'évaluer le programme et ainsi de répondre à notre question de recherche dans notre troisième et dernier chapitre.

En effet, le troisième chapitre porte sur l'analyse sexospécifique du programme de réinsertion en RDC. Nous évaluons ici quels sont les aspects spécifiques élaborés et disponibles pour les filles, à savoir, est-ce qu'ils s'adressent réellement au contexte et aux besoins des filles? Quel impact le programme a-t-il sur la perception des filles dans la société, et quelle réponse offre-t-il au phénomène de marginalisation? Bref, l'étude du programme permet d'analyser comment la réponse au problème s'articule autour des notions de féminité, de rôles sociaux de sexe, de changement et de participation. Pour mener cette analyse, nous nous inspirons des recommandations faites par différents auteurs à savoir ce que devrait inclure et prévoir un programme de DDR de manière à répondre adéquatement aux besoins spécifiques des filles.

Nous terminons ce mémoire avec une conclusion qui résume la démarche et les principales observations.

CHAPITRE I

LA SITUATION ET LES PARTICULARITÉS DES FILLES ASSOCIÉES AUX FORCES ET AUX GROUPES ARMÉS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO SELON UNE PERSPECTIVE SEXOSPÉCIFIQUE

Les filles associées aux forces et groupes armés à l'échelle de la planète partagent plusieurs éléments en communs, comme d'être fréquemment ignorées (Keairns, 2002). Néanmoins, chaque conflit et chaque contexte socioculturel sont différents et, en ce sens, il devient important de s'intéresser à la situation particulière des filles associées au conflit congolais, puisqu'elles évoluent dans une dynamique culturelle, sociale et politique qui leur est propre. Ce chapitre vise donc essentiellement à mettre en lumière la place des filles congolaises dans la société afin de mieux comprendre leur cheminement particulier, de leur intégration dans les forces et les groupes armés jusqu'à leur retour au sein de leur famille et de leur communauté. Cette première partie est primordiale pour la suite de notre travail, car nous souhaitons nous interroger sur les programmes formels et informels régulièrement accusés de leur manque de considération envers les réalités sexospécifiques locales.

Lors de leur passage parmi les forces et les groupes armés, les filles accomplissent différentes tâches en plus d'occuper différents rôles. Quelle que soit leur fonction, les filles vivent des expériences et des situations qui entrent en conflit avec les conceptions traditionnelles congolaises de la féminité. Certaines filles vont perdre les éléments clés de la féminité, en plus d'acquérir des compétences socialement réservées aux garçons et aux hommes. Le temps passé au sein des forces et des groupes armés vient alors bouleverser les perceptions traditionnelles de la féminité, et ce, au niveau personnel, familial et communautaire.

Pourquoi? Quels sont les changements vécus par les filles lors de cette expérience et quels sont les éléments qui entrent en conflit avec les conceptions socioculturelles traditionnelles? Qu'est-ce qui justifie leur marginalisation une fois de

retour? Pour être en mesure de répondre à ces questions, nous débutons d'abord par observer le contexte dans lequel les filles évoluent. Pour ce faire, nous proposons d'analyser les pratiques culturelles, ainsi que les cadres juridiques sur lesquels sont fondés les droits et obligations des femmes congolaises. Dans un deuxième temps, nous examinerons l'expérience et les difficultés particulières des filles intégrées au sein des forces et des groupes armés. Nous verrons les modalités de recrutement au sein de ces forces et groupes armés, les rôles et fonctions qu'elles occupent, les moyens de sortie et, finalement, l'étape charnière de la réintégration familiale et communautaire.

1.1 Représentation de la féminité

1.1.1 Les conceptions traditionnelles de la femme

Les filles de la République démocratique du Congo évoluent au sein d'un contexte socioculturel patriarcal profondément ancré dans la tradition congolaise, favorisant une discrimination fondée sur le genre. Les filles et les femmes congolaises se heurtent pour la plupart à cette idéologie paternaliste qui renforce la conception traditionnelle de la femme africaine comme étant soumise et obéissante (Rukata, 2002 ; Tshibilondi Ngoyi, 2005). Bien que toutes les filles et les femmes africaines ne connaissent pas la même situation sociale selon les époques et les contextes particuliers, il s'avère qu'une part importante de filles et de femmes issues des pays du tiers-monde se trouvent dans une situation de marginalité politique, sociale et économique. Cette marginalisation des filles et des femmes qui se manifeste à divers degrés selon les normes et pratiques culturelles semble forte en RDC, puisqu'il apparaît *naturel* que les filles et les femmes soient subordonnées aux hommes (Tshibilondi Ngoyi, 2005).

Depuis 1995, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) évalue l'indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH). Cette statistique, publiée annuellement dans le *Rapport sur le développement humain*, mesure le degré d'inégalité fondée sur le genre et l'impact des disparités de base entre les hommes et les femmes dans le développement humain. Selon cette évaluation, la RDC se situe au 151^e rang de l'ISDH, sur une échelle de 157 pays (PNUD, 2008). Autrement dit, dans 150

autres pays, les femmes connaissent une évolution du développement humain plus égalitaire. La situation précaire des femmes peut être également illustrée par d'autres statistiques tout aussi négatives, notamment par les taux d'alphabétisation et de scolarisation plus faibles chez les filles que chez les garçons. Le taux d'alphabétisation des filles en pourcentage des garçons est de 67 %. En outre, alors que le taux d'assiduité des filles à l'école primaire en pourcentage des garçons est de 95 %, il chute à 77 % au secondaire. Par ailleurs, les filles semblent davantage initiées au travail précoce, puisque 34 % des filles âgées de 5 à 14 ans travaillent contre 29 % des garçons (UNICEF, 2010). L'ensemble de ces chiffres est bel et bien le reflet des inégalités sexospécifiques au sein de la société congolaise, et s'explique par les coutumes, les traditions et les stéréotypes féminins que l'on retrouve en RDC.

Dans ce vaste territoire, les filles et les femmes sont considérées comme étant fragiles et moins intelligentes (Rukata, 2002). Pour les Congolais, la féminité évoque l'idée de faiblesse et de passivité, alors que la conception de la masculinité fait de l'homme un protecteur possédant le pouvoir et le contrôle sur les ressources. Cette dichotomie entre la féminité et la masculinité est d'ailleurs renforcée par le contexte d'instabilité politique actuel, puisque la guerre contribue au renforcement du stéréotype de la femme victime et de l'homme guerrier (Specht, 2005). La dynamique sociale en milieux familial et communautaire repose ainsi sur cette perception inégale de la féminité et de la masculinité. C'est pourquoi les filles et les femmes sont contraintes aux tâches entourant la prise en charge du ménage et soumises à leur mari et leur fils considérés comme chefs de ménage (Comité permanent interorganisations (IASC), 2008).

Conséquemment, les rôles sociaux différents attribués aux filles et aux garçons influencés par le genre ont un impact considérable sur les conditions de vie des filles. Par exemple, comme démontré par les statistiques illustrées plus tôt, les filles sont moins scolarisées et alphabétisées que les garçons. Cette tendance n'est pas étrangère au contexte socioéconomique difficile où la pauvreté généralisée des familles encourage la reproduction de comportements discriminatoires au détriment des filles (Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 2006). Devant le manque apparent de ressources financières nécessaires pour défrayer les coûts d'éducation, les

parents privilégient la scolarisation des garçons qui représentent un meilleur gage d'avenir économique pour la famille, alors que la fille, une fois mariée, n'est plus redevable à sa famille, mais plutôt à son mari et à sa belle-famille (Tshibilondi Ngoyi, 2005, Rukata, 2002). Les filles sont donc appelées rapidement à travailler afin d'appuyer financièrement la famille avant le mariage. Outre les tâches reliées à la gestion du foyer familial, elles peuvent travailler au sein de l'entreprise familiale, comme domestique ou dans les champs. Ceci étant dit, la fonction prioritaire de la femme demeure au foyer, où elle s'occupe de la famille, de la cuisine et de l'entretien (Rukata, 2002).

Nous ne nous targuons pas de connaître l'ensemble de la situation socioculturelle des filles et des femmes en RDC, car avec plus de 60 millions d'habitants et 450 tribus sur le territoire, les pratiques culturelles peuvent varier considérablement (Comité des droits de l'enfant, 2008). Néanmoins, nos recherches nous ont permis de confirmer que les conceptions de la féminité et de la masculinité renforcent les stéréotypes, et exacerbent les comportements discriminatoires envers les filles et les femmes. La position subalterne des filles et des femmes, les rôles sociaux qui leur sont attribués, ainsi que leur marginalisation sociale, politique et économique sont le résultat d'une construction sociale du genre et des rapports sociaux de sexe discriminatoires envers la féminité.

1.1.2 Le statut légal de la femme

À première vue, la marginalisation des filles et des femmes découle de comportements socioculturels discriminatoires. Dans la partie précédente, nous avons volontairement omis d'identifier certaines pratiques traditionnelles néfastes pour les filles et les femmes, puisqu'elles sont incorporées dans la législation nationale et légitimées par le cadre juridique national. Selon notre analyse, la législation congolaise contribue doublement à la marginalisation des femmes, d'une part parce qu'elle entérine des pratiques culturelles lourdes de conséquences sur les droits et libertés des filles et des femmes, et d'autre part, parce qu'elle demeure muette à de nombreux égards.

Qu'il s'agisse notamment du Code de la famille, du Code du travail, du Code pénal ou Code de procédure pénale¹¹, la loi congolaise comporte plusieurs dispositions législatives discriminatoires (Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 2006). Le système de la dot et la polygamie constituent de très bons exemples démontrant que les filles et les femmes ne jouissent pas des mêmes droits et libertés que les garçons et les hommes. En vertu des articles du Code de la famille portant sur la dot¹², même si elle peut être symbolique, son paiement aux parents de la future mariée est nécessaire à la célébration du mariage. La négociation de la dot se fait entre le futur époux, sa famille et les parents de la future épouse. L'avis de cette dernière n'est pas sollicité, puisque la dot est destinée aux parents. Par cette pratique, la fille est considérée comme un bien, une marchandise avec laquelle les parents peuvent s'enrichir (Tshibilondi Ngoyi, 2005). Qui plus est, parce que le mari « achète » sa femme, l'idée qu'elle lui appartient rend socialement légitimes les comportements violents visant à la punir (Conseil des droits de l'homme, 2008).

Toujours selon ce code, la polyandrie est interdite, alors que rien n'est évoqué concernant la polygamie. De ce fait, un homme peut être marié à plusieurs femmes, alors qu'il est illégal pour une femme d'être mariée à plus d'un homme. D'ailleurs, la femme accusée d'adultère encourt nécessairement une peine d'emprisonnement, alors que l'homme possède le droit de plaider la bonne foi ou la présence de circonstances préjudiciables (Code de la famille, article 467). Finalement, le Code de la famille précise qu'en vertu de certaines dispositions de la loi, la femme mariée est considérée comme incapable aux termes de la loi, tout comme une personne mineure. La femme est ainsi soumise au mari appelé légalement chef de ménage et elle lui doit obéissance (Code de la famille, articles 215 et 444). Nous verrons plus tard en quoi ces pratiques contribuent particulièrement à la marginalisation des filles associées aux forces et aux groupes armés.

Le Code de la famille en légiférant sur les pratiques et les comportements discriminatoires envers les filles et les femmes tels que la dot et la polyandrie n'est que

¹¹ Pour alléger le texte, nous avons privilégié la formule abrégée des lois. Leur appellation officielle se trouve dans la liste des abréviations, sigles et acronymes.

¹² Voir les articles 361 et suivants.

l'un des exemples rappelant la situation d'infériorité juridique et institutionnelle dans laquelle les filles et les femmes de la RDC sont plongées. Nous aurions pu développer davantage à propos des droits limités des filles et des femmes à l'héritage, d'accès à la terre et d'accès aux ressources, toutefois nous souhaitons simplement illustrer l'existence de clivages légaux importants entre les droits et libertés des filles et des femmes et ceux des garçons et des hommes. Après ce bref survol juridique, nous sommes en mesure de suggérer que le droit national existant, basé sur certaines pratiques coutumières, réitère la supériorité du genre masculin sur le genre féminin.

En revanche, l'État congolais semble de plus en plus enclin à encourager, bien que timidement, l'égalité juridique *de facto* des filles et des femmes, notamment par l'adoption de nouvelles lois et projets de réformes législatives, concernant le Code de la famille, en plus de mettre en œuvre une série de programmes¹³ favorisant les droits de la femme (IBCR, 2009). Nous remarquons que, depuis quelques années, le gouvernement de la RDC fait preuve d'une plus grande volonté lorsqu'il s'agit d'élaborer des lois favorisant l'égalité entre les hommes et les femmes. Par exemple, dans l'exposé des motifs de la nouvelle Constitution congolaise de 2006, le gouvernement introduit de manière officielle la notion d'égalité entre les sexes lorsqu'il souligne que : « [...] répondant aux signes du temps, l'actuelle Constitution introduit une innovation de taille en formalisant la parité homme-femme » (Constitution du 18 février 2006). C'est ainsi que la Constitution reprend des dispositions législatives nationales et internationales qui interdisent les discriminations de toutes sortes, en plus d'introduire une disposition propre aux droits de la femme qui impute au gouvernement la responsabilité de protéger et promouvoir leurs droits.

Aucun Congolais ne peut, en matière d'éducation et d'accès aux fonctions publiques ni en aucune autre matière, faire l'objet d'une mesure discriminatoire, qu'elle résulte de la loi ou d'un acte de l'exécutif, en raison de sa religion, de son origine familiale, de sa condition sociale, de sa résidence, de ses opinions ou de ses convictions politiques, de son appartenance à une race, à une ethnie, à une tribu, à une minorité culturelle ou linguistique (Constitution du 18 février 2006, article 13).

¹³ Notons à cet égard, la création du Ministère de la Condition féminine et de la Famille (2003), du Programme national pour la femme congolaise (1999) et du Document d'intégration de genre dans les politiques et programmes en RDC (2004).

Les pouvoirs publics veillent à l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard de la femme et assurent la protection et la promotion de ses droits.

Ils prennent, dans tous les domaines, notamment dans les domaines civil, politique, économique, social et culturel, toutes les mesures appropriées pour assurer le total épanouissement et la pleine participation de la femme au développement de la nation.

Ils prennent des mesures pour lutter contre toute forme de violences faites à la femme dans la vie publique et dans la vie privée.

La femme a droit à une représentation équitable au sein des institutions nationales, provinciales et locales.

L'État garantit la mise en œuvre de la parité homme-femme dans lesdites institutions.

La loi fixe les modalités d'application de ces droits (Constitution du 18 février 2006, article 14).

Ceci étant dit, comme le précise le premier alinéa de cet article, seuls le gouvernement et ses institutions sont liés par cet article, ce qui signifie que hormis le principe de non-discrimination et les devoirs du gouvernement, les femmes demeurent assujetties aux autres dispositions législatives, à l'instar du Code de la famille et autres textes de loi énumérés plus haut. Ainsi, bien que le gouvernement se sente investi de promouvoir les droits de la femme et de lutter contre les violences, il n'en demeure pas moins que, selon certaines normes issues du droit civil, les filles et les femmes demeurent subordonnées aux hommes. Par ailleurs, conformément à son système juridique moniste qui assure la primauté des traités internationaux ratifiés par le pays sur la loi nationale, la RDC se trouve subordonnée aux outils internationaux ratifiés par l'État, parmi lesquels nous comptons la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDAW) ratifiée en 1986. Les instruments juridiques qui ont préséance sur le droit national sont précisés textuellement dans le préambule de la Constitution, il s'agit entre autres de la CEDAW et la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC). Toutefois, il est important de préciser que pour l'instant, ces outils internationaux ne possèdent pas de réelle portée, puisqu'il n'existe aucun instrument juridique national pour mettre en application de manière

expresse, les traités ratifiés. Autrement dit, aucune loi n'incorpore de manière explicite les dispositions prévues par le droit international, ce qui limite fortement leur respect et leur application (Comité des droits de l'enfant, 2009).

Nonobstant, certaines lois récemment promulguées tentent de mettre en pratique quelques-unes des dispositions prévues par la Constitution et les traités internationaux, nous pensons notamment au nouveau *Code de protection de l'enfant* adopté en janvier 2009 et aux lois concernant la violence sexospécifique. En RDC, les violences perpétrées envers les filles et les femmes constituent un grave fléau, puisqu'elles sont utilisées particulièrement comme arme de guerre dans les régions en conflit en plus de jouir d'une impunité presque totale. Par exemple, en 2006 seulement dans la province du Sud-Kivu, ce sont 13 000 *nouveaux* cas de violence qui ont été répertoriés, alors que 26 000 filles et femmes ont demandé une aide médicale à la suite d'un viol (Conseil des droits de l'homme, 2008). Les violences sexuelles constituent un problème sérieux et récurrent à l'échelle du pays, concernant principalement les filles et les femmes, soit dans 80 % des cas. Pire encore, 17 % des viols sont commis sur des enfants âgés de moins de 12 ans (Conseil des droits de l'homme, 2008; IBCR, 2009). Pour plusieurs, ces estimations seraient plutôt faibles par rapport à la réalité, puisque la majorité des victimes ne dénonce pas leur agression, étant donné le stigma collé sur les victimes (IBCR, 2009; *Watch List on Children and Armed Conflict*, 2006; OSAA et Gouvernement de la RDC, 2007). Pour lutter contre cette explosion de violence sexospécifique, le gouvernement a élaboré deux nouvelles lois en 2006 afin de modifier et compléter le Code pénal et le Code de procédure pénale. Ces lois plus sévères mobilisent d'une part l'action du gouvernement et de ses institutions envers les victimes et les responsables des violences, en plus de donner au gouvernement la légitimité d'intervenir dans les relations privées entre individus, et ce, même dans le cas de relations consentantes (IBCR, 2009). Cependant, malgré cette volonté de la part du gouvernement, le manque constant de ressources et l'absence de mécanismes de suivi et de surveillance efficaces pour assurer le respect des lois font en sorte que le climat d'impunité règne toujours (Conseil de Sécurité, 2008).

Plus tôt, nous mentionnions la double problématique du système juridique congolais, soit la présence de dispositions législatives discriminatoires et l'absence d'une

loi égalitaire. Aucune loi congolaise n'offre de définition précise à propos de la discrimination sexospécifique (Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 2006) laissant place à l'incompréhension et l'interprétation des citoyens et des membres de la magistrature à l'égard de l'égalité entre hommes et femmes. L'une des principales recommandations législatives formulées par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies consiste en l'élaboration et l'adoption d'une loi, portant sur la parité des sexes, qui donnerait effet aux dispositions de la Constitution sur l'ensemble des lois nationales (Conseil des droits de l'homme, 2008). Par conséquent, devant l'absence d'une loi sexospécifique portant sur l'égalité des genres, les filles et les femmes demeurent soumises à une législation nationale qui reproduit les stéréotypes féminins et qui entérine plusieurs pratiques socioculturelles traditionnelles discriminatoires, en plus d'être victimes de l'inefficacité des quelques lois en vigueur, censées offrir une protection sexospécifique.

Somme toute, nous constatons que les pratiques culturelles et les normes juridiques nationales en vigueur contribuent de manière importante à renforcer les comportements patriarcaux et les stéréotypes de genre au détriment des filles et des femmes congolaises. En RDC, la féminité signifie faiblesse, passivité et soumission, et cette définition discriminatoire entraîne un perpétuel sentiment d'infériorité du genre féminin. Cette conception, profondément ancrée dans les mentalités, guide les rapports sociaux entre les hommes et les femmes, dicte les rôles, devoirs et fonctions de chacun, et par conséquent, maintient la marginalisation sociale, politique et économique de la femme. Dans cette perspective, la notion de fille combattante bouscule les stéréotypes et perturbe la définition de la féminité de tous les individus, y compris les filles elles-mêmes, puisque cette image se situe à l'antipode de la fille faible et passive, responsable du ménage.

1.2 Un cheminement particulier

Ainsi, parce que nous voyons dans la participation des filles associées aux forces et aux groupes armés un comportement qui ne cadre en rien avec la société congolaise, nous trouvons intéressant d'isoler les facteurs qui influencent ou motivent leur

participation au conflit, pour ensuite analyser les expériences sexospécifiques vécues par les filles, lors de leur passage au sein des forces et groupes armés. Du reste, nous nous attarderons de manière détaillée à l'étape de la réintégration des filles au sein leur famille et de leur communauté. Nous chercherons à identifier les comportements des acteurs impliqués lors de la réintégration, afin d'analyser comment ces filles sont accueillies et perçues, bref comment l'ensemble des acteurs réagit au retour des filles. Autrement dit, nous cherchons à évaluer la dynamique de réintégration des filles au sein du contexte socioculturel traditionnel patriarcal. Cette seconde partie vise ainsi à dégager les éléments sexospécifiques de la participation des filles au conflit et leur interaction avec les conceptions traditionnelles de la féminité et des rapports sociaux de sexe.

1.2.1 L'enrôlement : un choix?

La plupart des chercheurs intéressés à la problématique des enfants associés aux forces et aux groupes armés s'entendent pour dire qu'il y a deux façons d'intégrer l'armée. L'enrôlement peut être forcé ou volontaire, mais peu importe la manière par laquelle ces enfants finissent par être intégrés au sein des forces et des groupes armés, l'enrôlement résulte souvent d'une situation de vulnérabilité, augmentant le risque potentiel de recrutement. Le conflit, la pauvreté, le déchirement du tissu familial ou communautaire incitent tous au recrutement des enfants (Machel, 2001, La Coalition pour mettre fin à l'utilisation d'enfants soldats, 2008; Singer, 2005). Dans cette perspective, la notion d'acte volontaire devient facilement contestable.

Contrairement à ce que les préjugés pourraient nous laisser croire, en RDC les filles ne sont pas toutes recrutées par la force, car, bien que les filles enlevées par la force comptent parmi la majorité des filles retrouvées au sein des forces et des groupes armés, plusieurs se sont volontairement engagées. Alors, parce que les deux modes de recrutement existent dans cette région, nous jugeons important de repérer les facteurs qui entraînent la participation volontaire et forcée des filles dans le conflit. Il est d'autant plus important de connaître le type d'intégration vécu par les filles au sein des forces et des groupes armés, puisque l'expérience d'entrée pèse sur le processus de réintégration des filles (Verhey, 2005). Pour favoriser la compréhension des facteurs qui

mènent au recrutement, Daya Somasundaram, propose de catégoriser les causes sous deux catégories distinctes, soit les *push* et *pull*. Le *push* correspond aux éléments encourageant la participation, tandis que le *pull* justifie le recrutement forcé.

D'abord, dans la catégorie des éléments qui poussent, nous retrouvons par exemple, les traumatismes de la guerre desquels émerge un environnement brutal. Les viols, les arrestations et les exécutions arbitraires, ainsi que la torture, entre autres, affectent considérablement les enfants qui, par désir de vengeance, souhaitent lutter contre ces injustices (Somasundaram, 2002). Qui plus est, en raison du conflit en RDC qui s'éternise, nombreux sont les enfants qui n'ont jamais connu la paix. Dans un tel environnement, la violence se voit banalisée et apparaître comme normale. Autrement dit, la « militarisation de la vie quotidienne » influe considérablement la faculté de discernement des enfants (Cohn et Goodwill-Gill, 1995). De même, la pauvreté et l'absence de perspective d'avenir conduisent les enfants sans accès à la nourriture, à un revenu et à des soins essentiels, à chercher différentes alternatives afin de réduire leur niveau d'insécurité et de vulnérabilité. Certaines estimations proposent qu'environ 60 %¹⁴ des enfants congolais joignent les forces et les groupes armés en raison de la pauvreté (Brett et Specht, 2004; Singer, 2005). Dans ce contexte, rejoindre les forces ou les groupes armés apparaît comme le moindre mal (Cohn et Goodwin-Gill, 1995 ; Somasundaram, 2002 ; Brett et Specht, 2004).

L'enrôlement volontaire apparaît comme un choix de la part de l'enfant de se joindre au conflit. Cependant, le terme volontaire pose de sérieux problèmes et, selon le cas, il exige de notre part une analyse plus sensible, car la décision de l'enfant de s'enrôler suit rarement une réflexion de la situation de manière objective, libre et éclairée. Au contraire, le geste volontaire obéit régulièrement à l'instinct de survie et au désir de vengeance (De Montigny, 2006). Comme le font remarquer Ilene Cohn et Guy Goodwill-Gill dans *Enfants soldats : le rôle des enfants dans les conflits armés* :

¹⁴ Une étude menée par l'Organisation internationale du travail estime pour sa part que 34 % des enfants congolais joignent les rangs dans le but de répondre aux besoins matériels. D'ailleurs, cette étude révèle que 21 % des enfants choisissent de rejoindre par idéologie, 15 % par fascination, 10 % par désir de vengeance, 11 % par désir de quitter le foyer familial et 9 % par peur (Bureau du RSSG, 2008).

[...] Leur engagement résultait trop souvent de l'absence d'autres moyens de subvenir à leurs besoins fondamentaux en nourriture, vêtement et abris. [...] La grande majorité des enfants ne sont ni contraints ni forcés de participer, mais ils sont soumis à toutes sortes de pressions et influences souvent masquées et sournoises plus difficiles à éliminer que le recrutement forcé manifeste (Cohn et Goodwin-Gill, 1995, p.24).

Lorsqu'un enfant décide de rejoindre un groupe armé, il est influencé par l'identité, les rôles associés au conflit et les valeurs, car il ne possède pas lui-même la maturité nécessaire pour prendre ce genre de décision (Singer, 2005). En RDC, les études démontrent que les filles joignent volontairement l'armée ou les groupes par patriotisme, pour la protection ou dans le but d'échapper à un contexte familial difficile et abusif. À propos d'une étude terrain menée dans la région orientale de la RDC, les chercheuses Rachel Brett et Irma Specht révèlent, dans leur ouvrage *Young Soldiers Why They Choose to Fight*, les différents éléments issus du contexte social, politique et économique qui encouragent l'enrôlement volontaire, et qui ne sont que le reflet du manque d'alternatives accessibles pour les enfants dans ce pays. Dans ce document, une jeune fille, en discutant de sa motivation à rejoindre l'armée, se justifie en affirmant que : « [...] c'est à cause de la guerre. Quand c'est la guerre, tu ne choisis pas. [...] Parce que si tu as une arme, tu peux te défendre, si tu n'en possèdes pas, tu es battue; on vous tue, on vous viole [...] » (Brett et Specht, 2004, p. 13). En plus d'un environnement social et politique hostile, la pauvreté est également, sans contredit, une importante source de motivation, puisque la vie militaire assure un accès plus régulier à la nourriture et autres besoins essentiels difficilement accessibles dans les régions en conflit (Ayissi et Maia, 2004; Verhey, 2005).

Dans un deuxième temps, nous retrouvons les facteurs qui tirent les enfants dans le conflit. Par exemple, lorsque les hommes adultes ne sont plus assez nombreux à rejoindre les forces et groupes armés, ces derniers se tournent vers les femmes et les enfants. De plus, il s'agit de méthodes psychologiques, telles que les menaces portées envers la famille et la communauté (Somasundaram, 2002 ; Cohn et Goodwill-Gill, 1995). À ces raisons, d'autres ajoutent la prolifération des armes légères et de petits calibres, facilement manipulables par les enfants (Bureau du Représentant spécial du

Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés (RSSG), 2008)¹⁵. D'autant plus qu'étant donné un nombre d'armes accessibles sur le territoire supérieur au nombre de soldats adultes, les enfants deviennent une excellente façon de combler le manque de soldats pour tenir ces armes (Cohn et Goodwill-Gill, 1995 ; La Coalition pour mettre fin à l'utilisation des enfants soldats, 2008).

Ces facteurs contribuent tous au recrutement par la force défini comme étant l'enrôlement obligatoire, l'enlèvement, ou encouragé par la menace (Singer, 2005). En RDC, il s'agit du mode de recrutement le plus fréquent chez les filles. La plupart sont enlevées lors d'attaques ou lorsqu'elles travaillent dans les champs (Verhey, 2005). La définition de l'enlèvement proposée par Peter Warren Singer représente bien la réalité des filles congolaises. Celui-ci est présenté comme :

[...] un acte de violence qui déchire les enfants terrifiés de la sécurité procurée par la famille et le foyer. L'enlèvement est souvent accompagné de meurtres, viols et sévices corporels graves. Une fois capturés, les enfants n'ont pas d'autres choix, ils doivent généralement se conformer à leurs ravisseurs ou mourir¹⁶ (Singer, 2005, p. 58).

Cette façon d'intégrer les groupes armés est lourde de conséquences, car les filles ressortent traumatisées de l'enlèvement et puisque les membres de la famille et de la communauté peuvent avoir été tués, elles ne savent pas nécessairement vers qui se tourner lorsqu'elles quittent les forces et les groupes armés. D'autre part, le manquement de la famille et de la communauté à protéger les filles bouleverse les rapports sociaux, particulièrement avec les garçons et les hommes qui n'ont pas su remplir leur rôle traditionnel de guerrier et protecteur (Verhey, 2005).

Par ailleurs, tout comme les raisons qui poussent ou tirent les enfants dans les rangs des forces et des groupes armés, la question à savoir pourquoi les enfants sont recrutés ne sème aucune controverse parmi les chercheurs. D'ailleurs, la réponse à cette question constitue l'un des principaux fondements à la problématique des enfants associés au conflit. Parce que les enfants sont considérés obéissants, facilement manipulables, petits et discrets, et parce qu'ils ne connaissent pas la peur, ne se

¹⁵ Selon le rapport du RSSG, une arme de type AK-47 ne prend que 45 minutes en moyenne pour être maîtrisée par un enfant.

¹⁶ Notre traduction.

plaignent pas et qu'ils constituent une force peu couteuse, ils deviennent très recherchés par les chefs militaires (Singer, 2005; De Montigny, 2006; La Coalition pour mettre fin à l'utilisation des enfants soldats, 2008). Ces caractéristiques intrinsèques à la condition d'enfant apparaissent très utiles en temps de conflit et incitent les militaires à recourir aux enfants.

Ainsi, en raison de ces qualités, les enfants sont appelés à accomplir différentes tâches que les adultes ne peuvent ou ne veulent pas assumer. Par exemple, ils peuvent notamment être utilisés comme espions, porteurs, combattants, cuisiniers et fétiches¹⁷. Les militaires sont rarement prêts à se départir des enfants pour tous ces rôles et fonctions qu'ils accomplissent, et bien souvent sans dire un mot (Cohn et Goodwill-Gill, 1995; Mazunara et al., 2002; Amnesty International, 2006). Au sein des forces et des groupes armés, les enfants sont victimes de toutes sortes de maltraitance; ils sont régulièrement battus et risquent également d'être exécutés. Toutefois, les bons soldats reçoivent de la nourriture et des promotions en guise de récompense (Machel, 2001). Voilà un portrait bref, mais typique des rôles et fonctions d'un enfant enrôlé au sein des forces et des groupes armés. Or, qu'en est-il des filles? Nous savons qu'en plus d'assumer les mêmes rôles et fonctions que les garçons, elles sont utilisées à bien d'autres égards (McKay et Mazunara, 2004; Onyejekwe, 2005; Singer, 2005), d'où notre hypothèse proposant que les filles intégrées dans les forces et les groupes armés, acquièrent de nouvelles compétences éloignées de leurs rôles traditionnels féminins, et que ces rôles et fonctions entrent en conflit avec les conceptions socioculturelles de la féminité et des rapports sociaux de sexe.

Dans tous les pays où l'on retrouve des filles au sein des forces et des groupes armés, les rôles et les fonctions qui leur sont attribuées sont nombreux et variés, pouvant aller de rôles et fonctions domestiques à tactiques et stratégiques (tabl. 1.1). D'ailleurs, selon les recherches, les filles peuvent jouer plusieurs rôles simultanément. Il devient alors difficile de placer les filles dans une seule catégorie étanche. Pour Susan

¹⁷ Les fétiches sont des enfants de huit ans et vierges, auxquels des pouvoirs spéciaux sont attribués. Selon les croyances mythiques, les litanies chantées par ces enfants et les formules spéciales qu'ils préparent assurent la protection du groupe. Cette pratique a été remarquée chez les groupes armés Mai-mai (Verhey, 2005).

McKay et Dyan Mazunara, « il est souvent impossible d'établir des distinctions claires entre ces différents rôles, par exemple entre celui de combattante et celui d'« épouse », ou celui de cuisinière et celui d'espionne » (McKay et Mazunara, 2004, p. 28).

Tableau 1.1

Fonctions et rôles des filles incorporées dans des forces ou groupes armés, 1990-2003

Combattantes	Porteuses	Espionnes
Formation des combattants	Pillage	Informatrices
Travail forcé	Missions/attentats suicide	Messagères
Esclavage sexuel	Déminage	Officiers de renseignement
Ravitaillement, préparation des repas	Soins aux enfants	Communications

D'après Susan McKay et Dyan Mazunara, *Où sont les filles? La vie des filles enrôlées dans les forces et groupes armés pendant et après un conflit : les cas du nord de l'Ouganda, de la Sierra Leone et du Mozambique*, Montréal : Droits et démocratie, 2004, p. 28.

À ces rôles et fonctions stratégiques, s'ajoutent bien entendu des rôles plus communs au genre féminin, à l'instar des tâches ménagères et l'entretien des camps (Ayissi et Maia, 2004). Les quelques études menées sur le terrain ont été en mesure de démontrer que les filles congolaises assument bel et bien un large éventail de tâches et subséquemment, qu'elles ne servent pas uniquement au soutien domestique convenant généralement aux filles. Dès lors, la confrontation entre les rôles et fonctions militaires et traditionnels apparaît inévitable.

Devant cette affirmation, il est permis de se demander comment ces rôles et fonctions plus ou moins temporaires selon les circonstances peuvent susciter autant de conséquences négatives sur les filles. Autrement dit, que les rôles et rapports sociaux au sein des forces et des groupes armés soient différents du contexte ordinaire est une chose, mais qu'ils aggravent la condition déjà marginale des filles lorsqu'elles quittent la vie militaire en est une autre. Pour comprendre les difficultés de réintégration des filles, il nous apparaît incontournable de repérer d'abord les éléments qui provoquent cette condamnation sociale et la discrimination farouche qui s'en suit.

Dans un premier temps, nous identifions l'autorité comme premier élément. En fait, tout au long de leur expérience en tant que membre du groupe armé, plusieurs

filles se voient attribuer des fonctions clés pour ainsi occuper des positions de force et d'autorité, tout en leur permettant d'acquérir et de développer de nouvelles compétences (McKay et Mazunara, 2004). Il existe peu d'information à propos des rôles de pouvoir que les filles associées au conflit assument en RDC. Cependant, en vertu des témoignages recueillis sur le terrain par certains chercheurs, nous pouvons déduire que des filles ont bel et bien occupé des positions d'autorité et de pouvoir au même titre que les garçons, et que, pour la première fois, des filles ont été en mesure de développer des rapports plus ou moins égalitaires avec leurs homologues masculins (OSAA et Gouvernement de la RDC, 2007). Par ailleurs, le territoire congolais compte parmi les quelques régions où l'on retrouve des unités armées composées uniquement de filles et de femmes. En RDC, ces unités armées féminines reconnues sous les noms *Amazones* et *Safari Princesses* (Brett et Specht, 2004; Nlandu-Tsasaces, 2007) donnent nécessairement la possibilité à certaines filles et femmes d'occuper des postes de pouvoir et d'autorité (Specht, 2005).

Puis, parce que les filles participent aux attaques, nous considérons l'agressivité comme deuxième facteur provoquant leur marginalisation. Comme en témoigne une fille congolaise anciennement membre d'un groupe armé, les filles sont d'une très grande violence : « nous étions dangereuses! [...] Les gens étaient mieux de ne pas venir nous déranger, ou alors nous les tuions! Lorsque tu es une fille, tu dois être plus dure, autrement, les hommes ne te respectent pas¹⁸ » (Brett et Specht, 2004, p. 85). Les témoignages portant sur les actes de violence perpétrés par les filles ne sont pas uniquement dévoilés par les filles elles-mêmes, mais également par les populations locales qui craignent particulièrement les attaques menées par des forces ou des groupes armés parmi lesquels se trouvent des filles. Plusieurs communautés victimes d'attaques se sont exprimées sur le niveau de brutalité et de cruauté plus élevé chez les filles que chez les garçons (Coulter, Persson et Utas, 2008). Qui plus est, les journalistes amplifient la crainte envers les groupes de filles, notamment en utilisant l'expression « commandos de la mort » pour parler des *Safari Princesses*, et en qualifiant d'« empoisonneuses » les *Amazones* (Nlandu-Tsasaces, 2007). Peu importe la situation et, malgré que l'agressivité et la violence élevée découlent principalement de l'instinct

¹⁸ Notre traduction.

de survie et du désir de vengeance imposé par la situation précaire des filles, ce trait de caractère demeure contraint chez les filles. Les filles agressives dérogent au stéréotype féminin et, par conséquent, elles sont systématiquement perçues comme déviantes (Byrne, 2002 ; Coulter, Persson et Utas, 2008).

Or, ce qui contribue le plus violemment à la stigmatisation des filles, consiste sans aucun doute au fait d'avoir été victimes de violences sexuelles et d'avoir eu un ou plusieurs partenaires sexuels en dehors du mariage (Verhey, 2005). Ainsi, les filles affrontent non seulement la violence au front, mais en plus, elles subissent les violences physiques, psychologiques et sexuelles commises par leurs pairs masculins (Brett et Specht, 2004; Fox, 2004; McKay et Mazunara, 2004; Verhey, 2005; Amnesty International 2006; Machel, 2006; OSAA et Gouvernement de la RDC, 2007). À de rares exceptions près, les filles associées au conflit servent presque toujours d'esclaves sexuelles ou d'« épouses » pour les soldats et commandants masculins. Une fois enrôlées, leur corps ne leur appartient plus; elles sont forcées de se battre et de fournir différents services sexuels et, si elles osent refuser, elles risquent la torture ou la mort (Verhey, 2005; Amnesty International, 2006; OSAA et Gouvernement de la RDC, 2007).

En somme, les filles associées au conflit en RDC sont appelées à remplir plusieurs rôles. Elles occupent des fonctions et développent des traits de caractère qui, selon la construction sociale du genre et des rapports sociaux de sexe, sont normalement attribués au sexe masculin. Les filles vivent un renversement complet des valeurs de la féminité inculquées par leur culture patrilinéaire. Bien qu'à certains égards la vie militaire permet aux filles de s'émanciper et d'être considérées égales aux garçons, le fait d'être presque systématiquement obligées de fournir des services sexuels rappelle que, dans ce pays, les filles demeurent soumises.

En revanche, malgré les impacts négatifs de leur expérience, les filles acquièrent un bagage de compétences et de responsabilités qui une fois de retour dans la vie « normale¹⁹ », pourrait leur être grandement utile. Elles apprennent notamment à prendre des décisions, gérer des groupes, soigner des blessures, en plus d'élaborer des

¹⁹ Nous utilisons le terme normal pour parler de la vie civile par opposition à la vie militaire. Nous trouvons plus judicieux d'utiliser le terme « normal », car celui-ci permet de sortir du carcan militaire qui nuit à la réintégration des filles.

plans et des stratégies (Carlson et Mazunara, 2005; OSAA et Gouvernement de la RDC, 2007). Ces compétences si elles étaient encouragées, pourraient permettre aux filles de connaître une meilleure réintégration, en plus de contribuer activement au développement de leur communauté. Or, selon nos recherches, nous remarquons que ces nouvelles compétences ne sont pas valorisées, mais plutôt écrasées sous le poids des valeurs socioculturelles traditionnelles. « Malheureusement, la participation et les expériences des filles et des jeunes femmes au sein de ces forces et de ces groupes armés sont souvent mal comprises ou négligées » (Carlson et Mazunara, 2005, p. 62), et c'est pourquoi, une fois de retour, les filles doivent affronter les multiples appréhensions familiales et communautaires.

L'expérience des filles associées aux forces et groupes armés ne peut être perçue autrement que de manière négative, puisque, comme nous l'avons constaté plus tôt, la construction sociale du genre dans la société patriarcale congolaise reproduit les idées traditionnelles de la femme passive et de l'homme puissant. En temps de guerre, de nombreux chercheurs ont remarqué que non seulement ces conceptions ne changent pas, mais qu'elles se trouvent renforcées, au dam évident des filles recrutées. La guerre exacerbe les stéréotypes de genre où la femme est une victime à protéger, et l'homme bourreau ou protecteur, puisqu'en situation de conflit, la féminité symbolise la vie alors que la masculinité représente la mort (Ferris, 1993). Or, cette perception du genre et des rôles sociaux de sexe encourage fortement la discrimination des filles et des femmes éloignées de ce cadre socioculturel aliénant. Alors que la société connaît plusieurs changements, la mentalité machiste des Congolais s'enracine plus profondément encore, accentuant par le fait même le clivage qui existe entre les filles demeurées parmi leur communauté, et les filles avec un passé de combattante (Coulter, Persson et Utas, 2008). Ainsi, lorsqu'elles reviennent, les filles sont frappées d'ostracisme par leur famille et leur communauté, d'où cette constante volonté et préoccupation de taire leur passé et de se rendre le plus invisibles possible. Pourtant, cette tactique privilégiant la discrétion empêche les filles de recevoir le soutien physiologique, médical et socio-économique nécessaire.

1.2.3 Comment les filles quittent-elles les forces et les groupes armés?

Avant d'aller plus loin à propos de la réintégration, nous souhaitons préalablement ajouter quelques précisions sur les modalités de sortie des forces et groupes armés, car, pour être en mesure de rejoindre leur famille et leur communauté, les filles doivent nécessairement quitter l'environnement militaire dans lequel elles sont intégrées. Pour y arriver, les filles combattantes peuvent être libérées ou choisir la fuite (Cheuzeville, 2003; Singer, 2005). Qu'importe la manière, chaque modalité de sortie revêt un caractère sexospécifique, puisque selon différents cas rapportés, nous remarquons que la sortie semble systématiquement accompagnée de caractéristiques typiques aux valeurs socioculturelles congolaises portant sur le statut social inférieur du genre féminin.

D'une part, concernant la libération, il a été signalé par les différents chercheurs sur le terrain que rares sont les filles libérées de manière formelle. En jouant le rôle d'« épouses », les filles appartiennent à leur mari militaire. Elles perdent leur statut d'enfant, pour devenir une forme de possession, d'où le refus délibéré des militaires de laisser partir les filles intégrées dans leurs rangs. Selon Amnesty International, les filles sont volontairement cachées des organismes chargés d'assurer la démobilisation des enfants. Pour appuyer cette affirmation, l'organisation révèle un cas précis vécu par les acteurs chargés de la démobilisation des enfants où « lors du premier contact de vérification, il y avait sept filles. Mais quand ils sont revenus pour procéder aux enregistrements, quelques jours plus tard, elles avaient disparu » (Amnesty International, 2006, p. 16). Par ailleurs, les filles acceptent habituellement ce rôle d'« épouse » sans importante protestation, puisqu'en vertu de l'éducation socioculturelle reçue, elles se croient obligées de se soumettre et de suivre les ordres donnés par les hommes. Qui plus est, selon la norme congolaise, une fille sexuellement active doit demeurer avec son partenaire sexuel, même si cette relation est issue du viol. Plusieurs filles se retrouvent alors forcées de marier leur agresseur (Verhey, 2005;

Amnesty International, 2006). Ainsi, en vertu des normes culturelles, la libération tant chez les filles que chez les militaires apparaît généralement insensée²⁰.

D'autre part, l'action désespérée de prendre la fuite connaît elle aussi des risques sexospécifiques puisque les filles sont confrontées à des dangers particuliers auxquels les garçons échappent normalement. Néanmoins, peu importe le sexe, tous les enfants qui osent s'enfuir risquent d'être sévèrement punis s'ils sont retrouvés. Les châtements infligés aux déserteurs sont la plupart du temps d'une grande violence, puisqu'ils servent d'exemples efficaces pour dissuader tous les enfants qui songent à l'idée de fuir. Chez les filles, toutefois, le risque de poursuite semble plus élevé, en conséquence du rôle d'« épouse » qu'elles assument. Dès le départ, les filles sont averties des conséquences qu'elles subiront si elles essaient de fuir, notamment par des menaces de violences et de mort, dirigées vers elles, leur famille et leur communauté. En RDC, la menace d'être pourchassée est très réelle, car les filles qui prennent la fuite sont, à de rares exceptions près, toujours recherchées par leurs « propriétaires » (Mckay et Mazunara, 2004 ; Verhey, 2005).

[...]Un jour, j'ai réussi à m'échapper et je suis rentrée à la maison, mais les Maï maï sont venus harceler mes proches, et j'ai dû repartir. Des quantités de filles, comme moi, voulaient rentrer chez elles. Maintenant, je suis au CTO²¹ et j'ai peur que les Maï maï viennent me chercher, comme ils le font en général [...] (Amnesty International, 2006, p. 17).

La définition de l'épouse vue comme un objet de soumission motive les militaires à prouver leur dominance sur les filles qui osent défier leur position sociale subordonnée lorsqu'elles prennent la fuite. Les recherches pour retrouver les filles sont donc plus fréquentes que celles visant à retrouver les garçons.

²⁰ Nous y reviendrons plus tard, mais précisons ici que cette croyance sexiste définissant les filles comme un bien reflète les limites actuelles des programmes de démobilisation, désarmement et réintégration, tant au niveau de la diffusion des lois concernant la démobilisation obligatoire de tous les enfants, ce qui comprend les filles, mais aussi au niveau des actions de sensibilisation sur la parité des sexes.

²¹ Un CTO (Centre de transit et d'orientation) fait partie des structures d'encadrement transitoires (SET) et consiste en un centre d'accueil pour les enfants associés au conflit. Le CTO se charge de la réintégration des enfants, notamment en s'occupant de la réunification familiale et communautaire, en plus d'offrir certaines formations professionnelles pour favoriser la réintégration économique des enfants. Les CTO sont généralement sous la responsabilité d'ONG locales et/ou internationales.

Par conséquent, les pratiques socioculturelles qui dictent les relations entre les hommes et les femmes et leur position sociale respective se répercutent même à la sortie des forces et des groupes armés. Parce que les militaires considèrent les filles comme des « épouses » et non pas comme des enfants et parce qu'en étant de sexe féminin elles sont subordonnées aux hommes, leur sortie apparaît délicate, voire impossible. Elles se font renier leur statut d'enfant pour devenir des épouses, en plus d'être pourchassées lorsqu'elles font preuve d'autodétermination. Bref, tout comme l'intégration et le temps passé parmi les forces et groupes armés, les modalités de sorties des filles n'échappent pas à la condition sociale inférieure du genre féminin.

Le témoignage qui suit est issu du rapport d'Amnesty International, *Enfants en guerre : susciter un espoir d'avenir*, publié en 2006. Cet extrait d'entrevue choque par sa brutalité, mais il illustre bien l'expérience cauchemardesque des filles associées aux forces et aux groupes armés du début jusqu'à la fin. C'est pourquoi, malgré la violence des propos, nous considérons important de rappeler l'histoire de Jasmine²² :

Lorsque les Maï maï ont attaqué mon village, nous avons tous fui. C'est dans cette fuite que les soldats ont capturé toutes les filles, même les très jeunes. Une fois avec les soldats, on était forcées de se « marier » avec l'un d'eux. Qu'il soit jeune ou aussi vieux que notre père, mauvais ou agréable, il fallait accepter. Celles qui refusaient étaient tuées. [...] J'ai même vu une fille qu'on torturait parce qu'elle avait refusé d'être « mariée ». Quand une fille avait essayé de s'évader, ils commençaient par lui trancher les seins et mangeaient ses parties génitales. Tout le monde les voyait quand ils faisaient ça. Lorsque nous combattions, en chemin, ils prenaient les femmes et les filles qui travaillaient dans les champs. Il y avait beaucoup de femmes et de filles avec nous. Je crois que c'est parce qu'ils prenaient des drogues, ils étaient comme fous. Ils s'emparaient des filles jeunes, leur enlevaient leurs vêtements, les violaient. On devait parfois se déshabiller toutes, même les femmes âgées. Celles qui refusaient étaient tuées. Mon « mari » ne me battait pas trop souvent. Il amenait quelquefois d'autres filles à la maison, mais au moins il ne permettait pas aux autres soldats d'abuser de moi. Un jour, il a été tué dans un combat. J'ai pensé que j'étais en danger et qu'il me fallait partir. J'étais enceinte et mon bébé est né en chemin. J'étais seule dans la brousse, sans médicaments. Je souffre encore depuis ce temps-là. Puis je suis arrivée au village de mon « mari », mais ses parents m'ont rejetée, moi et mon enfant, après m'avoir pris tout ce que je possédais. Ils m'ont reproché sa mort. J'ai voulu rentrer chez moi, mais c'était très loin et j'avais peur que les Maï maï me trouvent et me capturent à nouveau.

²² Nom fictif utilisé par Amnesty International. Jasmine avait 12 ans lorsqu'elle a été recrutée en 2002 par un groupe Maï-maï.

Aussi, lorsque j'ai entendu parler des ONG, je suis venue ici. Maintenant, j'aimerais simplement avoir un morceau de tissu pour porter mon bébé, comme font les autres femmes (Amnesty International, 2006, p. 16).

1.2.4 La réintégration

Plus haut, nous avons isolé certains éléments typiques à l'expérience militaire féminine contradictoires avec les valeurs féminines traditionnelles. Maintenant, nous souhaitons examiner plus attentivement leurs répercussions concrètes sur la réintégration des filles. Nous chercherons à comprendre pourquoi la réintégration des filles est si problématique et quels sont les craintes et préjugés émanant des filles elles-mêmes, de leur famille et de leur communauté qui provoquent leur marginalisation sociale.

Au cours de leurs recherches, plusieurs chercheurs ont remarqué l'absence des filles des programmes de DDR, alors que leurs observations démontraient clairement la présence de filles enrôlées (Machel, 1996; Mazunara et al., 2002; La coalition pour mettre fin à l'utilisation d'enfants soldats, 2008). Devant ce constat, ils ont été nombreux à se poser la question : où sont les filles²³, alors que d'autres ont plutôt cherché à savoir pourquoi les filles se cachent (McKay et Mazunara, 2004; Verhey 2005). Par leurs recherches, ils ont été en mesure de trouver les différentes causes justifiant cette absence. Celles-ci sont variées, mais découlent toutes de la confrontation entre la conception socioculturelle traditionnelle de la féminité et les nouvelles valeurs et expériences sexospécifiques vécues par ces filles. Dans une société où aucune transgression chez la femme n'est tolérée et où le changement n'est pas bienvenu, on ne peut être surpris de la stigmatisation sociale réservée aux filles combattantes. Ces filles reviennent complètement changées, car ce qu'elles ont vu, vécu et appris, enfreint toutes les conceptions stéréotypées de la fille dite « normale », causant un choc culturel majeur.

²³ Cette question sert de titre à une étude majeure dans le domaine de la recherche portant sur les filles associées aux forces et aux groupes armés, menée par Susan McKay et Dyan Mazunara en 2004. Toute personne qui s'intéresse à la question ne peut ignorer cet ouvrage, devenu une ressource incontournable pour comprendre la réalité particulière des filles et les fondements de la problématique.

Nous avons discuté plus tôt des rares cas de libération des filles, dû à une définition contradictoire de la fille. La définition légale de l'enfant ne fait pas l'unanimité et demeure majoritairement incomprise ou volontairement enfreinte. Découlant du fait qu'elles sont des épouses et non des enfants, les filles sont rarement libérées de manière formelle. Toutefois, bien que cette explication constitue un élément justificateur important permettant de comprendre l'absence des filles des programmes de DDR formels et informels, leur absence émane d'abord et avant tout d'un manque d'information quant à la possibilité de quitter les forces et les groupes armés et du désir de discrétion. Les filles sont conscientes des représailles possibles, notamment concernant les actes violents qu'elles peuvent avoir commis envers leur famille et leur communauté, sans oublier les rapports sexuels précoces et en dehors du mariage qu'elles ont entretenus avec les soldats (Verhey, 2005).

Bien qu'il ne faille pas tenir pour acquis que toutes les filles combattantes aient été systématiquement victimes de viol ou qu'elles soient toutes sexuellement actives, il n'en demeure pas moins que, pour la grande majorité des filles, la violence sexuelle fait partie de la réalité quotidienne (McKay et Mazunara, 2004; Amnesty International, 2006; *Watch List on Children and Armed Conflict*, 2006; OSAA et Gouvernement de la RDC, 2007; Conseil des droits de l'homme 2008). Pour les filles, la perte de leur virginité semble non seulement le drame le plus lourd à porter physiquement et mentalement, mais aussi le drame le plus lourd de conséquences sur leur famille et leur communauté. Peu importe que la perte de virginité résulte d'un viol, la fille connaît le rejet et la honte (McKay et Mazunara, 2004). Parce que la plupart des filles ont été victimes de viols à répétition et avec plusieurs partenaires différents, elles sont régulièrement atteintes d'infections transmissibles sexuellement (ITS), parmi lesquelles une part importante est infectée par le VIH/sida. Certaines souffrent entre autres de fistules, de douleurs à l'abdomen, sans oublier de douleurs issues de coups reçus lorsqu'elles se faisaient battre (Mazunara et al., 2002; Coulter, Persson et Utas, 2008). Bref, la violence sexospécifique infligée sur ces filles laisse de graves et profondes cicatrices tant physiques que psychologiques.

Le sentiment de honte ressentie par les filles apparaît avivé par la famille et la communauté à travers les pratiques coutumières et traditionnelles discriminatoires,

notamment la dot à laquelle nous avons fait référence plus tôt. Selon cette pratique, le futur époux échange une dot aux parents de sa future épouse, afin de la marier. Pour la famille, plus leur fille représente de valeur, plus la dot sera élevée et bénéfique à la famille. Or, lorsqu'une fille perd sa virginité, elle perd l'essentiel de sa valeur. Pour de nombreux Congolais, une fille sexuellement active avant le mariage est une fille sans vertu, qui ne vaut plus rien (Mazunara et al., 2002; Verhey, 2005). Par conséquent, plusieurs familles et communautés hésitent à accueillir à nouveau leur fille, qui représente parfois un fardeau supplémentaire. La situation est davantage pénible pour les filles-mères qui reviennent enceintes ou avec des enfants surnommés « enfants de la brousse ». Par ailleurs, les filles qui sont tolérées par leur famille ne sont pas nécessairement prises en charge. Autrement dit, si elles sont acceptées au sein du foyer, elles doivent habituellement subvenir elles-mêmes à leurs besoins et ceux du nourrisson, s'il y a lieu (Mazunara et al., 2002).

La violence sexuelle est sans contredit la source de stigmatisation la plus importante, puisqu'elle impute aux filles un sentiment de culpabilité et de honte face à des gestes pour lesquels elles n'ont aucune responsabilité. Suite aux agressions violentes et répétées, elles souffrent de plusieurs problèmes physiques et psychologiques graves, et elles semblent peu soutenues par leur famille et leur communauté, lesquels disséminent la conception sexiste qu'une fille violée ne vaut plus rien et ainsi, contribuent tristement à la marginalisation radicale de ces filles.

Outre les conséquences du viol et d'avoir été « épouse » de militaires, les filles doivent faire face à de nombreux autres obstacles lors de leur réintégration. La chercheuse Beth Verhey qui a mené une enquête sur le terrain soulève de nombreux facteurs issus de la communauté qui font obstacles à la réintégration des filles. Devant les expériences vécues par les filles, notamment les rôles et fonctions d'autorité et le développement d'un caractère agressif, la communauté voit ses valeurs profondes confrontées. La participation des filles au combat transgresse la conception traditionnelle de la femme et cette dérogation apparaît peu acceptée. La communauté « suppose que la fille aura contracté une « mentalité militaire » qu'elle sera brutale, impolie, agressive, qu'elle sera devenue un voyou ou aura collaboré avec des voleurs » (Verhey, 2005). On craint qu'elles influencent les filles à rejoindre les forces et les groupes

armés ou à avoir des relations sexuelles en dehors du mariage. De plus, lorsqu'une fille revient avec un enfant issu du viol commis par un homme d'une autre ethnie, la communauté pense que l'enfant deviendra un ennemi (Verhey, 2005; Amnesty International, 2006). À leur tour, ces enfants sont également stigmatisés. Appelés « enfants de la haine » ou « enfant de l'ennemi », ces enfants effraient aussi bien la communauté que leur propre mère (Assemblée Générale, 2007). Pour les filles, le fait de revenir avec un enfant rend alors plus difficile la réintégration étant donné les préjugés supplémentaires greffés à leurs enfants. Bref, parce que les filles ont vécu des situations hors de l'ordinaire, la communauté leur greffe un stigma qui s'estompe difficilement.

Qui plus est, la plupart des Congolais vivent dans l'extrême pauvreté. Dans un tel contexte, la condition physique et psychologique dans laquelle les filles reviennent est vue comme un fardeau supplémentaire pour des ressources limitées. Les filles sont peu éduquées, parfois atteintes de maladies graves, de problèmes physiques et psychologiques et peuvent avoir des enfants à leur charge. La famille et la communauté sont bien souvent dépourvues de moyens et d'information pour prendre en charge ses filles, et devant l'absence de ressources pour les accueillir, elles demeurent majoritairement incomprises et isolées du reste de la population (Amnesty International, 2006). Par ailleurs, bien des filles n'ont tout simplement plus de famille ni de communauté. La guerre peut avoir tué ou dispersé les membres de la famille et de la communauté.

Ainsi, le contexte social, politique et économique difficile mine considérablement la réintégration des filles. Les filles associées aux forces et aux groupes armés sont marginalisées parce qu'elles ne cadrent plus dans la définition misogyne et sexiste de la féminité congolaise, alors que cette définition est à la base même de leur marginalisation lorsqu'elles s'en écartent. Autrement dit, la définition du genre et des rapports sociaux de sexes discrimine les filles puis, lorsque les filles s'éloignent de cette définition, leur marginalisation persiste et s'accroît. Peu importe la situation dans laquelle les filles congolaises se trouvent, elles ne peuvent échapper à la discrimination sociale. Cependant, nous constatons qu'en vertu des conceptions socioculturelles, les filles associées aux forces et aux groupes armés en RDC sont en plus fortement stigmatisées, couvertes de honte et de préjugés. Dans la société congolaise,

on exige des filles et des femmes qu'elles obéissent aux hommes et qu'elles demeurent soumises. Dans la vie militaire, les soldats masculins s'attendent à la même chose. Les filles se soumettent donc aux ordres. Alors, pourquoi une fois de retour, se voient-elles reprochées d'avoir respecté les ordres? Par ailleurs, la guerre bouleverse l'ensemble de la population, car, suite à un conflit, les communautés ne sont plus les mêmes (IASC, 2008). Donc, en même temps que ces communautés s'adaptent à la nouvelle réalité, elles refusent pour la plupart d'accepter les changements vécus par les filles. Devant ces observations, nous ne pouvons faire autrement que d'être frappé par le nombre important de contradictions sociales et d'en conclure que le pire obstacle à la réintégration des filles associées aux forces et aux groupes armés, est d'être née femme.

1.3 Une réalité particulière et des besoins spécifiques

Alors que les garçons sont accueillis plus facilement lorsqu'ils quittent la vie militaire, parce qu'il est normal pour un homme de se battre, les filles doivent composer avec une réalité peu tolérante à l'égard de leur expérience²⁴. Pour les filles associées aux forces et aux groupes armés, tenter de se réinsérer parmi une société patriarcale apparaît comme le plus grand des défis. Les filles reviennent avec de lourdes séquelles physiques et psychologiques, mais aussi avec un bagage de compétences intéressant et utile pour aider à la reconstruction des communautés dévastées par des années de guerre. Cependant, tout ce qu'elles ramènent avec elles, semble perçu de manière négative. Parce que la plupart ont été victimes de viol, elles ont perdu leur virginité, c'est-à-dire leur vertu, leur valeur. Elles portent sur leurs épaules les blessures et le symbole du déshonneur pour la famille et la communauté (Verhey, 2005). Les comportements qu'elles ont développés lors de leur passage au sein des forces et des groupes armés sont sources de préjugés et de stigmatisation. Les problèmes psychologiques, physiques, les IST et autres maladies, en plus des enfants qu'elles ont mis au monde sont vus comme un fardeau supplémentaire que la famille et la communauté ne peuvent supporter. On ne tolère pas leurs nouvelles capacités de

²⁴ La famille et la communauté éprouvent également des craintes face aux garçons associés au conflit, car ils s'éloignent de la définition de l'enfant. Cependant, ils sont plus facilement « pardonnés » de leurs gestes étant donné que la guerre n'est pas étrangère au genre masculin. Les garçons dérogent moins aux conceptions traditionnelles (Singer, 2005).

gestion, pourtant utiles. Tout cela parce que, dans la société congolaise, les filles et les femmes doivent demeurer passives, soumises et obéissantes.

Devant la marginalisation importante, il est bien évident que les filles ne veulent pas dévoiler leur expérience parmi les forces et les groupes armés. Néanmoins, certaines filles en mesure de cacher ou de taire leur expérience, peuvent tenter de retourner délicatement dans leur communauté. Toutefois, en refoulant cette expérience traumatisante, elles se privent du soutien et des soins nécessaires à leur guérison. Ceci étant dit, dans les faits, peu de filles peuvent passer inaperçues, puisqu'elles portent régulièrement sur leurs corps des marques les identifiant à un groupe particulier et des marques de violence, elles sont mères, en plus d'avoir habituellement été enlevées devant les yeux de leur famille et de leur communauté. Devant leur participation évidente et les risques de représailles, certaines hésitent à retourner chez elles et préfèrent aller ailleurs. Elles peuvent alors favoriser un retour discret au sein d'une nouvelle communauté ou en milieu urbain. Cependant, avec le peu de ressources qu'elles possèdent et leur faible niveau d'éducation, elles se tournent régulièrement vers la prostitution pour gagner leur vie. Par ailleurs, cette alternative semble la seule possibilité pour les filles qui ont tenté un retour, et qui ont été chassées et les filles dont la famille et la communauté n'existent plus (OSAA et Gouvernement de la RDC, 2007; Coulter Persson et Utas, 2008).

Les filles associées aux forces et aux groupes armés ont ainsi des besoins spécifiques. D'abord, elles doivent conserver leur statut d'enfant et être systématiquement retirées des forces et des groupes armés, peu importe qu'elles soient des « épouses ». Elles doivent être informées de leurs droits, de leurs possibilités et être encadrées tout au long du processus de DDR. Les filles doivent recevoir un appui médical et psychologique adapté aux circonstances sexospécifiques de leur implication parmi les forces et les groupes armés, en respectant le besoin de discrétion. Elles doivent en plus bénéficier d'une éducation et de moyens économiques facilitant leur retour. Toutefois, l'élément essentiel consiste au changement de mentalité qui s'impose. Les communautés doivent être informées et préparées adéquatement au retour des filles (Mckay et Mazunara, 2004; Verhey, 2005; Amnesty International, 2006; OSAA et Gouvernement de la RDC, 2007). Autrement dit, une aide sexospécifique doit être

fournie pour l'ensemble des acteurs touchés par cette problématique. Les militaires doivent être informés de leur obligation de libérer les filles et les moyens doivent être pris pour assurer que les militaires se conforment à la loi. Les filles doivent être informées des programmes spécifiques existants qui leur sont destinés et particulièrement adaptés à leurs besoins. Les communautés doivent elles aussi bénéficier d'une aide pour faciliter leur compréhension et pour amorcer un changement de mentalité et de comportement envers les filles associées au conflit. En définitive, il s'agit d'un travail considérable et primordial pour assurer le bien-être des filles associées au conflit. Toutefois, malgré que la condition particulière des filles soit connue des acteurs impliqués dans l'élaboration de programmes et de projets de DDR, il n'en demeure pas moins que pour l'instant, il semble y avoir peu d'initiatives en place pouvant offrir une réponse adaptée et efficace à la réalité sexospécifique des filles associées aux forces et aux groupes armés de la République démocratique du Congo.

Si nous confirmons notre première hypothèse par cette démonstration d'une conception socioculturelle qui marginalise les filles associées au conflit, encore faut-il aller plus loin avant démontrer que le programme de réinsertion néglige la réalité sexospécifique des filles associées au conflit. Toutefois, avant d'entamer l'étude du programme de réinsertion, nous proposons d'analyser la mise en œuvre du PNDDR, notamment selon le contexte politique et économique du pays, ainsi que les acteurs impliqués.

CHAPITRE II

LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME NATIONAL DE DÉMOBILISATION, DÉSARMEMENT ET RÉINSERTION INSTAURÉ EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Dans la mesure où nous nous intéressons à la mise en œuvre d'un programme, il convient d'abord de comprendre la dynamique dans laquelle le programme s'inscrit. Nous avons donc amorcé le chapitre précédent en dressant une esquisse de la situation socioculturelle et juridique des filles et des femmes congolaises, dans le but d'identifier et de comprendre les fondements de la problématique de réintégration des filles associées au conflit, de même que l'ampleur du problème. Nous avons aussi exposé l'expérience spécifique des filles associées au conflit, c'est-à-dire de leur intégration dans les forces et les groupes armés, jusqu'à leur retour en société. Par cette analyse, nous avons constaté qu'en raison de leur genre, les filles vivent une situation particulière, et qu'en conséquence du statut de la féminité dans la société congolaise, la réintégration des filles fait face à de nombreux obstacles. Bien que la problématique soit reconnue, dans cette réalité où l'expérience militaire des filles demeure incomprise et marginalisée, le retour à une vie normale semble illusoire.

En outre, en plus des difficultés inhérentes à la situation socioculturelle des filles en RDC, la réintégration des filles combattantes doit se faire dans un contexte politique hautement chaotique. Le conflit qui ne connaît pas de fin augmente considérablement les défis de la réintégration. En plus d'affecter la mise en œuvre du programme de DDR, la recrudescence régulière des hostilités contribue à la détérioration de l'environnement dans lequel elles doivent retourner. Ainsi, avant d'entamer l'analyse du PNDDR, nous proposons d'illustrer de manière succincte l'évolution du conflit. L'objectif étant de mieux saisir le contexte politique qui influence la mise en œuvre du programme de réinsertion et, par le fait même, la réintégration des filles combattantes.

Nous présenterons par la suite, les acteurs impliqués dans l'élaboration, la planification, la coordination et l'exécution du PNDDR. À savoir, qui sont-ils, que font-ils

et quelle place accordent-ils aux questions de genre? Autrement dit, nous cherchons à saisir les fondements de leur intervention et si oui ou non, la problématique des filles associées aux forces et groupes armés constitue une préoccupation.

Bref, nous croyons qu'il est essentiel de comprendre la dynamique de mise en œuvre du PNDDR et le contexte dans lequel les filles associées aux forces et aux groupes armés se trouvent. Qu'il s'agisse de défis découlant de la perspective socioculturelle ou de la situation politique, l'impact considérable provoqué sur la réintégration des filles semble sans équivoque.

2.1 L'instabilité de la situation politique

Le conflit en RDC compte parmi les conflits les plus meurtriers depuis la Seconde Guerre mondiale. En effet, depuis 1998 seulement, *l'International Rescue Committee* (IRC) estime à 5,4 millions le nombre de victimes en RDC. En raison de l'insécurité qui règne toujours et de la crise humanitaire qui en résulte — conséquence directe à toutes ces années de conflit — la situation se dégrade rapidement et le nombre de victimes ne cesse de croître (IRC, 2009).

2.1.1 La richesse d'un territoire, un conflit qui s'éternise et fait des millions de victimes.

Bien que la présence de ressources minérales ne soit pas en soi une cause du conflit, les dynamiques qui se sont développées en RDC illustrent bien que la source du conflit n'est pas étrangère à l'abondance des ressources naturelles dont regorge la RDC, car les innombrables richesses naturelles trouvées en sol congolais sont au cœur même la crise. Dans ce pays, la lutte acharnée pour obtenir la mainmise sur les ressources alimente les tensions à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières (Watch List on Children and Armed Conflict, 2006).

Outre le Rwanda et l'Ouganda, l'Angola, la Zambie et le Zimbabwe, entre autres, se trouvent aussi mêlés au conflit. En raison du potentiel économique plus qu'important, diverses factions en provenance d'États limitrophes possèdent un intérêt particulier pour le contrôle du territoire. En plus de bénéficier d'un bassin

hydrographique impressionnant, la RDC se démarque par son potentiel minier exceptionnel constitué notamment de cuivre, de cobalt, de coltan, d'or, de diamant, de bois, de bauxite, de cadmium, de cassitérite, de charbon, de plomb, de minerai de fer, de manganèse, d'argent, de zinc et enfin, d'uranium. La corruption et l'exploitation des ressources apparaissent, pour certains, comme la cause première du décès de millions de Congolais (Watch List on Children and Armed Conflict, 2006).

Inhérents à la quête du pouvoir économique, deux conflits majeurs sont responsables de la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui la RDC. Le premier date de 1996-1997, alors que le deuxième s'éternise depuis 1998 (IMDC, 2010). D'abord, le conflit de 1996 émerge lorsque Laurent-Désiré Kabila, appuyé notamment par le Rwanda et l'Ouganda, renverse le gouvernement de Mobutu Sese Seko, dont le règne dure depuis plus de 30 ans. Peu de temps après s'être déclaré Président, Laurent-Désiré Kabila ordonne l'expulsion de tous les représentants des pays limitrophes hors du pays en août 1998. Ces derniers, grâce auxquels Kabila détient le pouvoir, refusent toutefois d'obtempérer. Dès lors, le second conflit explose et les différentes factions s'en prennent directement à la population en multipliant les actes de violence et de pillage (Watch List on Children and Armed Conflict, 2006).

En 1999, le gouvernement de la RDC profite d'une accalmie pour signer avec diverses factions l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka²⁵. Cet accord considéré comme un signe encourageant pour la paix est d'ailleurs à l'origine de la décision du Conseil de sécurité des Nations Unies d'envoyer une mission d'observation de la paix en RDC. Cependant, rares sont les groupes qui respectent le cessez-le-feu et les tensions se trouvent constamment attisées. Incapable d'instaurer un processus de paix durable, Laurent-Désiré Kabila est assassinée en 2001. Le gouvernement nomme alors son fils, Joseph Kabila, à titre de nouveau Président (La Coalition, 2008).

Afin de rétablir la paix, ce dernier entame une nouvelle ronde de négociations qui se solde en 2003 par la signature de l'Accord global et inclusif en 2003. Entériné par les forces armées nationales et quelques groupes armés, cet accord contribue

²⁵ Parmi les signataires de cet accord se trouvent la RDC, l'Angola, la Zambie, le Rwanda, l'Ouganda et le Zimbabwe.

momentanément à réduire les tensions et mène à l'élaboration d'une Constitution et d'un gouvernement de transition. Certaines factions écartées du processus de paix continuent néanmoins les pressions, entravant le processus démocratique et entraînant encore une fois, la reprise des hostilités. Par ailleurs, à ces groupes s'ajoutent même des signataires de l'accord qui ne respectent vraisemblablement pas les termes de l'engagement (Watch List on Children and Armed Conflict, 2006). Bref, la paix demeure hors d'atteinte.

En 2006, les élections prévues par la Constitution de transition ont lieu. Joseph Kabila est élu et une nouvelle Constitution est adoptée. Peu importe ce processus démocratique, l'insurrection contre le gouvernement persiste. En janvier 2008, un nouvel espoir de paix naît avec la signature de l'Accord de Goma par le gouvernement, les troupes rwandaises du Général Laurent Nkunda et les Nations Unies. Toutefois, et comme à maintes reprises, l'exacerbation des tensions, toujours palpables malgré l'accord de paix, éclate de nouveau en conflit. Depuis, bien que des arrestations aient eu lieu²⁶, la situation politique ne cesse de se détériorer, et la paix, encouragée par l'Accord de Goma, demeure précaire et chancelante (BBC News, 2010). C'est ainsi que la population congolaise fait face à une crise sans précédent, dont les répercussions sur la situation sanitaire, humanitaire, sociale, politique et économique semblent incommensurables.

En plus des centaines de milliers de victimes, plus de 2,1 millions de personnes se trouvent déplacées²⁷ (IDMC, 2010). Sur le plan sanitaire, seulement 54 % de la population profite d'une eau de qualité, alors que 31 % bénéficient d'installations sanitaires adéquates (PNUD, 2009 ; UNICEF, 2009). Le taux de mortalité infantile est de 199 pour 1000 naissances, ce qui classe la RDC au 5^e rang mondial des pays ayant le plus haut taux de mortalité infantile. En termes de répercussions sociales, la situation n'est guère mieux. Par exemple, alors que le taux d'assiduité des étudiants à l'école primaire

²⁶ Il s'agit notamment du Général Laurent Nkunda, chef du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), arrêté en 2009. Au sujet du procès entamé contre Nkunda, au moment de rédiger ces lignes, la Cour suprême du Rwanda « s'est déclarée incompétente et a renvoyé l'affaire devant la justice militaire » (AFP, 2010).

²⁷ Selon l'*Internal Displacement Monitoring Centre*, en 2009 seulement, près d'un million de personnes auraient fui l'est de la RDC. La majorité des personnes déplacées se réfugient au Nord et au Sud Kivu et dans la province Orientale.

est de 63 % pour les garçons et de 59 % pour les filles, au secondaire, il chute radicalement pour atteindre respectivement 32 % et 25 % (UNICEF, 2010). À l'égard de la politique, l'indice de perception de la corruption (IPC) place la RDC au 162^e rang sur 180 pays évalués, le premier étant perçu comme l'état le moins corrompu²⁸ (Transparence International France, 2009). Enfin, en ce qui concerne l'économie, le Produit intérieur brut (PIB) du pays est de 317 \$ US par habitant, ce qui place la RDC parmi les pays les plus pauvres²⁹. Il est estimé que 59 % de la population vit sous le seuil du 1,25 \$ US par jour, alors que 79,5 % en dessous de 2 \$ US par jour. En outre, le taux de chômage frôle les 22 % (Banque mondiale, 2008; PNUD, 2009). Ces quelques statistiques ne présentent qu'un bref aperçu de la situation, mais elles démontrent bien les conséquences négatives dans l'ensemble des sphères sociale, économique et politique.

La situation dans laquelle la RDC demeure plongée apparaît comme une conséquence directement liée au manque de volonté pour la paix. En refusant le dialogue, ou encore, en reniant leurs engagements, les parties prises au conflit contribuent à l'instabilité générale de l'État et au déchirement du tissu social. Dans un tel contexte, peu importe la nature des programmes, les possibilités de développement et d'avancement semblent grandement restreintes.

2.1.2 La mise en œuvre laborieuse du Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion

En raison de l'instabilité politique, l'instauration d'un programme formel de DDR en RDC connaît plusieurs années de délai, particulièrement en ce qui concerne le programme mis en œuvre pour les enfants combattants. En fait, il faut attendre la signature de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka en 1999, avant de voir un tout premier programme de DDR prendre forme. Toutefois, bien que des efforts soient faits pour

²⁸ Selon l'organisation Transparency International « le score IPC attribué à chaque pays ou territoire évalue le niveau de corruption dans le secteur public, tel qu'il est perçu par les entreprises et les experts du pays, sur une échelle allant de 0 (degré élevé de corruption) à 10 (degré élevé d'intégrité) ». Le score de la RDC est de 1,9.

²⁹ À titre comparatif, pour les trois autres États de la région des Grands Lacs africains, le PIB par habitant se chiffre à 1 060 \$ US au Rwanda, à 4 177 \$ US au Congo Brazzaville et à 393 \$ US au Burundi.

tenter de désarmer, de démobiliser et de réintégrer les soldats dispersés en sol congolais, les résultats positifs se font plutôt rares. En effet, les quelques initiatives mises en œuvre par le gouvernement, la communauté internationale, de même que les ONG, connaissent de nombreuses difficultés (La Coalition, 2008).

Au début des années 2000, devant la faible avancée du processus de désarmement, le Président de la République crée le Bureau national de démobilisation et réinsertion (BUNADER). Ce bureau se trouve coordonné par la communauté internationale, notamment par l'UNICEF. Le BUNADER devient donc la première institution formelle coordonnant un programme de DDR en RDC. Cependant, et ce, dès sa création, ses activités se trouvent restreintes par l'absence d'une institution étatique assurant sa prise en charge, la pauvreté de l'État qui limite considérablement ses capacités financières nécessaires pour agir, sans oublier l'état lamentable des infrastructures ravagées par des années de conflit (La Coalition, 2008). Cette première tentative devient donc lourdement handicapée du fait qu'elle naît dans une situation politique, économique et sociale hautement complexe et d'autant plus précaire.

Subséquentement, dans l'espoir manifeste d'accélérer et d'améliorer le processus de DDR, un programme conjoint financé par la Banque mondiale et le Programme multi-pays de démobilisation et de réinsertion (MDRP) est lancé en 2002. Puisqu'à ce moment aucune institution gouvernementale n'est encore en place, l'UNICEF appuyé par quelques ONG assure une fois de plus la gestion de ce programme intérimaire avec l'aide de conseillers de la MONUC³⁰ spécialisés en protection de l'enfance. Or, tout comme le programme précédent, l'absence d'institution étatique et de ressources financières et humaines suffisantes nuit considérablement au rendement du programme (La Coalition, 2008).

Conscient de l'importance du programme de DDR et préoccupé par les obstacles antérieurs, le Président Joseph Kabila intervient et promulgue les décrets nécessaires afin de mettre en place les structures institutionnelles responsables d'élaborer et de mettre en œuvre un programme national de DDR. D'abord, il promulgue le *Décret n°*

³⁰ En vertu de la résolution 1925 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

03/027³¹ qui accorde au ministère de la Défense nationale, au ministère des Affaires sociales, ainsi qu'au ministère de la Solidarité et des Affaires humanitaires, la compétence en matière de DDR. Puis, quelques mois plus tard, trois nouveaux décrets sont promulgués afin de mettre sur pied la structure de gestion formelle du PNDDR. Il s'agit du *Décret n° 03/041* créant le Comité interministériel chargé de la conception et de l'orientation en matière de DDR, du *Décret n° 03/042* créant la Commission nationale de désarmement et réinsertion (CONADER) et, finalement, le *Décret n° 03/043* qui crée le Comité de Gestion des Fonds de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (CGFDR) (Kasongo et Sebahara, 2006). Ce sont ces trois décrets qui institutionnalisent pour la première fois, un programme national de DDR en RDC.

Toujours appuyée par la Banque mondiale, le MDRP, la MONUC et l'UNICEF, entre autres, la CONADER a assuré de 2003 jusqu'à sa dissolution en 2007, la coordination des activités de DDR sur son territoire (Gouvernement de la RDC, 2004; Save the Children, 2008). Cette institution avait comme mandat l'exécution de trois missions principales. Dans un premier temps, elle était responsable d'établir les critères de démobilisation et de désarmement, en plus de concevoir la stratégie de réinsertion. Deuxièmement, la CONADER planifiait les actions reliées au DDR et, finalement, elle opérait le PNDDR (*Décret n° 03/042*, article 2). La CONADER comprenait cinq directions principales, parmi lesquelles la Direction des enfants associés aux forces combattantes. Celle-ci assurait notamment la réinsertion, la prise en charge psychosociale, ainsi que la réintégration familiale des enfants associés aux forces et aux groupes armés (*Décret n° 03/042*, article 7). Par ailleurs, au départ, l'objectif de la CONADER était de permettre le désarmement, la démobilisation et la réinsertion de 150 000 soldats adultes et de 30 000 enfants (Kasongo et Sebahara, 2006).

Assurer avec succès le DDR en RDC constitue un défi de taille. Sans nécessairement parler d'échec cinglant, il va sans dire que les programmes de DDR antérieurs n'ont pas offert beaucoup d'éléments positifs sur lesquels la CONADER pouvait s'inspirer. D'autant plus qu'en raison de la situation politique délicate et du contexte économique, la CONADER n'a bénéficié d'aucune assise. Dès le départ, la

³¹ L'appellation formelle des lois se trouve dans la liste des abréviations, sigles et acronymes.

CONADER a été confrontée à de nombreux défis structurels. En effet, la Banque mondiale dénote six limites qui ont certainement mené la CONADER à une fin peu glorieuse. L'absence de données fiables sur le nombre de soldats à démobiliser, les limites géographiques, techniques et structurelles, le contexte politique dans lequel la reprise des hostilités demeure omniprésente et dans lequel les acteurs politiques semblent peu intéressés au processus, le conflit qui sévit toujours dans certains territoires, la bureaucratie qui accorde peu de liberté à la CONADER et enfin, une période de temps accordée beaucoup trop courte.

D'emblée, le programme fut miné par une série d'obstacles qui eurent un impact considérable sur le timing et l'efficacité de la mise en œuvre. Certains de ces obstacles étaient internes au programme, tels que la faiblesse de gestion au sein de la CONADER; d'autres étaient externes, tels que la volonté politique à géométrie variable ou les énormes défis logistiques (Banque mondiale, 2009, p. 3).

En conséquence, la CONADER a dû s'ajuster fréquemment et faire preuve d'une grande flexibilité. Par exemple, en 2005, quelques mois après sa création, elle était déjà contrainte de modifier son mandat. En effet, en raison des coûts exorbitants reliés au PNDDR et de la mauvaise gestion du financement, le gouvernement décide à ce moment d'attribuer à la CONADER une plus grande part de responsabilité dans la coordination et la planification du budget, alors qu'elle doit assurer auprès d'un organisme externe choisi par les bailleurs de fonds la vérification des états financiers (*Décret n° 05/041*, article 1)³². Cependant, malgré les efforts proposés pour assurer un meilleur suivi du financement du programme de DDR, la démarche se trouve interrompue à la fin de l'année 2006. En raison des « coûts imprévus, des budgets sous-estimés et d'une mauvaise gestion », tout le financement fut dépensé. Devant le manque de ressources, la CONADER a été officiellement dissoute le 14 juillet 2007. En définitive, la CONADER a néanmoins permis la démobilisation de 132 000 combattants, dont près de 30 000 enfants (Banque mondiale, 2009).

³² Cette nouvelle responsabilité fait suite à une réorganisation institutionnelle des organes responsables du programme de DDR. En effet, quelques jours avant la modification du mandat de la CONADER, le CGFDR qui coordonnait la gestion du financement avait été dissous par le Président de la République.

Malgré la dissolution de la CONADER, le PNDDR demeure, mais il devient sous la responsabilité de la nouvelle Unité d'exécution du Programme national de DDR (UEPN-DDR) (MDRP, 2008). Il s'agit donc d'une quatrième phase de DDR qui s'amorce au pays en six ans. En vertu de *l'Ordonnance n° 07/057*, qui instaure l'UEPN-DDR le mandat de cette nouvelle institution concerne principalement la mise en œuvre du PNDDR.

L'UEPN-DDR a pour mission d'assurer la poursuite et le parachèvement du Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion (PNDDR), en veillant à la bonne réalisation de ses objectifs. Elle assure la planification, la coordination et l'exécution des activités et opérations relatives au processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (Gouvernement de la RDC, 2007).

Tout comme la CONADER, cette nouvelle institution comprend également une section spécifique aux enfants associés au conflit, soit le Service des enfants associés aux forces et groupes armés et des groupes vulnérables. L'UEPN-DDR est aussi appuyée par la communauté internationale, parmi lesquels se trouvent toujours la Banque mondiale et le MDRP, la MONUC et l'UNICEF. L'échéance de cette nouvelle phase qui démarre officiellement en 2008 est prévue en juin 2010 (Banque mondiale, 2009).

En somme, lorsque nous observons l'évolution du programme de DDR en RDC, nous constatons des changements institutionnels fréquents induits par un sous-financement chronique. En quelques années, quatre changements majeurs ont eu lieu compliquant sérieusement l'exécution du PNDDR et, par le fait même, les activités de réinsertion et de réintégration destinées aux enfants associés au conflit (La Coalition, 2008 et Banque mondiale, 2009). Une mauvaise planification, gestion et coordination n'a pas permis d'atteindre les objectifs fixés, soit de démobiliser et de réintégrer tous les enfants, filles et garçons. Plusieurs d'entre eux ont longuement attendu leur réintégration, tandis que d'autres ont tout simplement abandonné ou évité le processus (La Coalition, 2008; MDRP, 2010). Ainsi, « faute de financement, beaucoup de jeunes, encore aujourd'hui, sont laissés sans projet de réinsertion » (UNICEF, 2009(a)).

2.2 Les acteurs impliqués

Devant l'incapacité du gouvernement congolais d'assurer par lui-même le PNDDR, plusieurs organisations internationales se trouvent mobilisées afin d'appuyer les

efforts gouvernementaux. Que ce soit au niveau politique, économique ou social, de nombreux acteurs sont présents dans cette région et s'impliquent dans la démarche de DDR pour les enfants associés au conflit.

Cette prochaine section vise donc à distinguer les acteurs impliqués dans le programme de DDR. Il s'agit de repérer les principales institutions et leur démarche et de justifier l'intérêt qu'elles posent dans ce travail de recherche. Seront particulièrement abordés la Banque mondiale sous l'égide du MDRP, la MONUC et l'UNICEF.

2.2.1 Les agences formelles

Comme nous l'avons démontré précédemment, le gouvernement est responsable de la planification, de la gestion et de la coordination du PNDDR. Sous l'égide de l'UEPN-DDR, l'ensemble du programme s'inscrit donc dans une démarche structurée par le gouvernement. Pour le gouvernement, « cette responsabilité nationale est essentielle à la cohérence institutionnelle et la durabilité des impacts recherchés » (Gouvernement de la RDC, 2004, para. 45). En privilégiant la gestion centralisée, le gouvernement peut désormais répondre à l'une des principales critiques des programmes passés, soit son absence. Toutefois, bien que la responsabilité du programme appartienne au gouvernement, ce dernier compte sur le soutien et la collaboration de partenaires locaux et internationaux, la plupart étant déjà impliqués.

La complexité et l'envergure du programme, dues principalement au nombre élevé de combattants et au contexte post-conflit, demande la participation d'un nombre important de partenaires. Ce partenariat devra se matérialiser à plusieurs niveaux afin de couvrir stratégiquement les besoins d'ordre financier, technique, opérationnel, etc. ainsi, le PN-DDR adopte un critère élargi et diversifié du partenariat afin de profiter des avantages comparatifs des acteurs engagés dans le DDR : bailleurs de fonds, agences internationales de coopération, système des Nations Unies, ONGs nationales et internationales, associations communautaires de base, secteur privé, entre autres (Gouvernement de la RDC, 2004, para. 51).

Ce sont donc ces derniers qui non seulement financent le programme, mais aussi voient à son exécution.

Afin de soutenir les efforts mis de l'avant par le gouvernement, notons d'abord la participation de la Banque mondiale et du MDRP, principaux partenaires responsables du financement du processus de DDR en RDC. Amorcée en 2002, la collaboration de la Banque mondiale avec le gouvernement s'est accrue depuis la création du PNDDR en 2004, et ce, principalement en raison des difficultés financières de l'État (Fonds africain de développement, 2007). Étant donnée la mission fondamentale de la Banque mondiale, telle qu'elle le précise sur son site et qui consiste à intervenir dans les États fragiles et en situation de conflit ou post-conflit et en raison du contexte politique et économique complexe en RDC, il n'est pas surprenant que la Banque mondiale y assure une présence soutenue depuis plusieurs années (Banque mondiale : RDC, consulté le 29 mai 2009).

Quant au MDRP, il concentre ses efforts dans la région élargie des Grands Lacs africains et vise principalement à soutenir et à aider la coordination des programmes de DDR, de même qu'à fournir une assistance financière et technique. Plus d'une quarantaine de partenaires collaborent avec le MDRP, dont les Nations-Unies, diverses organisations gouvernementales, régionales, locales, ainsi que des ONG, comme Save the Children ou l'International Rescue Committee (IRC). Le MDRP est financé par 13 États bailleurs de fonds, soit l'Allemagne, la Belgique, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, l'Italie, l'Irlande, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède, le Royaume-Uni et la Commission européenne.

Dans le cadre du processus de DDR, la Banque Mondiale et le MDRP déclinent leur participation en deux phases. La première débute en 2004 et se termine au cours de l'année 2008, alors que la deuxième, amorcée en septembre 2008, se termine en juin 2010. Pour accomplir la première phase, la CONADER s'est vue octroyer une aide internationale de 200 M \$ US fourni par un fonds fiduciaire à bailleurs multiples et la Banque mondiale (IDA), sous l'égide du MDRP. La moitié du financement provenant de la Banque mondiale et l'autre, du MDRP.

Comme mentionné plus haut, les pauvres capacités de gestion en plus des détournements de fonds ont considérablement nui au rendement du PNDDR. De telles sortes, qu'au moment d'amorcer la phase de réinsertion, il ne reste plus que 25 % des

fonds. Pour réussir, cela semble loin d'être suffisant. Devant ce constat, la Banque mondiale force alors la décentralisation d'une partie du budget tout en resserrant la surveillance des administrateurs de la CONADER (Amnesty International, 2006).

La seconde phase s'insère dans la nouvelle unité d'exécution, soit l'UEPN-DDR. Le financement de cette phase est assuré par une aide de 50 M \$ US en provenance de l'IDA et de 25 M \$ US supplémentaires fournis par la Banque africaine de développement (BAD). En date de septembre 2009, sur les 75 M \$ US disponibles, 11,2 M \$ US ont été dépensés. Selon la Banque mondiale, une part non négligeable de fonds n'allait pas être dépensée d'ici la fin du programme qui était prévue pour l'été 2010. Des pressions ont été faites pour que les fonds disponibles soient redirigés vers le PNDDR, mais l'organisation conservait peu d'espoir que cela se réalise (Banque mondiale, 2009).

Alors qu'à la première phase, le fonds de l'IDA s'élève à 560 M \$ US et qu'il s'adresse aux programmes de DDR de sept États de la région également aux prises d'un conflit, avec les 200 M \$ US reçus, la RDC en devient la principale bénéficiaire. Avec les 75 M \$ US ajoutés lors de la deuxième phase, il semble maintenant clair que la mauvaise gestion du financement est une cause indiscutable aux difficultés du programme. Car si l'absence de fonds est souvent blâmée pour l'échec des programmes, dans le cas de la RDC cette critique ne nous apparaît pas pertinente. Les fonds sont présents, mais ils ne sont tout simplement pas bien administrés. Nous reviendrons plus tard à cette difficulté, puisqu'elle apparaît une piste de réflexion importante à la base de notre question fondamentale et qui revient à se demander pourquoi, malgré l'aide disponible, le programme ne parvient pas à connaître de succès? Pour l'instant, nous proposons de continuer avec la présentation des acteurs, car si la logique de financement suscite de grandes questions, celle de l'exécution mérite toute autant d'attention.

Alors que la Banque mondiale et le MDRP assurent le financement des programmes, la MONUC, de par sa nature de mission de stabilisation et de consolidation de la paix, est aussi nécessairement liée au PNDDR. Partie prenante de la stratégie du gouvernement, la MONUC se trouve au cœur des efforts mis de l'avant dans la réalisation du PNDDR. En plus de surveiller le cessez-le-feu, elle s'implique aussi dans le

désarmement et la démobilisation des soldats et des enfants associés au conflit. (Gouvernement RDC, 2004a). Par ailleurs, avec un budget approuvé de 1,35 milliard de dollars US et avec 20 573 employés en uniforme, 3 691 employés civils locaux et internationaux, en plus de quelque 629 volontaires, la MONUC est l'une des missions de la paix les plus importantes et coûteuses de l'histoire des Nations Unies³³ (MONUC, 2010).

L'intervention des Nations Unies s'amorce en 1999 alors que la signature de l'Accord de Lukasa laisse entrevoir des signes encourageants pour la paix. Dès lors, le Conseil de sécurité décide par sa Résolution 1258 de déployer une force militaire pour le maintien de la paix. Avant la signature de cet accord, les Nations Unies demeuraient réticentes à l'idée d'instaurer une mission de paix en RDC. Toutefois, à la suite de cette résolution, la présence d'une force de maintien de la paix sera précisée et renouvelée régulièrement, notamment par les résolutions 1273 (1999), 1279 (1999), 1291 (2000), 1565 (2004), 1856 (2008), 1906 (2009) et 1925 (2010)³⁴. Particulièrement importante, parmi celles-ci, est la Résolution 1291 adoptée le 24 février 2000, qui crée officiellement la MONUC. Les différents mandats attribués à celle-ci consistent, entre autres, à assurer le respect du cessez-le-feu, à intervenir auprès des groupes armés délinquants, à former le personnel militaire et à aider à la mise en œuvre du PNDDR (MONUC : Mandat, consulté le 23 janvier 2010). En définitive, étant donné l'ampleur de la mission, son mandat et son implication auprès des enfants associés au conflit, la MONUC représente un acteur central au programme de DDR.

Enfin, soulignons la présence importante de l'UNICEF qui s'implique auprès des enfants de la RDC depuis 1963. À l'aide de ses bureaux dispersés un peu partout au pays, l'UNICEF est enraciné à l'échelle du pays et intervient à plusieurs niveaux. L'organisation justifie sa présence en RDC d'abord et avant tout en raison de la fragilité de l'État et des nombreuses difficultés qui en découlent.

³³ Il s'agit du budget approuvé par le Conseil de sécurité des Nations Unies entre le 1^{er} juillet 2009 et le 30 juin 2010. Le nombre d'employés mobilisés provient de l'effectif en chiffre au 28 février 2010.

³⁴ Cette résolution modifie le mandat de la MONUC qui devient la MONUSCO, soit la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo. En outre, elle prolonge la mission jusqu'en juin 2011.

[...]Une pauvre gouvernance depuis l'indépendance et une décennie de conflits ont érodé la capacité de l'État à fournir des services sociaux de base à la population. Ces facteurs doublés de la pauvreté consécutive ont affaibli les mécanismes de la famille et de la communauté pour protéger les enfants. Seule la moitié des enfants sont à l'école primaire et un sur cinq enfants ne survit pas jusqu'à leur (sic.) cinquième anniversaire. Des dizaines de milliers d'enfants ont été éjectés ou ont souvent fui leurs familles parce qu'ils sont maltraités ou accusés comme étant des sorciers. À l'apogée du conflit, 30 000 enfants faisaient partie des groupes armés. La RDC a la distinction d'être un pays ayant une haute fréquence de violences sexuelles y compris à l'égard des enfants (UNICEF RDC, consulté le 29 mai 2009).

Comme démontré plus tôt, l'UNICEF est présent depuis les premiers efforts de DDR. Du BUNADER à l'UEPN-DDR, son implication sur le terrain passe par l'ensemble du processus de DDR que ce soit par son plaidoyer pour que cesse l'utilisation des enfants, jusqu'à leur prise en charge et leur réintégration, l'UNICEF a consacré de nombreuses ressources humaines et financières et déploie encore aujourd'hui de nombreux efforts.

2.2.2 L'intérêt du genre et des enfants associés au conflit

Dans la section précédente, nous avons présenté les principaux acteurs responsables du financement et de l'exécution du programme. Par leur investissement et leur implication, la Banque mondiale, le MDRP, la MONUC et l'UNICEF sont étroitement liés à la réalisation du PNDDR. Ainsi, nous avons démontré que leur contribution au programme est déterminante à son succès, puisqu'à lui seul, le gouvernement ne détient pas la volonté et les ressources nécessaires pour accomplir l'objectif. Toutefois, si nous connaissons les raisons fondamentales de leur présence en RDC, peu d'informations spécifiques relatives à l'intérêt qu'ils possèdent envers les enfants associés au conflit et à la problématique du genre ont été abordées jusqu'à présent. Étant donnée l'hypothèse selon laquelle le programme ne s'adresse pas de manière adéquate à la problématique des filles associées au conflit, il apparaît nécessaire d'évaluer leur intérêt envers la question. Autrement dit, quel espace est réservé aux enfants associés aux forces et aux groupes armés et plus particulièrement aux filles?

Selon nos recherches, nous constatons que la Banque mondiale et le MDRP accordent une place prépondérante aux problèmes des enfants et du genre. Une part

importante des fonds investis en RDC et dans différentes régions du monde concernent les activités de DDR pour les enfants et les filles. Que ce soit par l'aide donnée au gouvernement ou à des ONG, la Banque mondiale et le MDRP contribuent à divers projets qui visent à promouvoir les groupes vulnérables, dont les enfants et les filles, plus spécifiquement. Ils déploient des efforts dans la recherche et le plaidoyer des leçons apprises et des bonnes pratiques, ils veillent au renforcement de la loi sur le recrutement des enfants, tout en favorisant la recherche sur les filles. De plus, en finançant différentes ONG, comme Save the Children UK, ils contribuent également à la réintégration socio-économique des enfants (Banque mondiale, 2010; MDRP, 2010).

Par exemple, la Banque mondiale a mis sur pied un plan d'action pour l'égalité des sexes, lequel offre un soutien et des prêts en faveur de l'égalité homme femme. Ce programme lancé en janvier 2007 au coût de 4 M \$ US sur quatre ans a pour objectif de renforcer l'intégration des femmes dans l'économie de manière égale aux hommes. Le programme soutient également depuis octobre 2008, les jeunes filles de 16 à 24 ans à terminer leurs études, à acquérir des compétences adaptées aux exigences du marché, tout en offrant des conseils en matière d'emploi (Banque mondiale, 2010).

En outre, depuis 2003, le MDRP affirme avoir offert plus de 30 M \$ US en financement direct à des agences de l'ONU et des ONG, pour la mise en œuvre de projets spécifiques, dont la plupart concernaient les enfants associés au conflit. Selon les projets analysés, nous avons trouvé quatre grands projets, maintenant terminés, qui permettent de démontrer le type d'intervention soutenue par le MDRP. D'abord, mis en œuvre par Save the Children UK, « L'appui au Regroupement et à la réintégration des anciens soldats en RDC » avait trois objectifs, lesquels s'adressaient tant aux enfants qu'aux filles. Plus particulièrement, le projet avait comme mandat de mieux comprendre les besoins des enfants et des filles, tout en faisant la promotion de leurs droits une fois de retour dans la vie civile. Deuxièmement, il visait à renforcer les capacités du gouvernement et de ses partenaires afin d'assurer convenablement la protection des enfants intégrés dans le DDR. Le dernier objectif consistait à faciliter la réintégration socio-économique des enfants au sein des communautés. Au total, un peu plus de 5 M \$ US ont été investis. Un autre projet exécuté par l'IRC, l'IFESH et CARE au coût de 9 M \$ US avait sensiblement les mêmes objectifs, tout en se penchant sur l'évaluation de la

volonté des groupes armés à démobiliser les enfants. Ce dernier objectif faisait d'ailleurs partie d'un troisième programme exécuté par l'UNICEF au coût de 5 M \$ US, dont le but consistait à prévenir le recrutement, en plus de favoriser la démobilisation et la réintégration des enfants. Le quatrième programme également financé à 5 M\$ et exécuté par le gouvernement et le PNUD misait sur la relance des communautés et la réintégration des enfants dans l'est de la RDC (MDRP, 2010 et Banque mondiale, 2010). Bien que nous ayons peu d'information à cet égard, un autre programme semble très pertinent, soit le programme *Learning for Equality, Access and Peace* (LEAP), qui consiste à promouvoir, comme le nom l'indique, l'apprentissage pour l'égalité, l'accès et la paix. Lancé en 2007, il s'agit d'un programme mené au niveau des communautés qui veille au soutien des filles et des femmes associées au conflit.

LEAP examinera comment mieux adresser les questions liées à l'égalité des sexes et à la violence sexuelle dans les programmes de DDR en cours ou prévus. Dans ce but, une assistance technique sera offerte aux programmes nationaux ou aux projets spéciaux pour mettre en œuvre de nouvelles initiatives et incorporer des éléments genres dans les activités en cours. Les femmes et filles ex-combattantes et les familles des ex-combattants recevront une attention particulière. [...] Le programme LEAP nous aidera à identifier d'autres aspects liés au genre qui peuvent être incorporés dans notre programmation, en particulier en ce qui concerne les activités de réintégration (MDRP, 2007, p. 1).

Différents projets sont proposés, dont un intégrant l'ensemble de la famille dans le programme de réintégration et un autre s'intéressant à la marginalisation des filles en misant sur leur réintégration économique. Ce programme est d'autant plus intéressant qu'il s'intéresse également aux rapports sociaux de sexe : « les liens entre masculinité (sic.), pouvoir, et violence présentent également un domaine d'étude pour le programme, avec un intérêt particulier pour le rôle que jouent la masculinité et le DDR dans le processus de consolidation de la paix et de la sécurité » (MDRP, 2007, p.2).

En somme, nous remarquons que le MDRP et la Banque mondiale ont investi plusieurs millions de dollars dans le financement de programmes pour les enfants associés au conflit, de même que spécifiquement pour les filles et qu'il existe certainement un intérêt au niveau du genre. Fait à noter, nous constatons que plusieurs des programmes énumérés ci-haut s'intéressent à la phase de la réintégration, laquelle est pourtant critiquée d'avoir souffert d'un sous-financement.

En ce qui concerne la MONUC, outre les résolutions du Conseil de sécurité émises dans le cadre de la mission de paix, son intervention se fonde également sur un ensemble de valeurs et de principes défendus par l'organisation. En effet, les résolutions, d'ordre général, adoptées par le Conseil de sécurité des Nations Unies pour défendre les droits de la personne sont au cœur de toute intervention de l'ONU. En d'autres termes, les Nations Unies se mobilisent pour encourager et soutenir les États dans leurs efforts de paix, mais aussi afin d'assurer le respect des droits de la personne (MONUC : Mandat, consulté le 23 janvier 2010). L'approche onusienne en matière de DDR repose donc nécessairement sur la paix, laquelle doit s'inscrire dans le respect et le développement des droits de la personne (UNDDR, 2006).

Les actions et initiatives de la MONUC s'adressant aux enfants associés aux conflits et à la problématique du genre reposent donc sur des résolutions du Conseil de sécurité parmi lesquelles se trouvent entre autres les résolutions 1325 et 1820 concernant la problématique du genre, et les résolutions 1539 et 1612 à propos des enfants impliqués dans les conflits armés. Par leur caractère innovateur et mobilisateur, ces résolutions ont entraîné des changements dans les façons de faire et de penser les programmes destinés aux filles associées au conflit. Les principes fondamentaux qui émanent de ces résolutions doivent alors être intégrés, respectés et défendus à travers l'ensemble des actions de la MONUC et de tous ceux qui adhèrent aux Nations Unies.

La résolution 1325 portant sur les femmes, la paix et la sécurité, adoptée le 31 octobre 2000, constitue un pas important pour la promotion des droits de la femme en situation de conflit. Bénéficiant d'un fort appui de la part de la communauté internationale, cette résolution a su introduire les intérêts des filles et des femmes parmi les préoccupations prédominantes défendues par les Nations Unies. La résolution 1325 reconnaît que les filles et les femmes font parties des grandes victimes des conflits, mais surtout que les filles et les femmes jouent un rôle essentiel dans la prévention et le maintien de la paix. L'intérêt de cette résolution est qu'elle permet aux filles et aux femmes d'être non seulement respectées et protégées, mais d'autant plus consultées et impliquées dans le processus de paix (Onyejekwe, 2005). D'ailleurs, précédant sa liste de points, le Conseil de sécurité précise dans le texte de la résolution 1325 que :

[...] si les effets des conflits armés sur les femmes et les petites filles étaient mieux compris, s'il existait des arrangements institutionnels efficaces pour garantir leur protection et si les femmes participaient pleinement au processus de paix, le maintien et la promotion de la paix et de la sécurité internationales seraient facilités [...].

À l'intérieur de cette résolution, le Président du Conseil de sécurité énumère une liste de 18 points qui contient les dispositions à l'égard des femmes devant dorénavant être prises en considération. L'intérêt de cette résolution dans ce travail de recherche tient donc du fait que plusieurs de ces points concernent la réintégration des filles, en ce sens qu'ils reconnaissent les besoins spécifiques, les besoins d'accroître le soutien financier, technique et logistique, la nécessité d'adopter une démarche sexospécifique qui privilégie l'équité et la parité des sexes, la nécessité de lutter contre la violence sexiste, et finalement, l'importance de planifier les programmes de DDR qui tiennent compte des particularités et besoins spécifiques des filles (Résolution 1325, 2000).

Quelques années plus tard, la résolution 1820 tente à nouveau de renforcer l'équité entre les sexes et souligne une fois de plus que les filles et les femmes demeurent grandement vulnérables en situation de conflit. Essentiellement, cette résolution met en relief la problématique de la violence sexuelle infligée majoritairement aux filles et aux femmes et reconnaît le viol comme une arme de guerre. Devant l'ampleur grandissante des violences sexuelles commises à l'égard des filles et des femmes, le Conseil de sécurité, appuyé par les membres de la communauté internationale, veut ainsi mettre fin à l'impunité dont jouissent les individus auteurs d'actes de violence sexuelle.

Lorsqu'il s'agit de mettre un terme à l'utilisation des enfants soldats, plusieurs résolutions ont également été élaborées. En effet, depuis le *Rapport Machel* paru en 1996, les enfants associés au conflit se sont retrouvés au centre des préoccupations. De telle sorte que, depuis 1999, pas moins de six résolutions ont été adoptées par le Conseil de sécurité.

Adoptée le 25 août 1999, la première résolution portant sur la problématique des enfants associés aux forces et aux groupes armés, soit la résolution 1261, exhorte

les parties utilisant des enfants au sein de leur force de mettre un terme au recrutement d'enfants et de cesser leur utilisation. Ce premier effort fait suite à plusieurs déclarations de la part du Président du Conseil de sécurité et à la diffusion croissante d'articles, d'études, de rapports et de livres dénonçant cette violation grave des droits de l'enfant au cours des années 1990 (Résolution 1261, 1999).

Subséquemment, d'autres résolutions sont rapidement adoptées et soulignent l'ampleur de la problématique des enfants associés au conflit. Par exemple, dans la résolution 1314 adoptée en l'an 2000, le Conseil de sécurité déclare qu'à long terme, le non-respect des droits de l'enfant en situation de conflit engendre des conséquences néfastes pour la paix, la sécurité et le développement. Par ailleurs, dès cette époque, le Conseil de sécurité semblait bien au fait des particularités inhérentes aux filles associées aux forces et aux groupes armés. En effet, un paragraphe complet de la résolution 1314 consacré à la problématique des filles précise :

[...] qu'il importe d'accorder une attention aux besoins spéciaux et à la vulnérabilité particulière des filles touchées par les conflits armés, notamment celles qui sont à la tête d'un ménage, orphelines, sexuellement exploitées et utilisées comme combattantes; et *demande instamment* que leurs droits fondamentaux, leur protection et leur bien-être soient pris en compte dans l'élaboration des politiques et programmes, notamment de prévention, de désarmement, de démobilisation et de réinsertion.

En outre, quelques paragraphes plus tard, le Conseil de sécurité en ajoute et « encourage vivement à [...] tenir compte des sexospécificités dans toutes les politiques, programmes et projets » (Résolution 1314, 2000).

Par ailleurs, en plus de mentionner la nécessité de prévoir des mesures spécifiques pour les filles, cette résolution suscite la réflexion quant au besoin de compter parmi le personnel des opérations de paix, des spécialistes de la protection des enfants. De plus, dans la mesure où des programmes, des politiques et des projets sont mis en œuvre pour les enfants, le Conseil de sécurité rappelle l'importance de prévoir et d'allouer suffisamment de ressources financières (Nations Unies, Conseil de Sécurité, 2000, Résolution 1314).

Puis en novembre 2001, la résolution 1379 vient réaffirmer les points de la résolution 1314 et souligner l'évolution des moyens et mécanismes pouvant mettre fin à l'utilisation des enfants dans les conflits et pouvant encadrer plus efficacement leur réintégration. D'abord, cette résolution confirme désormais la présence de conseillers responsables de la protection des enfants au sein des opérations de maintien de la paix, et fait part de l'intérêt soutenu accordé aux problématiques reliées aux enfants dans les conflits. Qui plus est, alors que la résolution 1314 soulignait « qu'il importe d'accorder une attention aux besoins spéciaux et à la vulnérabilité particulière des filles touchées par les conflits armés », celle-ci en ajoute et demande aux acteurs impliqués de « mettre un terme à toutes les formes de violence et d'exploitation, incluant les sévices sexuels, en particulier le viol » (Résolution 1314, 2000; Résolution 1379, 2001). De plus, nous remarquons qu'au cœur de cette résolution, le Conseil des Nations Unies « n'encourage » plus comme il le faisait par sa résolution précédente, mais « prie » les institutions, les fonds et les programmes des Nations Unies d'accomplir différentes actions et encore une fois de consacrer suffisamment de ressources financières pour permettre que les services d'orientation, d'enseignement et de formation professionnelle soit en place afin de rendre possible la réintégration (Résolution 1379, 2001).

Puis, en 2003, face au constat que la problématique perdure dans les zones de conflit, la résolution 1460 est adoptée. Bien que cette dernière soit moins novatrice, elle réitère l'intérêt pour les Nations Unies de demeurer saisi de la question. En outre, cette résolution rappelle l'importance de l'éducation chez les enfants afin d'accroître leurs capacités socio-économiques de manière à éviter que les enfants dépourvus de ressources rejoignent à nouveau les forces et les groupes armés (Résolution 1460, 2003).

Par la suite, la résolution 1539 adoptée en 2004 se démarque, puisqu'elle propose la mise en place d'un mécanisme de surveillance et de communication de l'information dans les pays en situation de conflit armé. Par ce mécanisme, le Conseil de sécurité serait en meilleure position pour imposer des sanctions ou des mesures dites « ciblées » aux pays délinquants. Par ailleurs, en raison d'une absence de progrès, cette résolution demande aux pays où la présence d'enfants au sein des conflits demeure de préparer des plans d'action pour que cessent le recrutement et l'utilisation d'enfants

dans les conflits, en collaboration avec les organes des Nations Unies présents sur le territoire (Résolution 1539, 2004).

Enfin, pour répondre à la résolution 1539, la résolution 1612 est ensuite adoptée. Celle-ci innove par la création et la mise en œuvre du mécanisme de surveillance et de communication de l'information à propos des violations graves des droits des enfants³⁵ dans les contextes de conflits armés. Ainsi, dans les pays visés par cette résolution³⁶, lorsqu'une violation grave est commise, le Conseil de sécurité des Nations Unies doit immédiatement être saisi de la situation (MONUC et UNICEF, 2008). Pour assurer la gestion de ce mécanisme, un groupe de travail du Conseil de sécurité a été conçu spécifiquement afin de recevoir les rapports de violations graves et d'émettre les recommandations de sanctions possibles envers les parties responsables des violations. D'ailleurs, cette résolution réitère l'action des gouvernements concernés, en ce sens qu'elle vient à nouveau exiger de leur part la mise sur pied du plan d'action pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation des enfants par les forces et groupes armés. (Résolution 1612, 2005).

C'est dans le respect de ces résolutions que les Nations-Unies en sont venues à rédiger leur guide d'élaboration et de mise en œuvre de DDR. Le *Integrated Disarmament, Demobilization and Reintegration Standards* (IDDRS) renferme les détails de l'approche de DDR des Nations-Unies afin d'instaurer un processus normalisé partout où ces programmes se trouvent implantés. On y aborde notamment les politiques, les stratégies et les procédures, et ce, pour tous les aspects entourant le DDR de même que chacun des groupes cibles (Nations-Unies, 2006). La planification du DDR se trouve donc définie selon qu'elle s'adresse aux filles et aux femmes, de même que les enfants.

Le guide de DDR dans sa définition du genre reconnaît les concepts que sont les rapports sociaux de sexes, la participation et le changement. L'IDDRS soutient que la

³⁵ Les six violations graves surveillées par ce mécanisme sont l'enlèvement, le meurtre et la mutilation, le viol et autres actes graves de violences sexuelles, le recrutement et l'utilisation des enfants dans les forces et groupes armés, les attaques contre les écoles et hôpitaux et enfin, le refus d'autoriser l'accès des organismes humanitaires aux enfants.

³⁶ La résolution s'applique à 13 États : l'Afghanistan, la Birmanie, le Burundi, la Colombie, la République centrafricaine, la RDC, le Népal, l'Ouganda, les Philippines, la Somalie, le Soudan, le Sri Lanka et le Tchad.

construction sociale du genre en termes de masculinité et de féminité est socialement construite et qu'elle évolue selon l'époque et les contextes (Nations Unies, 2006). Par cette définition, les Nations Unies semblent conscientes des particularités sexospécifiques telles que définies dans le premier chapitre. L'intérêt à défendre les problématiques liées au genre semble donc motivé par une définition adéquate, car en reconnaissant les principaux concepts sexospécifiques et le besoin d'une approche particulière selon l'époque et le contexte, la compréhension du genre correspond tout à fait à la réalité et aux difficultés identifiées.

En ce qui concerne les enfants, l'IDDRS distingue clairement les garçons des filles. « Les stratégies s'adressant aux filles doivent tenir compte de la vulnérabilité des filles, qui, bien qu'elle soit similaire aux garçons, n'est pas tout à fait la même³⁷ » (Nations Unies, 2006). S'appuyant sur les résolutions identifiées plus haut et les Principes du Cap, le guide souligne qu'un enfant soldat n'est pas tenu d'avoir eu une arme en sa possession. Dans le chapitre consacré aux enfants, lequel comprend une section spécifique à l'égard des filles, les Nations Unies soulignent maintes et maintes fois l'importance de prévenir le cycle de recrutement des enfants. D'abord parce qu'il s'agit d'un crime de guerre, mais surtout parce dans un contexte de reconstruction de la paix, il convient de protéger les générations futures (Nations Unies, 2006).

À la lecture du guide, nous ne pouvons nier l'importance accordée aux filles associées aux forces et aux groupes armés. Loin d'éviter la question, l'IDDRS prend le temps de définir et d'identifier chacun des éléments sexospécifiques devant être pris en compte lors de la planification, l'implémentation et la mise en œuvre de tout programme de DDR. Ce guide propose une série de mesures à l'égard de la réintégration des filles, et particulièrement dans le contexte de violences sexuelles et physiques, d'exploitation, de même que dans le cas des filles mères. Bref, selon nos observations, le processus standardisé de DDR des Nations Unies offre une compréhension juste de la réalité particulière des filles associées au conflit et accorde une place spécifique à la question. Encadrée par l'IDDRS, la MONUC se doit de respecter l'ensemble des principes et des mesures prévues dans ce guide.

³⁷ Notre traduction.

Quant à l'UNICEF, son action se trouve entre autres légitimée par la Convention relative aux droits de l'enfant, par le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Assujettie aux mêmes principes que la MONUC, l'UNICEF emploie les mêmes définitions du genre et des enfants associés au conflit. Selon l'organisme, la construction sociale du genre cantonne les filles dans une position qui nuit grandement à leur épanouissement. L'UNICEF travaille donc à faire de l'égalité des sexes une réalité.

C'est en prenant conscience de la discrimination qui frappe les filles et les femmes et en la combattant que nous pourrions l'éliminer durablement sous toutes ses formes – qu'il s'agisse de la discrimination fondée sur la classe sociale, la race, l'appartenance ethnique ou l'âge (UNICEF, 2009(b)).

C'est ainsi que l'UNICEF affirme que :

Une dimension sexospécifique est intégrée à toutes les activités de l'UNICEF, non seulement pour s'assurer que les besoins de base des filles, des garçons et des femmes sont satisfaits, mais aussi pour qu'ils aient la possibilité de réaliser pleinement leur potentiel et d'exercer tous leurs droits. [...] Pour cette raison, tous les programmes et projets de l'UNICEF doivent tenir compte de leurs implications et de leur impact spécifique sur les hommes et les femmes [...] (UNICEF, 2009(b)).

Sur le terrain, l'UNICEF intervient particulièrement dans la démobilisation des enfants et la lutte contre la discrimination et la violence sexuelle (UNICEF, 2009(b)). Concrètement, le personnel de l'UNICEF est appelé à dialoguer avec les forces et les groupes armés pour que ceux-ci libèrent les enfants et à contribuer à l'élaboration et au renforcement de programmes. En outre, l'UNICEF assure le financement de divers organismes qui travaillent directement auprès des enfants dans les centres de transition et au sein des communautés, comme Caritas et d'autres ONG locales (UNICEF, 2006). Que ce soit par un plaidoyer en faveur du DDR ou par un encadrement au programme de réintégration, l'UNICEF joue un rôle prépondérant.

Collaborateurs incontournables à la planification, à la gestion et à l'exécution du PNDDR, l'acuité des acteurs à l'égard de la problématique des filles associées au conflit apparaît fondamentale à son règlement. D'ailleurs, ces grandes institutions ne sont pas

les seules à agir sur le terrain. Bien au contraire, il suffit de penser au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) qui intervient, entre autres, auprès des filles et des communautés, de même qu'au Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), au Bureau de la coordination des Affaires humanitaires (OCHA), à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et au Comité international de la Croix-Rouge. Malgré que ces dernières ne soient pas directement impliquées dans la problématique des filles associées au conflit et le PNDDR, elles offrent néanmoins leur soutien grâce à des programmes dont les filles peuvent bénéficier.

En plus des organisations internationales, diverses agences informelles sont également présentes sur le terrain. Les recherches effectuées ont permis de répertorier des dizaines d'organisations dont les droits de l'enfant sont au cœur de leur mission. Parmi celles-ci, quelques-unes se démarquent, d'une part, parce qu'elles s'inscrivent dans la stratégie des organisations internationales citées plus haut, et d'autre part, parce que leur intervention apparaît bien organisée. À cela s'ajoute leur présence dans les milieux sévèrement touchés par le conflit, et bien entendu, leur implication concrète et directe auprès des filles associées aux forces et aux groupes armés. Il suffit de penser aux organismes Save the Children UK, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ou Caritas qui sont d'autres organismes grandement impliqués auprès des enfants combattants de la RDC. En effet, parmi l'ensemble de leurs activités respectives, *Save the Children* soutient leur réintégration, notamment en aidant les communautés à comprendre et à accepter la réalité complexe des enfants qui reviennent du combat, le CICR participe à la recherche et à la réunion familiale et Caritas encadre la réinsertion des enfants (Gouvernement de la RDC, 2004c; Caritas, 2008 et *Save the Children Alliance*, 2009). Notamment financés par les institutions internationales, quelques-uns de ces organismes exécutent les politiques prévues au PNDDR, d'où leur apport non négligeable à ce programme. Leur implication se doit d'être reconnue, puisqu'ils sont bien souvent appelés à agir directement auprès des filles associées aux forces et aux groupes armés et les communautés.

Leur intervention est d'autant plus intéressante, qu'elle mise souvent sur une approche différente, soit l'approche dite à base communautaire. Concrètement, cette approche met à contribution les leaders de la communauté afin de favoriser la tolérance

et faciliter le retour des filles. Très souvent, ce sont les chefs spirituels qui possèdent le plus d'influence. Écoutés et respectés par la population, ils sont en mesure de dénoncer la stigmatisation, en plus d'accompagner les filles lors de rituels de guérison, en plus d'encadrer la médiation, la négociation, de même que la résolution de problèmes. En d'autres termes, l'approche communautaire permet « d'accueillir les groupes vulnérables dans un esprit de solidarité, d'acceptation et de tolérance³⁸ » (Verhey, 2001, p. 17). D'ailleurs,

la majorité des filles seront touchées davantage par des efforts communautaires plus discrets. [...] Pour atteindre les filles associées à des groupes armés, il faut plutôt utiliser en priorité des approches à base communautaire qui abordent les idées et les attitudes sociales concernant les filles utilisés (sic.) par les groupes armés » (Verhey, 2001, pp. 3 et 8).

De plus, alors que les programmes formels répondent aux défis à court terme, l'approche communautaire apparaît tout à fait pertinente dans le processus de réintégration qui s'inscrit dans le long terme (OSAA, 2007). En effet, elle favorise une réintégration durable, car lorsque la communauté soutient le processus de guérison, la discrimination et la stigmatisation dont les filles sont victimes s'en trouvent considérablement amoindries (Verhey, 2005 et Amnesty International, 2006). Comme l'affirme Amnesty International,

les ONG locales qui coopèrent avec les ONG internationales jouent un rôle décisif dans la réussite du programme de DDR. Elles se chargent souvent de rendre les enfants à leur famille, servent de médiateur entre le milieu d'origine, la famille et l'enfant et négocient l'admission des enfants dans les écoles ou leur placement comme apprentis dans les entreprises locales. [...] Il est essentiel de s'adresser à des partenaires locaux, car ils connaissent l'environnement et le milieu, ainsi que les autorités politiques et militaires de la région, et sont donc les plus qualifiés pour suivre les enfants de façon prolongée (Amnesty International, 2006, p. 10).

Comme l'approche communautaire mise sur la reconstruction sociale, elle demande l'implication de tous, incluant les filles associées au conflit (Singer, 2005). Ainsi, particulièrement en matière de réintégration, la communauté occupe une place prépondérante tout au long de la démarche, car rappelons-le, la majorité des filles évite les programmes formels, d'une part, parce que le cadre militaire ne leur convient pas et

³⁸ Notre traduction.

d'autre part, parce qu'elles craignent, avec raison, d'être fortement stigmatisées et rejetées. Dans ce contexte, une communauté ouverte à la reconstruction commune vient en renfort en identifiant les filles qui ont participé au conflit, mais qui ne sont pas passées par le programme formel de DDR et en luttant contre la discrimination. Qui plus est, en favorisant une démarche d'acceptation, de guérison et d'entraide, l'approche communautaire prévient les risques de recrutement (OSAA, 2007). En somme, l'approche à base communautaire, ne représente pas seulement le milieu de réintégration des filles à long terme, elle permet aux filles et à l'ensemble de la communauté, également victime du conflit, de bénéficier d'une reconstruction sociale érigée sur de nouvelles bases qui tiennent compte de la nouvelle réalité de chacun.

Cependant, bien que l'approche à base communautaire soit reconnue comme complémentaire au processus formel, la démarche demeure très complexe. En RDC, la grandeur du territoire et le nombre de communautés toutes aussi différentes les unes que les autres font en sorte qu'il devient difficile pour les ONG de sensibiliser, de préparer et d'encadrer les communautés, sans oublier d'assurer les suivis qui s'imposent. D'autant plus qu'en raison du conflit, plusieurs communautés se trouvent désorganisées. Par ailleurs, bien que les bailleurs de fonds soient ouverts à ce type de démarche, elle ne constitue pas une priorité. Les fonds sont plus souvent dirigés « vers la reconstruction des infrastructures matérielles, politiques, économiques et scolaires » (McKay et Mazunara, 2004). Même lorsque les fonds sont disponibles, il semble que l'incompréhension des besoins et de la portée de l'approche subsiste, particulièrement quant aux besoins spécifiques des filles (McKay et Mazunara, 2004; McKay, 2005).

En raison du contexte politique, économique et social, la mise en œuvre du PNDDR en RDC a connu une série de bouleversements qui ont lourdement affecté ses capacités d'action, et ce, particulièrement envers les enfants et les activités de réinsertion. En effet, depuis ses débuts, la mise en œuvre du programme se trouve confrontée à la reprise régulière des hostilités, à la pauvreté et à une réalité sociale plurielle, complexe et éclatée. Face à cette situation, les acteurs impliqués n'ont pas su s'adapter de manière efficace, de telle sorte que, non seulement le programme spécifique aux enfants a tardé, arrivé à l'étape cruciale de la réinsertion, les fonds nécessaires ont manqué.

Parmi les acteurs impliqués en RDC, nous avons observé que certains se démarquent par leur rôle et leur degré d'implication. Certains s'inscrivent dans la logique de gestion et de financement, alors que d'autres se concentrent sur l'exécution des programmes. Ainsi, nous avons constaté que le gouvernement planifie, coordonne et gère le PNDDR, alors que d'autres acteurs comme la Banque mondiale, la MONUC et l'UNICEF viennent appuyer et renforcer les efforts du gouvernement. Que ce soit par un appui financier ou opérationnel, ils contribuent tout un chacun à la réalisation du PNDDR. Nous avons également souligné l'apport non négligeable des ONG telles que *Save the Children* et Caritas qui œuvrent directement auprès des enfants, notamment en privilégiant l'approche à base communautaire, laquelle représente une alternative intéressante au processus formel.

De plus, en cherchant à comprendre les raisons de leur intervention en RDC, nous avons également constaté que les filles associées au conflit font parties des préoccupations. En s'appuyant sur une définition respectueuse et cohérente avec la réalité, les acteurs semblent avoir une compréhension adéquate de la situation des filles et des difficultés inhérentes au statut de la féminité dans la société. Faisant l'objet de recherches, de résolutions et de programmes spécifiques, la problématique des filles associées aux forces et aux groupes armés ne semble pas ignorée ni incomprise.

Nonobstant les principes défendus et les programmes mis en place en RDC, nous remarquons que, bien qu'une décennie se soit écoulée depuis les premières réflexions et interventions spécifiques envers les filles, les femmes et les enfants associés au conflit, peu de résultats positifs sont visibles en RDC. Alors que l'importance de considérer, d'évaluer et d'intégrer les besoins sexospécifiques dans le processus de réintégration des filles associées au conflit est aujourd'hui reconnue, ces dernières demeurent toujours largement absentes des programmes de réinsertion.

Ces deux derniers chapitres nous ont permis de mieux comprendre la réalité socioculturelle, politique et économique complexe dans laquelle les filles associées aux forces et aux groupes armés évoluent. Marginalisées au sein de la société congolaise, leur réalité semblait être incomprise par les acteurs impliqués en matière de réintégration. Or, bien que la mise en œuvre du PNDDR soit laborieuse et qu'elle

entraîne de lourdes conséquences sur les activités de réinsertion, nous constatons que la situation des filles n'est pas comprise. Non seulement, les acteurs reconnaissent les problématiques liées au genre et aux filles, ces dernières font partie des préoccupations centrales. Toutefois, force est de constater que cela n'est pas suffisant, puisque la situation des filles ne s'améliore pas. Ainsi, en analysant en profondeur le PNDDR dans le chapitre suivant, nous tenterons de comprendre pourquoi, malgré les fonds, l'implication des acteurs et la volonté de ces derniers à améliorer la situation des filles associées au conflit, le programme de réinsertion ne réussit pas à atteindre ces filles et permettre une réelle réintégration.

CHAPITRE III

UNE ANALYSE SEXOSPÉCIFIQUE DU PROGRAMME NATIONAL DE DÉMOBILISATION, DÉSARMEMENT ET RÉINSERTION INSTAURÉ EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Jusqu'à présent, nous avons présenté la réalité socioculturelle des filles et des femmes en RDC et les difficultés sexospécifiques auxquelles les filles associées aux forces et aux groupes armés sont confrontées. Nous avons également présenté le contexte politique, économique et social dans lequel s'inscrit le programme de DDR. En outre, en raison de l'instabilité politique et de la reprise régulière des hostilités, le programme de DDR a suivi un parcours tumultueux, parsemé d'obstacles de tout genre. Nous avons ensuite présenté les principales institutions impliquées et comment celles-ci abordent et intègrent les concepts sexospécifiques clés que sont le genre, les rapports sociaux de sexe, le changement et la participation des filles. Cette présentation a permis de constater les différentes modalités et formes d'intervention privilégiées par ces institutions.

Cependant, malgré l'implication importante d'acteurs issus de la communauté internationale et locale, la réintégration des filles associées au conflit ne réussit pas à connaître de succès. À première vue, l'incompréhension et l'ignorance de la problématique semblaient être les causes de cet échec. Or, à la lumière des recherches, nous avons constaté que l'absence des filles au sein des programmes de réintégration n'est pas nécessairement liée au manque de connaissance et d'intérêt. La problématique vécue par ces filles fait partie des préoccupations et tant le gouvernement que les organisations internationales et locales semblent conscients du problème et des répercussions sur la vie des filles et de leur communauté. Ce qui nous amène à réfléchir et à croire que les définitions, les résolutions, les politiques et les fonds investis concernant cette situation ne suffisent pas.

Autrement dit, que la problématique soit reconnue est une chose, mais que des actions efficaces émergent de cette prise de conscience en est une autre complètement. Ce prochain chapitre s'intéresse donc au mécanisme formel de réinsertion et sa réponse au problème de réintégration des filles associées au conflit. Nous tenterons de démontrer que l'inefficacité des programmes de réintégration chez les filles associées au conflit découle de l'absence d'une approche intégrée qui prend en compte la réalité sexospécifique des filles associées au conflit en RDC. En d'autres termes, qu'il néglige les besoins sexospécifiques des filles, les rapports sociaux de genre inégaux, la participation, et enfin, le changement en termes de valorisation des nouvelles compétences acquises.

Après la lecture des deux premiers chapitres, il apparaît difficile de nier les difficultés auxquelles les filles sont confrontées suite à leur passage parmi les forces et les groupes armés. Comme nous l'avons mentionné plus tôt, les recherches sur la situation des filles associées au conflit semblent unanimes lorsque vient le temps de démontrer les obstacles et les défis parfois insurmontables qui leur sont imposés. Les acteurs responsables de la création et de l'implémentation de programmes de DDR peuvent difficilement faire autrement que de reconnaître qu'en raison de leurs besoins sexospécifiques, les filles associées aux forces et aux groupes armés requièrent une attention particulière (Machel, 2001; McKay et Mazunara, 2004). D'ailleurs, à travers divers documents, comme les rapports du Secrétaire général des Nations Unies et du Représentant spécial pour les enfants et les conflits armés, les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, sans oublier les travaux de recherche effectués par des membres issus de la communauté internationale et d'ONG, une pléiade de recommandations ont été formulées pour encadrer les filles associées au conflit afin de lutter contre leur marginalisation et leur permettre de connaître une réelle réintégration. Toutefois, malgré les pistes de solutions identifiées et proposées, les difficultés de réintégration persistent.

En effet, bien qu'il soit reconnu que 40 % des enfants associés au conflit en RDC soient des filles et qu'elles restent largement absentes des programmes formels de DDR, la situation ne connaît pas d'amélioration significative. Par exemple, lors d'une opération menée au début de l'année 2009 dans l'est de la RDC, l'UNICEF félicitait la libération d'un groupe de 85 enfants du groupe armé Maï-maï, lequel comptait

seulement 5 filles (UNICEF, 2009(c)). En outre, selon des estimations de la CONADER, entre 2002 et le mois de mai 2006, sur les 18 524 enfants démobilisés, seulement 2 880 filles ont officiellement pris part au processus formel et ont été prises en charge par les Agences de protection des enfants (APE) (Amesty International, 2006). Qui plus est, de ces filles, uniquement 1 400 d'entre elles ont été réunifiées à leur famille (Kasongo et Sebahara, 2006). Devant la faible participation des filles, nous concluons donc que le programme formel de DDR ne s'adresse pas suffisamment à la réalité socioculturelle congolaise et aux besoins particuliers des filles présentés dans notre premier chapitre. Autrement dit, nous soutenons que la réponse formelle offerte aux filles n'est pas adaptée au contexte particulier des filles de la RDC, de même qu'aux changements et traumatismes physiques et psychologiques profonds que l'expérience militaire provoque sur elles et leur entourage.

L'inefficacité de la réponse émanerait principalement de l'attention inégale accordée à la logique de gestion et de financement, alors que la réflexion qui s'impose pour comprendre les fondements du problème semble quant à elle écartée. En négligeant la dimension sociale de la réintégration et les difficultés sexospécifiques de l'expérience des filles associées aux forces et aux groupes armés, le programme formel de réinsertion en RDC ne parvient pas à atteindre les filles. Ainsi, en sous-estimant la conceptualisation de la problématique, il ne parvient pas à éliminer les inégalités de sexes et les stéréotypes liés aux rapports sociaux de sexes qui favorisent l'exacerbation du stigma collé sur les filles associées au conflit.

Afin d'appuyer nos propos, nous analyserons le programme national de réinsertion mis en œuvre pour les filles combattantes. Nous observerons les enjeux de même que les principales recommandations formulées en matière de réintégration, de telle sorte qu'il sera ensuite possible de procéder à l'étude du PNDDR et ses modalités d'intervention à la lumière des recommandations répertoriées. À savoir, comment et à quel niveau leur forme de participation en matière de réintégration répond aux nombreuses problématiques liées à la réintégration des filles associées aux forces et aux groupes armés.

3.1 Les recommandations sexospécifiques en matière de réintégration

Au cœur des résolutions et des recherches portant sur la problématique des filles associées au conflit, nous retrouvons une gamme importante de recommandations. Plusieurs chercheurs influents dans le domaine, notamment Susan McKay et Dyan Mazunara ont largement contribué à la consolidation et à la diffusion des éléments problématiques devant être pris en compte et corrigés pour permettre la réintégration des filles associées au conflit. Leurs multiples recommandations additionnées à l'ensemble des propositions encouragées par d'autres chercheurs et organismes se soldent en un ensemble relativement complet de mesures. En effet, lors de nos recherches, nous avons recueilli des dizaines de recommandations nous permettant de dresser une liste exhaustive des besoins particuliers des filles devant être considérés dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des programmes de réintégration.

Dans les tableaux qui suivent, nous proposons de regrouper ces différentes recommandations selon six grands axes d'intervention³⁹ afin de favoriser une meilleure vue d'ensemble, en plus de simplifier l'analyse. Les six grands thèmes retenus concernent la mobilisation des ressources, les orientations du programme, les activités de sensibilisation, les soins et les besoins spécifiques, le développement socio-économique et la sécurité.

Tableau 3.1
Mobiliser les ressources sur le terrain

Recommandations	Sources
Prévoir et assurer des ressources financières suffisantes	De Montigny, 2005; Singer, 2005
Prévoir et déployer des ressources humaines suffisantes et compétentes	De Montigny, 2005; Singer, 2005
Prévoir du personnel de sexe féminin	Verhey, 2005; OSAA, 2007

Le manque de ressources financières et humaines porte souvent atteinte au succès des programmes (Singer, 2005). Dans le cas de la RDC, tel que nous l'avons

³⁹ Prendre note que les six axes proposés sont les fruits de notre réflexion. Les groupes facilitent une vision d'ensemble, puisqu'ils permettent d'englober les recommandations répertoriées lors de nos recherches.

démontré plus tôt, la mauvaise gestion des ressources et les retards ont lourdement porté atteinte au programme de réinsertion. Par exemple, en 2001, alors que les besoins financiers étaient établis à 15 M\$ US pour permettre la réalisation du programme de DDR, la RDC n'a reçu que 4 M\$ US (Singer, 2005). Qui plus est, comme la majorité de cette somme est allée vers les premières phases de désarmement et de démobilisation, presque rien n'est resté pour la phase réinsertion.

De plus, pour permettre la réintégration, il faut également prévoir suffisamment de personnel sur le terrain, et ce, dès l'élaboration d'un programme. Selon P.W. Singer, une organisation avisée doit connaître au départ le nombre exact de conseillers spécialisés en protection de l'enfant et d'experts en droits de la personne nécessaire, en plus d'assurer leur présence sur le terrain tout au long du processus. Concernant le cas particulier des filles, il est primordial que le personnel soit adéquatement préparé pour encadrer les filles selon leurs besoins sexospécifiques (Singer, 2005). Il est notamment important de renforcer la formation et la préparation au dialogue avec les filles (Verhey, 2005). En effet, en raison des traumatismes vécus et pour lesquelles la plupart des filles se sentent coupables ou responsables, le dialogue devient une source de réconfort pour celles qui osent dévoiler leur expérience. Cette ouverture de la part des filles leur demande effort et courage. Dans ce contexte, pour ouvrir et développer le dialogue, le personnel doit non seulement être à l'écoute et mettre de côté tout jugement discriminatoire, il doit être capable d'appuyer la démarche vers la guérison. En outre, plusieurs suggèrent l'importance de recruter du personnel féminin, afin d'accroître le sentiment de sécurité et le niveau de confiance des filles (Verhey, 2005).

Tableau 3.2

Développer et ajuster les orientations du PNDDR selon une perspective sexospécifique

Recommandations	Sources
Diminuer l'aspect militaire du programme	La Coalition, 2008
Assurer la diffusion du cadre opérationnel de DDR à tous	Verhey, 2005
Inclure tous les enfants associés au conflit dans les programmes, et ce, sans exception	Singer, 2005
Prévoir des mesures particulières pour les filles	Verhey, 2005
Mettre en œuvre un mécanisme de signalement, de suivi et de sanctions	Verhey, 2005
Respecter les traditions et coutumes locales	Singer, 2005
Supporter la guérison et encourager la recherche de normalité	Singer, 2005

Écouter ce que les filles ont à dire, prendre en compte leurs besoins	Specht, 2005
Prendre en compte l'expérience du combat	Laliberté, 2005

Dans le tableau 3.2, nous identifions les recommandations portant sur les fondements d'un programme de réinsertion lors de son élaboration et de sa mise en œuvre. En raison des expériences passées, les chercheurs encouragent de réduire au minimum l'aspect militaire des programmes adressés aux filles. D'une part parce que l'orientation militaire ravive le souvenir douloureux de leur passage au sein des forces et des groupes armés, et d'autre part, parce que le domaine militaire demeure profondément incohérent avec les conceptions traditionnelles de la féminité. En fait, l'aspect militaire effraie les filles, en plus d'accroître le risque véritable de stigmatisation et de discrimination (Amnesty International, 2006; La Coalition, 2008).

De plus, malgré le vaste territoire, le programme de réinsertion doit être diffusé partout au pays, et surtout, être accessible à tous et à toutes. Ainsi, les filles comme les garçons doivent être informés de leurs droits en matière de réintégration. Aussitôt qu'ils quittent les forces et les groupes armés, ces derniers doivent être séparés des adultes, entre filles et garçons, et ensuite dirigés vers des programmes spécifiques prévoyant des mesures particulières pour chacun de ces groupes (Singer, 2005; Verhey, 2005).

Comme nous l'avons vu précédemment, les filles associées aux forces et aux groupes armés craignent énormément d'être identifiées par peur de représailles, de stigmatisation et de rejet. Or, en acceptant de prendre part à un programme de réinsertion, elles acceptent d'exposer leur passé. Pour encourager la participation des filles, il devient important de présenter les avantages de leur participation et de prendre en considération leurs inquiétudes et ce qu'elles souhaitent retirer du programme. Que cherchent-elles à éviter et à gagner? La sécurité, les soins médicaux, l'éducation, la formation, etc.? Bref, l'écoute, de même que la considération des opinions et des attentes sont primordiales (Specht, 2005; Verhey, 2005).

Pour ce faire, les programmes doivent à la base respecter les coutumes et les traditions locales et encourager la recherche de normalité dans la guérison. En outre, ils doivent prendre en compte les expériences vécues au sein des forces et groupes armés

qui diffèrent de ce qu'une fille aurait normalement vécues en demeurant au sein de la communauté. Enfin, ils nécessitent la création de mécanismes de signalement, de suivi et de sanctions afin de réduire l'impunité dont jouissent particulièrement les auteurs de violences sexospécifiques. Facteur qui, rappelons-le, nuit au rendement des programmes par la crainte ressentie chez les filles et suscitée également dans les communautés d'accueil (Laliberté, 2005; Singer, 2005 et Verhey, 2005).

Tableau 3.3
Mettre en œuvre des activités de sensibilisation sexospécifiques

Recommandations	Sources
Sensibiliser la communauté à la problématique des filles associées au conflit	De Montigny, 2005
Encourager et développer la compréhension	Singer, 2005
Lutter contre la honte et le rejet	Mckay et Mazunara, 2004
Lutter contre la désinformation	De Montigny, 2005

« Le succès de la réintégration dépend autant de la préparation des familles et des communautés à l'acceptation que de la phase de réinsertion⁴⁰ » (Singer, 2005, p. 201). La réintégration des filles associées aux forces et aux groupes armés apparaît tributaire du soutien familial et communautaire qui leur est offert. D'où l'importance de sensibiliser les familles et les communautés à l'expérience et aux besoins des filles associées au conflit. La sensibilisation favorise et encourage notamment le dialogue, le pardon, la réconciliation et l'acceptation. Sans la stigmatisation qui émane de la famille et de la communauté, les filles peuvent retrouver et reprendre leur vie en main un peu plus facilement (De Montigny, 2005; Mckay et Mazunara, 2004 et Singer, 2005). Il devient donc nécessaire de fournir aux familles et aux communautés des outils favorisant la compréhension et l'acceptation de cette situation qui bouleverse les conceptions socioculturelles profondément ancrées. Bref, une meilleure compréhension de la problématique tend à favoriser l'acceptation, le respect et l'appui (Mckay et Mazunara, 2004).

⁴⁰ Notre traduction

Tableau 3.4
Offrir un soutien médical, psychologique et matériel tenant compte des besoins particuliers des filles

Recommandations	Sources
Procurer des soins médicaux adéquats et spécifiques pour les filles	Coalition, 2008; Singer, 2005; Verhey, 2005; McKay et Mazunara, 2004
Procurer des soins psychologiques adéquats et spécifiques pour les filles	Carlson et Mazunara, 2005
Mettre sur pied des centres de désintoxication (drogue et alcool)	De Montigny, 2005; Singer, 2005
Offrir un abri convenable et sécuritaire	Verhey, 2005
Offrir des produits d'hygiène féminine	Carlson et Mazunara, 2005
Offrir des vêtements	Carlson et Mazunara, 2005
Prévoir suffisamment de nourriture	Singer, 2005
Remettre une attestation de démobilisation	Verhey, 2005

Les recommandations qui s'inscrivent dans le soutien médical, psychologique et matériel demeurent une préoccupation majeure pour la plupart des filles associées au conflit. Comme discuté dans le premier chapitre, les traumatismes physiques et psychologiques sont le lot quotidien des filles enrôlées dans les forces et les groupes armés. Les violences infligées, peu importe leur nature, constituent l'une des causes fondamentales qui poussent les filles au silence (McKay et Mazunara, 2004). Dans ce contexte, un programme de réinsertion doit nécessairement fournir aux filles des soins médicaux et psychologiques. Le simple fait d'offrir des soins de base n'apparaît pas suffisant. Les soins doivent être adaptés à leurs blessures spécifiques, particulièrement celles issues des agressions sexuelles violentes et répétées, comme, par exemple, la fistule (McKay et Mazunara, 2004; Carlson et Mazunara, 2005). De plus, puisque la plupart des enfants associés aux forces et aux groupes armés sont sous l'emprise de la drogue et/ou de l'alcool, des cliniques de désintoxication doivent être accessibles afin de lutter contre leur dépendance.

Les besoins matériels sont aussi très importants, particulièrement dans un contexte de grande pauvreté, lequel constitue l'une des raisons premières favorisant l'enrôlement des enfants au sein des forces et des groupes armés. En plus d'un toit et de la nourriture, des vêtements convenables et des produits d'hygiène féminine doivent également être offerts (Carlson et Mazunara, 2005 et Singer, 2005). Qui plus est, alors

que les filles sont nombreuses à craindre pour leur sécurité, il apparaît primordial de leur offrir un abri sécuritaire et convenable et de leur remettre une attestation de démobilisation, preuve qu'elles sont en dehors des forces ou des groupes armés (Verhey, 2005). Autrement, les possibilités d'être recrutées de nouveau, soit par la force ou par dépit, augmentent.

Tableau 3.5
Encadrer et favoriser le développement socio-économique des filles

Recommandations	Sources
Renforcer les structures familiale et communautaire	Singer, 2005; Machel, 2001
Favoriser la réunification familiale	Singer, 2005
Encourager la réconciliation	Cohn et Goodwin-Gill, 1995
Inclure les filles dans les programmes existants et qui s'adressent à l'ensemble des enfants (éviter l'isolement)	Cohn et Goodwin-Gill, 1995
Privilégier l'accès à l'éducation	Verhey, 2005; Carlson et Mazunara, 2005
Offrir une perspective d'avenir	Mckay et Mazunara, 2004; Keairns, 2002
Lutter contre la pauvreté	Carlson et Mazunara, 2005
Prendre en compte les enfants à charge	Mckay et Mazunara, 2004
Créer des clubs de filles	Verhey, 2005
Considérer les nouvelles compétences	Verhey, 2005
Permettre l'accès à la terre	De Montigny, 2005
Donner accès à des activités génératrices de revenus	Singer, 2005; Mckay et Mazunara, 2004
Accroître la mobilité socio-économique et l'« empowerment » des filles	Laliberté, 2005; Verhey, 2005; Mckay et Mazunara, 2004

Cette avant dernière catégorie est certainement la plus complexe, du fait qu'elle exige une quantité importante de ressources financières et humaines, sans compter toute la réflexion nécessaire pour la conception de programmes adéquats et la mise en place de programmes qui, bien souvent, impliquent des changements fondamentaux aussi bien dans la législation et l'administration publique que dans la mentalité de tous les citoyens. Dans un pays où l'égalité des filles semble peu reconnue et respectée, ces recommandations deviennent incontournables, et ce, même si leur mise en œuvre constitue un défi de taille.

En effet, accroître la mobilité socio-économique des filles, en favorisant l'accès à l'éducation, en offrant des perspectives d'avenir, en luttant contre la pauvreté, ainsi qu'en donnant l'accès à la terre et à des activités génératrices de revenus, représente un

projet ambitieux et laborieux. Toutefois, à travers l'ensemble des travaux de recherches sur la problématique des filles associées au conflit, les chercheurs s'entendent pour dire que la mise en œuvre de ces recommandations est essentielle pour une saine réintégration. Peu importe la région et les conditions socio-économiques, ces éléments doivent être intégrés, d'une manière ou d'une autre, dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes. Sans quoi, aucune réintégration efficace ne semble possible (Cohn et Goodwin-Gill, 1995; Machel, 2001; Keairns, 2002; McKay et Mazunara, 2004; Carlson et Mazunara, 2005; Laliberté, 2005; Singer, 2005 et Verhey, 2005).

Tableau 3.6
Lutter contre l'insécurité des filles

Recommandations	Sources
Assurer la sécurité et la protection des filles	Singer, 2005
Isoler les filles des hommes dans les camps, centres et autres mesures de transition	De Montigny, 2005; Carlson et Mazunara, 2005, Verhey, 2005

Finalement, nous observons que le succès de tout programme de réinsertion pour les filles est également tributaire des questions de sécurité. Dans un contexte où les menaces à la sécurité perdurent et où la fréquence des violences sexospécifiques explose, la notion de sécurité occupe une place particulière dans les recommandations (Verhey, 2005). Pour accroître le niveau de sécurité des filles, les programmes doivent répondre notamment au risque de recrutement répété et lutter contre les violences sexospécifiques perpétrées dans les centres de transition qui accueillent les filles, de même qu'au sein de la société. C'est pourquoi il est fortement recommandé de séparer les filles et les femmes, des garçons et des hommes (Singer, 2005; Carlson et Mazunara, 2005 et De Montigny, 2005). Isolées, les filles n'ont pas à se soucier de leur sécurité et peuvent alors se concentrer sur leur guérison dans un état d'esprit plus calme et plus serein.

Les recommandations énumérées précédemment sont nombreuses, mais requièrent toutes une attention particulière. Pour les acteurs impliqués dans la recherche et sur le terrain, il apparaît certain que ces recommandations, mises en œuvre en complémentarité, augmentent les possibilités de succès tant en termes de participation que de réussite. La réalisation des recommandations entraîne un taux de

participation accru et de meilleures chances de succès en matière de réintégration à moyen et à long terme (McKay et Mazunara, 2004; Singer, 2005).

3.2 Analyse sexospécifique de la phase de réinsertion du Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion

Maintenant que nous connaissons les éléments sexospécifiques devant être pris en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de réinsertion, nous chercherons à identifier les différentes modalités d'intervention retenues par les institutions responsables du PNDDR. Nous proposons d'identifier les recommandations considérées, défendues et appliquées au sein du programme formel et ainsi évaluer comment le programme formel s'adresse au contexte et aux besoins particuliers des filles. Nous étudierons plus particulièrement les trois documents qui encadrent la mise en œuvre du programme, soit le *Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion*, le *Cadre opérationnel pour enfants associés aux forces et groupes armés* et le *Manuel d'opérations pour la prévention, le retrait et la prise en charge des enfants associés aux forces et groupes armés*.

3.2.1 Entre théorie et pratique : au-delà des enjeux, le rôle des institutions

Plusieurs chercheurs considèrent que les enfants associés au conflit ont grandement souffert des retards infligés sur les programmes de DDR (Kasongo et Sebahara, 2006; La Coalition, 2008). Particulièrement chez les filles, nous soutenons que la mauvaise gestion et la mise en œuvre d'un programme peu conséquent avec les enjeux afférents à la réalité sociale, culturelle et économique propre aux filles ont considérablement nui à l'évaluation de leurs besoins spécifiques et à l'élaboration d'une réponse adaptée. En effet, peu importe les résolutions et les recommandations formulées par la communauté internationale, sur le terrain, les filles demeurent en périphérie des préoccupations centrales en matière de réinsertion et de réintégration (Verhey, 2005).

Au départ du PNDDR, l'essentiel des efforts se trouvait mobilisé vers les phases de désarmement et de démobilisation. Lorsqu'est venu le temps de mettre en œuvre la

phase de réinsertion, la majorité du financement s'était envolée. En outre, si la CONADER est à l'origine du Cadre opérationnel pour enfants proposé en mai 2004, il n'en demeure pas moins que le programme est demeuré immobile jusqu'en 2006 (Gouvernement de la République démocratique du Congo, 2004c et La Coalition, 2008). En effet, en raison d'un manque de volonté politique et militaire pour la paix et pour relâcher les enfants associés au conflit, en plus d'une gestion, d'une coordination et d'une planification des activités déficiente, le processus de DDR pour les enfants ne s'est pas concrétisé immédiatement (Kasongo et Sebahara, 2006).

Conséquemment, à la fin de l'année 2006, sur les 30 000 enfants que la CONADER se félicitait d'avoir démobilisés grâce au PNDDR, 14 000 d'entre eux attendaient toujours d'être intégrés dans un programme de réinsertion. Cela est sans compter les quelque 11 000 enfants qui n'avaient tout simplement pas pris part au processus formel de DDR et ceux toujours intégrés au sein des forces et des groupes armés (La Coalition, 2008).

Or, en juin 2008 avec la création de l'UEPN-DDR, une amélioration intéressante est remarquée, puisque ce sont maintenant 6 000 enfants qui demeurent toujours impliqués au sein des forces et des groupes armés (Lukoki, 2008). Par des activités de sensibilisation, notamment grâce à la campagne « Zéro EAFGA⁴¹ », le service responsable des enfants associés au conflit de l'UEPN-DDR espérait que d'ici la fin de l'année 2008, tous les enfants associés au conflit seraient retirés des forces et groupes armés et pris en charge par le programme de réinsertion (Gouvernement de la RDC, 2004b). Malheureusement, en raison de la recrudescence des hostilités, notamment en août 2008, cet objectif n'a pu être réalisé, le recrutement d'enfants ayant recommencé (Melanie Gouby, Evariste Mahamba et Esperance Nzigire, 2010).

Sous l'égide de l'UEPN-DDR, le PNDDR oriente l'action du gouvernement de la RDC et de ces partenaires dans la mise en œuvre du DDR. Par souci de cohérence, il constitue le seul cadre opérationnel de démobilisation et de réinsertion en RDC. Ainsi, tous les projets et les opérations en matière de DDR sont sous la responsabilité du gouvernement congolais. En d'autres termes, le gouvernement planifie, coordonne et

⁴¹ Enfant associé aux forces et groupes armés.

supervise l'ensemble des opérations de DDR sur son territoire. En revanche, bien que le cadre soit de responsabilité nationale, le gouvernement reconnaît l'apport important que peuvent apporter ses partenaires nationaux et internationaux, comme la Banque mondiale, l'UNICEF et la MONUC. Les interventions sont donc élaborées en consultation avec ces derniers (Gouvernement de la RDC, 2004).

Les directives du gouvernement pour le PNDDR sont définies dans un document clé portant le nom du programme, soit le *Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion*. Il s'agit d'un document où sont définis les enjeux et les grandes orientations du PNDDR. Nous avons donc procédé au recensement des éléments retrouvés dans le cadre formel qui correspondent aux recommandations sexospécifiques proposées plus haut. Ainsi, parmi les principes opérationnels définis dans le cadre formel de DDR, le gouvernement reconnaît les enfants associés aux forces et aux groupes armés, les handicapés et les malades chroniques ainsi que les femmes démobilisées comme faisant partie des groupes vulnérables. Il est donc prévu que ceux-ci reçoivent un traitement spécifique à leur condition. Le programme reconnaît également la dimension sexospécifique du conflit, en ce sens qu'il est admis que le conflit affecte différemment les hommes, les femmes, les garçons et les filles. Par la reconnaissance de la dimension genre, le gouvernement dit vouloir « combler les disparités de genre dans le processus de réinsertion (...) » (Gouvernement de la RDC, 2004). D'ailleurs, le PNDDR précise que :

l'analyse par genre en DDR n'est pas seulement un processus d'inclusion des femmes : c'est un processus pour mieux prendre en considération la composition de la société congolaise et les spécificités propres à chaque genre et permettre de développer un cadre juridique, standardiser les procédures opérationnelles et les programmes d'actions dans le respect des besoins réels de la population, pour faciliter la réhabilitation des institutions publiques dans une société plus juste et équitable. Les femmes ont en effet un rôle à jouer, entre autres au niveau de leur contribution à la restauration de la paix (Gouvernement de la RDC, 2004, para. 56).

Nous constatons donc que le gouvernement fait preuve d'une certaine ouverture quant à la participation des femmes tout au long du processus de DDR. Enfin, comme autre principe opérationnel, le gouvernement spécifie que la sensibilisation est essentielle,

notamment afin de favoriser la « réconciliation et la pacification » (Gouvernement de la RDC, 2004, para. 58).

Ensuite, après avoir défini les différents principes juridiques, institutionnels et opérationnels du programme, le document présente chacune des étapes du DDR. Il explique sommairement leur fondement et les moyens de mise en œuvre. Concernant la phase de réinsertion, le gouvernement admet qu'il s'agit d'une étape complexe, mais cruciale, dont la réussite dépend d'une combinaison adéquate entre « l'assistance du programme, les efforts personnels du démobilisé et des conditions d'accueil dans les communautés de réinsertion » (Gouvernement de la RDC, 2004, para. 104). Plus précisément, pour le gouvernement congolais, la réintégration implique deux éléments, soit la réinsertion économique et la réinsertion sociale. La première vise par exemple, le retour à l'école ou l'emploi, alors que la seconde vise le retour à la vie « normale ». À ce sujet, le gouvernement rappelle le défi particulier que constitue cette étape, notamment en raison du déchirement du tissu social inhérent aux années de violence (Gouvernement de la RDC, 2004).

Ce document révèle par la suite les différentes stratégies de réinsertion prévues pour les groupes vulnérables. Pour les enfants, cette stratégie repose essentiellement sur la réunification familiale ou l'encadrement alternatif et le soutien psychosocial et économique. Le texte précise que les moyens entrepris reposeront sur des systèmes de protection de l'enfance déjà existants. Aucune nouvelle structure n'est ainsi prévue. Enfin, il est également précisé que des activités de paix et de réconciliation seront mises en œuvre au sein des mécanismes de transition et des communautés d'accueil (Gouvernement de la RDC, 2004).

À la lumière des éléments fournis dans le cadre formel de DDR, nous constatons que, bien que le gouvernement adhère au principe de l'analyse par genre comme principe organisationnel, aucune stratégie de réinsertion des femmes démobilisées n'est discutée. Alors que les catégories dites vulnérables, soit les enfants, les handicapés et les malades chroniques, font l'objet de paragraphes distincts portant sur leurs aspects spécifiques, les filles et les femmes associées au conflit ne profitent pas de cette même

considération. Les filles demeurent incluses dans la catégorie plus large des enfants associées aux forces et aux groupes armés.

Qui plus est, alors que les femmes sont identifiées comme vulnérables, peu d'actions sont entreprises à leur égard. Le cadre formel rappelle simplement les conditions particulières et difficiles des femmes démobilisées et l'importance de les impliquer dans le processus de planification et de mise en œuvre. Cette stratégie apparaît comme le seul moyen pour appuyer la dimension particulière du genre et constitue l'une des rares recommandations qui s'adressent au genre, aux rapports sociaux de sexe, au changement et à la participation des filles et des femmes. Le gouvernement semble s'adresser à la problématique de réintégration seulement en surface, car il existe une distance importante entre la considération d'une recommandation sexospécifique et son application.

L'analyse du cadre formel a néanmoins permis de constater que le gouvernement réalise l'ampleur et l'importance du financement requis pour l'étape de réinsertion. De plus, la minimisation de l'aspect militaire, la diffusion massive du cadre opérationnel, l'inclusion de tous les enfants dans le programme, de même que la considération de l'expérience du combat sont également mentionnées. En outre, l'encadrement familial et communautaire ainsi que la réconciliation constituent les approches privilégiées. Enfin, l'éducation et l'emploi se trouvent également encouragés.

Toutefois, en raison du contexte économique, politique et social complexe, la réalisation des stratégies développées dans le cadre opérationnel fait face à diverses limites. D'abord, au niveau du financement, le budget initial pour l'étape de réinsertion était de 200 M\$ US. La majorité des fonds provenait de la Banque mondiale via le MDRP, mais aussi de la Banque africaine de développement (BAD) et du gouvernement de la RDC. Or, comme nous l'avons démontré plus tôt, en raison des difficultés en matière de gestion, la date d'achèvement du programme prévue pour le mois de décembre 2006 s'est vue repoussée en décembre 2008, puis en juin 2010 (Fonds africain de développement, 2007 et Banque mondiale, 2009). Par ailleurs, pour cette phase dont la fin est prévue en juin 2010, le PNDDR bénéficie d'un soutien financier de 50 M\$ US supplémentaires toujours en provenance de la Banque mondiale et de la BAD.

De plus, concernant l'appui psychosocial et économique offert aux enfants, le programme précise que l'aide psychosociale et économique demeure basée sur des « conditions existantes » (Gouvernement de la RDC, 2004, para. 108). Or, même si le gouvernement mentionne qu'il sera nécessaire de renforcer ces structures « pour accroître les capacités opérationnelles locales » (Gouvernement de la RDC, 2004b, para. 41), selon la plupart des intervenants présents sur le terrain, les conditions de prise en charge, comme les mécanismes de protection de l'enfance, demeurent loin d'être idéales (UNICEF, consulté le 29 mai 2009). Il en est de même pour la réintégration économique. Alors que l'accès à l'éducation pour ces enfants est encouragé et qu'il constitue le moyen à privilégier, selon le rapport *La situation des enfants dans le monde 2008* de l'UNICEF, il existe déjà des lacunes importantes dans le système d'éducation en RDC. Il est donc permis de se demander comment le gouvernement espère répondre adéquatement au développement socio-économique de ce groupe vulnérable à l'aide d'un système, qui dès de départ, semble problématique.

Ainsi, force est de constater que des quelques recommandations sexospécifiques mentionnées, peu d'entre elles profitent de moyens et de structures suffisants pour être appuyées (Fonds africain de développement, 2007). Superficiel et théorique, le programme ne propose pas de mesures concrètes pour répondre à la marginalisation de la féminité, à l'inégalité des rapports sociaux de sexes, à la participation et aux changements qui découlent de l'expérience des filles lors de leur passage dans les forces et les groupes armés. Par exemple, aucune précision n'est fournie quant au soutien médical, psychologique et matériel requis spécifiquement pour les filles. Qui plus est, alors que le concept de participation de l'enfant⁴² est défini comme important dans le document, lui non plus, ne fait l'objet d'aucune précision.

Dans un deuxième temps, découlant directement du PNDDR, le *Cadre opérationnel pour enfants associés aux forces et groupes armés* (ci-après cadre opérationnel) repose sur les mêmes principes institutionnels, politiques et organisationnels. Il prévoit toutefois d'autres principes afin de « renforcer les mesures spécifiques à considérer quand l'intervention s'adresse à des enfants » (Gouvernement

⁴² La participation de l'enfant est l'un des quatre principes défendus dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Il s'agit de leur donner la possibilité de faire entendre leur voix.

de la RDC, 2004b, p. 8). Ainsi, le cadre opérationnel vient préciser les stratégies et les modalités de mise en œuvre du PNDDR pour les enfants, présentés de manière plutôt sommaire dans le cadre formel.

Parmi ces précisions, nous constatons cette fois-ci, plus de détails à propos de la participation de l'enfant. En effet, le document prévoit que les enfants doivent être, dans la mesure du possible, consultés et invités à participer à la prise de décision lorsqu'ils sont concernés. Le cadre opérationnel rappelle que les enfants doivent être informés du processus complet de DDR et « particulièrement au sujet du retour dans leur milieu de vie, en famille et en communauté » (Gouvernement de la RDC, 2004b, para. 40). D'ailleurs, afin de respecter ce principe, le cadre opérationnel pour enfant souligne l'importance de compter sur du personnel attentif aux inquiétudes et aux espoirs des enfants à l'égard de leur réintégration (Gouvernement de la RDC, 2004b). Le cadre fait également la promotion du principe de la non-discrimination et de la confidentialité afin de réduire et d'empêcher la stigmatisation des enfants lors de leur réintégration (Gouvernement de la RDC, 2004b). La valorisation de ces principes encourage les enfants combattants à s'exprimer à propos des expériences vécues sans y être forcés et diminue le risque de représailles.

Puis, alors que la directive principale du cadre opérationnel pour enfant est de retirer les enfants des forces et des groupes armés, la stratégie est davantage orientée vers la réinsertion et la réintégration des enfants. À ce titre, le gouvernement vise à faciliter le retour à la vie « normale » ou civile des filles et des garçons, à renforcer les mesures de protection de l'enfant et à « développer des stratégies particulières pour intégrer les filles associées aux forces et groupes armés dans les efforts en vue de leur libération et pour assurer leur accès aux services à la réinsertion » (Gouvernement de la RDC, 2004b, para. 47). En outre, le cadre opérationnel pour enfant vient également préciser plus amplement les modalités de la stratégie de réinsertion, notamment en ce qui concerne la prise en charge des enfants au sein des structures d'encadrement transitoire (SET) et/ou des familles d'accueil.

Par exemple, le gouvernement prévoit que dans les structures d'accueil, la prise en charge doit offrir un soutien matériel, notamment par la distribution d'un kit de base

incluant des vêtements, des produits d'hygiène, de la vaisselle et autres matériel (Gouvernement de la RDC, 2004b et Gouvernement de la RDC, 2004c, p. 36). De plus, afin de respecter les coutumes locales, le gouvernement parle de « décentralisation » et de « flexibilité » dans les approches :

Le programme adopte un principe de mise en œuvre décentralisée afin d'assurer la proximité institutionnelle avec le groupe cible et l'efficacité dans la prise de décisions. [...] Pour mieux répondre aux enjeux et contingences du processus de DDR, le Programme adopte le principe de flexibilité opérationnelle au niveau de la planification et de la mise en œuvre. Il permettra au programme de s'ajuster aux contraintes et difficultés qui pourraient survenir sur le terrain (Gouvernement de la RDC, 2004, para. 26-27).

En misant sur une telle stratégie, le gouvernement augmente ses chances de rejoindre une part plus importante de la population qui, rappelons-le, est constituée de divers groupes hétérogènes.

Toutefois, si les directives du cadre opérationnel prétendent vouloir répondre aux problèmes de « résistances, rejets et stigmatisation par les communautés, notamment ceux et celles qui ont été victimes de violences sexuelles, de mariages forcés, de grossesses précoces » (Gouvernement de la RDC, 2004, para. 14), en termes de stratégie, très peu d'actions et d'interventions sont présentées. Le cadre opérationnel, tout comme le programme national, demeure plutôt tacite quant aux solutions et aux propositions concrètes pouvant être appliquées sur le terrain, et encore plus en ce qui concerne les besoins particuliers des filles associées au conflit. D'ailleurs, parmi les recommandations présentées en début de chapitre, plusieurs éléments, pourtant essentiels, ne se trouvent nulle part.

En effet, il est frappant de constater l'absence de mesures spécifiques pour les filles tant sur le plan psychologique que médical. Ce document soutient que les filles subissent de manière différente le conflit, mais ils ne supportent pas cette reconnaissance par la mise en place de mesures de protection sexospécifiques. Par exemple, en termes de stratégie, il n'est pas précisé d'isoler les filles des garçons, de prévoir des programmes pour les filles-mères ou encore de prendre en compte leurs nouvelles compétences. Bref, tant le cadre formel qu'opérationnel qui dirigent et

encadrent les interventions apparaissent plutôt indifférents ou flous quant aux besoins particuliers des filles.

Cependant, si ces deux derniers documents semblent peu préoccupés à promouvoir l'application de recommandations sexospécifiques, le *Manuel d'opérations pour la prévention, le retrait et la prise en charge des enfants associés aux forces et groupes armés* (ci-après, manuel d'opérations), qui se veut le guide pratique d'application de ces documents, prévoit quant à lui, un éventail intéressant de mesures particulières à considérer lorsque vient le temps de s'adresser à la problématique de la réintégration des filles.

Dès l'introduction, avec la présentation des principes communs, le manuel d'opérations démontre un intérêt particulier envers les concepts liés aux questions de genre et envers les besoins spécifiques des filles associées aux forces et aux groupes armés. Conçu particulièrement pour les agences de protection de l'enfant (APE) et les partenaires impliqués dans la réintégration des enfants combattants de la RDC, ce guide renferme une série de mesures sexospécifiques donnant l'impression d'une perspective du genre mieux définie, mieux comprise et surtout, mieux adaptée au contexte social et économique actuel. Ce document fait plus que de reconnaître la différence entre les garçons et les filles, il élabore enfin une stratégie dans laquelle se trouvent des éléments s'adressant spécifiquement aux filles combattantes.

Le document accorde effectivement une place prépondérante à la perspective genre. Cette considération se traduit par une meilleure compréhension des caractéristiques inhérentes au statut de fille combattante, et une appropriation plus grande des recommandations que les autres documents formels sur lesquels les interventions s'appuient. Dans un premier temps, lorsqu'il établit les principes communs de gestion et de mise en œuvre des opérations, le manuel d'opérations réitère la nécessité de mener un plaidoyer en faveur des filles par des activités de sensibilisation. Le document rappelle l'importance de travailler avec les familles et les communautés afin qu'elles puissent comprendre la vulnérabilité des filles et s'adapter à cette nouvelle réalité. Alors qu'un travail de sensibilisation important auprès des familles et des communautés est planifié, le manuel ne projette pas pour autant l'idée que cela suffira à

mettre un terme à la stigmatisation des filles. C'est pourquoi le manuel se veut rassurant en confirmant l'importance de la discrétion et de la confidentialité des programmes de réinsertion (Gouvernement de la RDC, 2004c).

De plus, le manuel d'opérations souligne l'importance de compter obligatoirement et en présence permanente sur du personnel féminin et qualifié au sein de chaque agence de protection de l'enfance (APE) qui accueille des filles. D'ailleurs, pour la première fois, il est précisé la nécessité de mettre en place dans les SET des logements et des installations sanitaires réservés uniquement aux filles et filles-mères avec leurs enfants. D'autres mesures concernant la santé reproductive et le dépistage des ITS sont également proposées. Qui plus est, l'élaboration d'activités de suivi pour les filles victimes de violences sexuelles est aussi prévue en raison de la stigmatisation importante attribuée à ce genre d'abus. Enfin, il est rappelé l'importance de l'accès à l'éducation et à la formation afin qu'éventuellement, les filles puissent par elle-même subvenir à leurs besoins (Gouvernement de la RDC, 2004c). En somme, dès les premières pages, le manuel d'opérations permet de croire en une approche mieux adaptée à la situation particulière des filles.

Le manuel d'opérations vient par la suite préciser les stratégies de réinsertion des enfants une fois démobilisés. Ainsi, chaque étape de « l'opération de réinsertion », soit le milieu de vie, la recherche et la réunification familiale, la réinsertion sociale et la réinsertion économique, est expliquée en détail (Gouvernement de la RDC, 2004c). Alors que dans les documents précédents la perspective genre était présentée rapidement et peu développée par la suite, dans le manuel, les éléments sexospécifiques de la réintégration sont explicites et intégrés dans l'ensemble du document. L'impression de flou distinguée dans les autres documents apparaît moindre dans le cas du manuel d'opérations. Contre toute attente, nous remarquons une plus grande volonté, où, lorsqu'une mesure ou une problématique touche différemment les filles des garçons, les filles se trouvent considérées de manière spécifique. Autrement dit, elles cessent d'être incluses dans la catégorie plus large des enfants combattants.

Parmi les modalités de réinsertion, le manuel d'opérations décrit les trois principaux milieux de vie pouvant accueillir les enfants avant leur réintégration. Il s'agit

de la réinsertion en milieu familial, en milieu transitoire (SET) ou alternatif. Peu importe le milieu de vie, un suivi individuel est prévu afin d'évaluer les possibilités de la réintégration. Pour les filles et les filles mères, les violences sexuelles font l'objet de mesures de sensibilisation et bénéficient d'un encadrement particulier afin d'éviter leur rejet et leur stigmatisation (Gouvernement de la RDC, 2004c).

Selon le manuel, le milieu de vie privilégié par le programme reste le milieu familial. Toutefois, avant de réintégrer une enfant dans sa famille, l'étape de la réunification familiale doit avoir lieu. Lorsque des membres de la famille sont identifiés, le programme prévoit que soient évaluées les conditions de retour, notamment sur le plan sécuritaire et social avant la réintégration (Gouvernement de la RDC, 2004c). En fait, les APE cherchent à s'assurer que l'environnement d'accueil de l'enfant n'est pas propice à son ré-enrôlement au sein des forces et des groupes armés et qu'il n'est pas non plus propice aux abus et violences de toutes sortes. Dans certains cas où la réunification familiale s'avère délicate ou que des abus sont remarqués lors des suivis de routine, des actions, comme la médiation ou le retrait de l'enfant, sont prescrites. D'où l'intérêt de ce programme à prévoir et assurer des suivis rigoureux (Gouvernement de la RDC, 2004c).

La SET comme second milieu de vie, constitue un passage temporaire, en ce sens que les enfants y demeurent pendant une courte période d'au plus trois mois. La SET accueille les enfants qui, pour différentes raisons, ne peuvent se diriger immédiatement en milieu familial ou alternatif. Elles sont présentes dans le but protéger les enfants et de faciliter leur réintégration vers les autres milieux de vie (Gouvernement de la RDC, 2004c). Nous remarquons que plusieurs recommandations sexospécifiques sont prises en compte dans les SET. D'abord, il est prévu que les logements soient appropriés aux besoins primaires et sécuritaires de tous les enfants. De plus, chaque enfant doit participer activement à son « projet de développement », dans lequel les filles et les garçons sont invités à réfléchir et à participer à leur projet d'avenir. En outre, le manuel souligne l'importance de prendre en compte les craintes et les considérations des enfants lorsqu'ils sont concernés (Gouvernement de la RDC, 2004c). Ce souci particulier, accordé de manière égale aux filles, est exceptionnel dans ce contexte socioculturel qui, normalement, laisse peu de place à l'autodétermination des filles. En effet, dans le

premier chapitre, nous avons démontré que les filles congolaises étaient soumises et qu'elles devaient obéir aux ordres du père ou du frère considérés comme « chefs de famille ». Or, dans les SET, les filles reçoivent le même traitement que les garçons. Cette équité entre les genres qui valorise les filles, leur permet notamment d'augmenter leur sentiment de confiance en elle, ce qui est essentiel à la réintégration sociale et économique (McKay et Mazunara, 2004). Au sein de cette structure d'accueil, le poids de la définition socioculturelle de la féminité semble donc amoindri. De plus, l'écoute et la compréhension des valeurs, des coutumes et des expériences, la mise en place d'un environnement sécuritaire et amical, l'organisation d'activités psychosociales, le tout encadré par du personnel qualifié et formé pour ce type d'intervention spécifique sont autant d'éléments répondant aux besoins sexospécifiques des filles nécessaires pour une saine réintégration (Gouvernement de la RDC, 2004c; McKay et Mazunara, 2004 et Verhey, 2005).

En outre, lorsqu'un enfant est intégré dans un milieu de vie transitoire, des soins spécifiques pour les victimes de violences sexuelles sont également prévus. Tous les enfants reçoivent en plus, un bilan « psycho-médico-social » qui vise d'abord à prendre connaissance de l'état de santé et de développement de l'enfant, mais aussi à bâtir un projet de développement conforme aux expériences vécues et adapté à la réalité sociale et familiale de chacun. Plusieurs formes d'accompagnement sont aussi proposées, comme la formation scolaire, culturelle et spirituelle. Enfin, le manuel encourage fortement l'implication des familles et des communautés lors de cette période de transition afin que tous puissent bénéficier du soutien offert (Gouvernement de la RDC, 2004c).

Puis, comme troisième structure d'accueil, le manuel d'opérations propose le milieu de vie alternatif. « Le milieu de vie alternatif donne à l'enfant l'opportunité d'augmenter sa capacité d'autonomie en quittant un milieu de vie transitoire pour rejoindre un milieu de vie de type familial ou autonome en communauté » (Gouvernement de la RDC, 2004c, para. 189). Le milieu de vie alternatif se trouve donc priorisé avant la SET. Par contre, à l'égard des filles, le manuel se fait prudent et décourage le retour en milieu de vie autonome. Les raisons évoquées sont simples et respectent la tendance observée où, comme mentionné dans le premier chapitre,

beaucoup de filles qui optent pour un retour discret en société loin de leur famille et de leur communauté n'ont d'autre alternative que de vivre des fruits de la prostitution pour subvenir à leurs besoins. Ce milieu d'accueil constitue ainsi une alternative de dernier recours pour celles qui, de retour en milieu familial ou communautaire, sont rejetées et/ou victimes d'abus de toute sorte (Gouvernement de la RDC, 2004c).

Malgré les risques, lorsqu'il est approprié, le milieu de vie alternatif demeure intéressant, puisqu'il renferme une série de possibilités adaptées aux différents besoins. Le manuel parle entre autres, de milieu de vie en « apprentissage résident » dans lequel les enfants reçoivent des formations, de milieu de vie en famille d'accueil ou en adoption, et aussi, de milieu de vie au sein d'une structure spécialisée pour les enfants avec des besoins de suivis particuliers. Dans ce dernier, il s'agit entre autres de centre d'accueil pour enfants handicapés, séropositifs, toxicomanes, orphelins, filles enceintes ou mères, enfants dits « sorciers⁴³ », prostituées ou enfants « bourreaux⁴⁴ » (Gouvernement de la RDC, 2004c).

En outre, le manuel d'opérations détaille également l'étape de réinsertion sociale de manière à respecter le caractère sexospécifique de la réintégration des filles et aussi afin de réduire le plus possible les risques de stigmatisation. Par exemple, pour les filles et les filles mères, il est suggéré qu'elles soient encadrées par une formation académique ou professionnelle, ou alors, dirigées vers l'auto emploi afin qu'elles puissent être maîtresse de leur propre prise en charge (Gouvernement de la RDC, 2004c). D'ailleurs, si au niveau de l'éducation l'ensemble des documents précise son importance, le manuel d'opérations va plus loin et confirme l'intérêt d'offrir à l'ensemble de la communauté un appui à l'éducation afin d'éviter toute discrimination entre les enfants demeurés au sein de leur communauté et ceux qui y sont réintégrés (Gouvernement de la RDC, 2004c). Ce souci d'équité est loin d'être banal, si l'on

⁴³ Les enfants dits sorciers sont au cœur d'une problématique majeure en RDC de même que dans les États voisins. Issue de croyances religieuses, l'accusation de sorcellerie cause de graves préjudices aux enfants qui en sont victimes. Ces derniers sont pourchassés et massacrés. Les enfants touchés sont particulièrement les enfants atteints d'un handicap ou démontrant des comportements jugés inappropriés. Cette pratique de plus en plus répandue est vivement dénoncée par la société civile.

⁴⁴ Régulièrement, les enfants qui ont mené des attaques et commis différents crimes pendant la guerre sont appelés enfants bourreaux.

considère que l'ensemble de la communauté a souffert du conflit. En appuyant l'ensemble de la communauté de manière équitable, il devient plus facile d'éviter la discrimination des enfants combattants et ainsi, de permettre un retour à une vie un peu plus normale. En effet, si ces enfants sont perçus comme des bourreaux, il semble prévisible que les privilèges leur étant accordés soient mal interprétés. D'où ce souci de miser sur une approche inclusive (Cohn et Goodwinn-Gill, 1995). À cet égard, le manuel réitère la volonté du cadre opérationnel quant à l'intérêt de privilégier une approche décentralisée et flexible. Ce document considère qu'il est essentiel de prendre en compte les valeurs de chaque communauté, pourvu que celles-ci s'inscrivent dans le respect des droits de l'enfant (Gouvernement de la RDC, 2004c).

Bref, parce qu'il prend en compte la majorité des problématiques dont peuvent souffrir les filles, le manuel d'opérations renverse l'idée d'un programme formel insouciant des besoins particuliers des filles. Nous constatons que la stratégie définie par le manuel d'opérations propose une gamme non négligeable de mesures sexospécifiques qui tiennent compte des besoins particuliers des filles associées aux forces et aux groupes armés. Ce n'est pas sans surprise que nous observons à travers le manuel d'opérations qu'il existe bel et bien un intérêt quant à la perspective genre et envers les particularités sexospécifiques en termes de réintégration des filles.

Toutefois, bien que ce document fasse preuve d'une plus grande ouverture, il n'en demeure pas moins que le programme formel néglige encore certains éléments essentiels. Par exemple, aucun document n'aborde en détail les nouvelles compétences des filles et les répercussions que ces compétences ont en société. Pourtant, et bien souvent, ces nouvelles compétences sont à la base même des problèmes de réintégration qui émergent, notamment entre les filles et leur famille et leur communauté. Elles sont peut-être traitées de manière équitable dans les SET, mais que deviennent-elles en milieu familial et communautaire? Les nouvelles compétences acquises sont-elles réellement valorisées? Certes, un effort de sensibilisation est proposé, mais qu'en est-il des efforts en termes de réflexion et de valorisation de ces compétences?

En outre, si le manuel prévoit *quoi* faire, peu d'informations sont disponibles à propos du *comment* faire. Alors que les documents formels servent de fondement et de guide pour diffuser les directives de réinsertion, ils n'insistent pas suffisamment sur la stratégie en termes de mécanismes de mise en œuvre et de suivi nécessaires pour soutenir la réintégration des filles, à court, moyen et long terme.

Ainsi, malgré le manuel d'opérations, sur le terrain, les chercheurs et les experts en protection de l'enfance continuent de dénoncer les inégalités subies par les filles et le manque de considération envers le caractère sexospécifique de leur situation. La marginalisation des filles associées au conflit demeure importante et la grande majorité refuse toujours de participer au programme formel de réinsertion.

3.3 Une conceptualisation défailante

À la lumière de nos recherches et de nos observations, nous constatons que la démarche de réintégration n'exclue pas les filles comme nous l'avions préalablement pensé. Il ne s'agit pas non plus d'une négligence de reconnaître leur situation particulière et des besoins sexospécifiques qui découlent de l'expérience vécue au sein des forces et des groupes armés. Dans les deux derniers chapitres, nous avons démontré que le gouvernement, de même que les institutions issues de la communauté internationale, responsables respectivement de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme, ainsi que du financement et de l'exécution reconnaissent la réalité des filles associées au conflit et qu'ils proposent une série de mesures cohérentes avec les dizaines de recommandations répertoriées.

Or, si l'absence des filles ou leur refus de participer au programme de réinsertion formel ne découle pas de l'ignorance de la problématique de la part des acteurs responsables des programmes, pourquoi demeurent-elles en marge? Force est de constater que le programme de réinsertion, offert par le gouvernement et appuyé par les organisations internationales comme la Banque mondiale et l'UNICEF, souffre vraisemblablement d'une défailance importante. Le terme défailance est certainement fort, mais il n'en demeure pas moins qu'il représente le terme le plus approprié dans la situation actuelle.

En fait, depuis le début de notre réflexion, nous avons présenté le contexte particulier dans lequel évoluent les filles et dans lequel le programme de réinsertion pour les filles associées au conflit s'inscrit. Le fruit de ces recherches et de ces observations ne peut nous mener à une autre conclusion.

Dans le premier chapitre, nous avons démontré que les filles, en raison du statut de la féminité dans la société congolaise, sont marginalisées et soumises à un ensemble de pression émanant des hommes, de la loi et de la société en générale. Les rapports sociaux de sexe inégaux contribuent à renforcer et à reproduire les comportements discriminatoires envers les femmes. Ainsi, à leur retour, les filles associées au conflit vivent en quelque sorte un second degré de marginalisation encore plus lourd. D'une part, comme fille leur valeur diminue et, d'autre part, l'expérience acquise lors de leur passage au sein des forces et des groupes armés est incomprise et rejetée. Bref, elles sont victimes d'une discrimination profonde peu importe qu'elle ait combattu ou non, simplement parce qu'elles sont de sexe féminin.

De plus, malgré un programme qui reconnaît la dimension sexospécifique de l'expérience des filles, les lois, les politiques et les pratiques culturelles perpétuent les comportements discriminatoires. Autrement dit, la défaillance se trouve ici expliquée par un programme conçu sans égard à la situation socioculturelle des filles, puisque ce programme n'est pas appuyé par des changements sociaux qui permettraient une réelle réintégration des filles. Le gouvernement met en œuvre un programme sans réfléchir aux changements profonds et obligatoires qu'il requiert.

Dans un deuxième temps, la défaillance s'explique également par nos observations mises en lumière dans le second chapitre. En effet, le programme de DDR, depuis sa création, et même avant, répète les échecs. Ces échecs sont le résultat d'un contexte politique et économique hautement complexe, lequel est marqué par des années de conflits et la reprise régulière des hostilités tant au sein du pays que dans les États limitrophes. À cela s'ajoute l'extrême pauvreté qui affecte, entre autres, la mise en œuvre des programmes sociaux et le développement de structures adéquates pour soutenir les efforts que ce soit en matière d'éducation, de santé, d'emploi, etc. La réintégration des filles doit donc s'exécuter dans un contexte loin d'être propice. Si le

programme encourage l'éducation, le travail, l'accès aux soins de santé, etc., les structures en place ne permettent pas la réalisation de ces projets.

Devant un tel portrait, pourquoi une fille combattante accepterait-elle d'avouer son passé? Qu'aurait-elle à gagner de plus que les risques encourus par cette révélation? Pouvons-nous nous surprendre de leur absence? D'où cette conclusion d'un programme défaillant.

Ainsi, malgré un financement important dirigé vers les enfants associés au conflit⁴⁵, l'exemple de la RDC démontre que la stratégie dirigée vers une logique de financement ne permet pas d'offrir une solution satisfaisante. Si le financement demeure essentiel, dans le cas des filles associées au conflit, non seulement il ne suffit pas, mais la prépondérance accordée à cette logique n'accorde pas d'espace pour la conceptualisation de la problématique ni une remise en question, pourtant inévitable si l'on souhaite réellement atteindre les filles et réussir leur réintégration à long terme. Le programme actuel ne répond pas aux besoins des filles, notamment parce que

le gouvernement et la communauté internationale ont largement ignoré la forte proportion de filles présentes dans les forces et les groupes armés lors de la planification des programmes de démobilisation et de réinsertion pour les enfants (Amnesty International, 2006, p. 15).

D'ailleurs, la Banque mondiale avoue que « très peu de choses sont réellement faites sur les questions de filles et des femmes, et nous connaissons mal le profil de ces personnes » (Amnesty International, 2006, p. 16).

Il semble clair que les responsables de l'élaboration du programme n'ont pas su réfléchir et tenir compte du vrai problème, d'où un programme inadapté au contexte. En concentrant les efforts vers une logique de gestion et de financement, les responsables ont négligé la conceptualisation de la problématique propre au contexte congolais. En réponse aux échecs, des fonds ont été débloqués, sans qu'il y ait de réflexion profonde dirigée vers la source du problème. Ces fonds qui, mal gérés et mal dirigés, n'ont pas su accroître le succès du programme en termes de réintégration.

⁴⁵ Rappelons qu'entre 400 \$ US et 700 \$ US ont été investis par enfant.

Nous remarquons que le gouvernement de la RDC reconnaît les besoins particuliers des filles. Toutefois, l'analyse du programme formel ne permet pas de conclure que le programme répond adéquatement à la problématique de réintégration. En effet, bien que le manuel d'opérations démontre une compréhension et une ouverture importante de la problématique, il n'offre pas de précisions suffisantes en termes d'outils et de moyens de mise en œuvre. En outre,

le document de programme reconnaît que les hommes et les femmes ont été affectés différemment pendant les conflits. Mais l'exécution du programme sur le terrain ne tient pas compte de cette différenciation. Le programme n'a pas les moyens nécessaires pour déterminer le niveau de participation des femmes et filles dans les conflits, la façon dont elles ont été affectées par les conflits, leur nombre exact, leur localisation et leurs besoins spécifiques d'assistance (Fonds africain de développement, 2007, p. 6).

Ainsi, alors que les aspects sexospécifiques apparaissent respecter plusieurs recommandations, le programme formel démontre peu d'impact dans la société. La perception des filles demeure inchangée, puisque celles-ci continuent d'être marginalisées et absentes du programme formel.

La RDC se trouve au cœur d'une crise politique, économique et sociale sans précédent qui ne laisse pas de place à la conceptualisation de la problématique. Autrement dit, nous constatons que le PNDDR reconnaît la dimension genre, mais qu'il réfléchit peu à la mise en œuvre d'une stratégie cohérente tant envers les recommandations sexospécifiques en matière de réintégration des filles associées au conflit que le contexte social, politique et économique. Les quelques recommandations prises en compte semblent d'application faible et ne disposent pas de ressources et de moyens suffisants pour être réalisées pleinement et efficacement.

Par ailleurs, bien que les activités de sensibilisation soient importantes et fortement encouragées, leur portée semble restreinte tant en raison des dangers que du manque de ressources financières et humaines. En outre,

l'étendue du territoire constitue à cet égard une contrainte majeure, qui est aggravée par l'état désastreux des voies de communication. Cette situation est susceptible de limiter la fréquence des missions sur le terrain pour le suivi (Fonds africain de développement, 2007, p. 6).

De plus, dans les documents formels, lorsqu'il s'agit d'activités de sensibilisation, celles-ci visent essentiellement à favoriser la compréhension et l'acceptation des filles perçues comme des victimes. La sensibilisation telle qu'expliquée dans le programme souhaite lutter contre la stigmatisation des filles victimes d'abus et de violence. Bien que cette sensibilisation soit absolument nécessaire pour éviter aux filles d'être rejetées, elle ne s'adresse pas aux autres concepts de genre, notamment le changement.

Ainsi, les filles bénéficient peut-être d'un soutien en tant que victimes, mais rarement en tant que personnes ayant occupé une position d'autorité et avec de nouvelles compétences qui débordent du cadre traditionnel de la féminité. Les rapports sociaux de sexes ne sont pas remis en question, négligeant ainsi les notions de changements et de participation des filles. Car si la participation et les changements vécus par les filles sont pris en compte par les institutions lors du passage en SET, le programme semble peu organisé pour assurer la continuité une fois de retour en milieux familial et communautaire. D'où cette impression que le programme formel ne s'adresse pas et ne répond pas entièrement au phénomène de la marginalisation des filles associées au conflit. Certes, des suivis sont prévus au programme, mais la réalité complexe de la RDC rend difficile l'exécution de cet aspect du programme trop coûteux et orchestré dans un pays trop vaste et trop dangereux pour le peu de ressources humaines et financières disponibles.

Qui plus est, alors que la diffusion du programme à l'échelle du pays se trouve mentionnée dans les documents, il reste que sa diffusion demeure problématique. Lors d'entrevues, des chercheurs ont remarqué l'ignorance des filles de la RDC à propos de la présence d'un programme formel et même de l'illégalité de recruter des enfants. Certaines filles retrouvées dans les SET y étaient arrivées par hasard et mentionnaient que, si les filles étaient informées de l'existence de ce programme, elles y participeraient :

Jeanne ignorait qu'il était illégal pour des groupes armés de recruter des moins de 18 ans. Elle n'était pas davantage au courant des efforts de démobilisation des enfants. [...] Jeanne connaît quatre autres filles dans son ancien groupe armé et d'autres filles du voisinage qui ont été recrutées temporairement ou qui se sont évadées. Selon elle, les filles qui se trouvent encore parmi des groupes armés ignorent tout du DDR (Verhey, 2005, p. 416).

Un travail considérable demeure pour faire en sorte que les filles soient informées de ce programme et des possibilités de réintégration.

Tout repose ainsi sur une question d'application d'un programme dans contexte particulier et peu favorable à la féminité. Le gouvernement peut bien promouvoir des programmes qui respectent les recommandations sexospécifiques, s'il ne bénéficie pas de structures politiques, économiques et sociales pour appuyer convenablement ces projets et si du financement à l'exécution, aucune place n'est laissée à la conceptualisation de la problématique, comment peut-il espérer connaître du succès, lorsqu'un changement de mentalité à l'égard du genre et des rapports sociaux de sexe s'impose? Comme l'affirment, Susan McKay et Dyan Mazunara,

plutôt que de partir de la notion de « victimes à guérir » avec l'idée de leur faire regagner une norme que pourtant elles ne pourront jamais réintégrer, il faut plutôt adopter, envers les filles et les jeunes femmes, une approche holistique et sexospécifique qui tient compte des dimensions physiques, psychologiques, spirituelles et sociales de la guérison et de la réinsertion sociale (...) Cette approche holistique doit tenir compte du contexte politique et économique bien concret dans lequel les filles évoluent et cherchent à bâtir leur vie (McKay et Mazunara, 2004, p. 140).

C'est donc à ce niveau que se situe le problème, car vraisemblablement, le souci de cohésion entre le programme et la réalité sociale, économique, politique et culturelle échappe à la stratégie proposée sur le terrain. C'est pourquoi alors que des dizaines de millions de dollars sont investis, le programme ne connaît toujours pas de succès. Il reconnaît la dimension genre du conflit et comment les filles sont affectées différemment par leur expérience au sein des forces et des groupes armés, mais en négligeant les changements vécus et en tentant de réintégrer les filles dans une réalité patriarcale contraire à tout ce qu'elles ont vécu, le programme passe complètement à côté. Les filles associées au conflit doivent ainsi réintégrer un environnement peu propice à leur épanouissement personnel et leur développement socio-économique. Confinées à des rôles traditionnels, victimes de la crainte et du rejet de leurs pairs et encadrées par des infrastructures inadéquates, voir inexistantes, les filles demeurent pour la plupart marginalisées, ne bénéficiant pas de l'appui psychologique et médical nécessaire, ni du soutien en termes de mobilité socio-économique.

En somme, il ne suffit pas de reconnaître la problématique et de débloquent des fonds. Il appert primordial que la logique de financement et d'exécution laisse une place à la conceptualisation de la problématique. Pour que la réintégration soit efficace, le financement et l'exécution doivent être menés en complémentarité avec des changements sociaux, politiques et économiques, lesquelles découlent nécessairement d'une réflexion qui ouvre la porte à des changements sexospécifiques. Peu importe les activités destinées à la réintégration des filles, si le gouvernement et les acteurs responsables du financement et de l'exécution ne réfléchissent pas aux fondements de la problématique, les solutions envisagées ne sauront répondre adéquatement à la situation des filles.

Cette analyse nous permet donc de constater que des efforts sont menés et qu'il existe un intérêt envers les nombreuses recommandations et pour répondre à la situation. Si, en théorie quelques actions et comportements apparaissent respecter et mettre en œuvre les recommandations sexospécifiques, le problème réside dans leur compréhension et leur application sur le terrain. Bien que l'étape de la reconnaissance soit franchie, encore faut-il développer, réaliser et mesurer des activités qui respectent le contexte particulier de la RDC, tout en favorisant un changement dans les lois et les normes culturelles. Pour espérer du succès, il est déterminant que des gestes concrets en appui au programme soient posés envers l'égalité des rapports sociaux de sexe, la valorisation de la féminité, la participation des filles, la compréhension et l'acceptation des changements dans le rôle traditionnel, et enfin, le développement d'institutions sensibles au concept de genre. La création d'outils d'application et la mise en œuvre de mécanismes de suivi et d'évaluation demandent peut-être des ressources humaine et financière importantes, mais ils sont autant d'éléments importants qui doivent être considérés afin de permettre la réintégration à long terme des filles associées aux forces et aux groupes armés.

CONCLUSION

Il est facile de se sentir dépassé ou de devenir insensible devant les statistiques déprimantes quand on parle de centaines, de milliers et de millions d'enfants touchés par la guerre. Toutefois, pour résoudre les problèmes des enfants dans les conflits armés, il est essentiel de se rappeler que chaque chiffre et chaque statistique représentent la vie d'un enfant, soit le fils, la fille, le frère ou la sœur de quelqu'un⁴⁶ (Machel, 2001, p. 6).

Plus que percutante, cette citation nous rappelle l'importance de réfléchir aux problématiques au-delà des chiffres et des statistiques. Bombardés par de nombreux constats et des pourcentages, il devient facile de perdre de vue l'individu qui subit cette situation au quotidien. D'où l'intérêt de ce travail de recherche de s'intéresser non seulement à une problématique spécifique, mais à une problématique peu explorée et observée dans un contexte précis. La réalité des filles associées au conflit en est une de plus en plus connue, mais encore aujourd'hui, peu d'efforts canalisés vers elles portent leurs fruits. Malgré une reconnaissance de leur rôle dans le conflit et leur situation particulière, et malgré leur proportion, les filles demeurent nettement absentes des programmes de réinsertion réduisant alors leur chance de connaître une saine réintégration au sein de leur famille et de leur communauté.

En RDC, la situation est particulièrement intéressante, car si les filles représentent 40 % des enfants impliqués dans le conflit, leur taux de participation au programme de DDR demeure loin d'être aussi important. En effet, comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, seulement 15 % des filles ont pris part au processus de DDR formel. Confrontés à ce constat et devant les nombreux problèmes rencontrés par les filles lorsqu'elles retournent parmi leur communauté et leur famille, nous nous sommes demandé quelle réintégration est possible pour ces filles. Ainsi, en explorant les différents enjeux de la problématique des filles associées au conflit en RDC, nous avons tenté de comprendre pourquoi 85 % des filles associées au conflit demeurent en marge du programme de réinsertion.

⁴⁶ Notre traduction

Deux hypothèses ont guidé notre réflexion. D'abord, nous avons suggéré que la conception socioculturelle traditionnelle au sein de la société congolaise reproduit une définition de la femme comme étant soumise et destinée uniquement à la prise en charge du ménage. Deuxièmement, nous avons postulé que le programme de réinsertion en RDC néglige le caractère sexospécifique de l'expérience des filles associées au conflit, contribuant aux inégalités de genre et menant à la marginalisation des filles. Puisque l'expérience des filles associées au conflit transgresse considérablement les principes de la féminité véhiculés au sein de la société congolaise et que les besoins spécifiques des filles ne semblent pas adressés adéquatement par le programme de réinsertion, nombreuses sont celles préférant passer sous silence leur passage au sein des forces et des groupes armés.

Nous avons abordé la question sous une perspective sexospécifique, laquelle nous a permis d'étudier la question en termes de genre, de rapports sociaux de sexe, de changement, de participation et de rôle des institutions. Ces concepts ont certainement permis de saisir la problématique dans ses nuances et ses complexités particulières. L'analyse sexospécifique était tout à fait appropriée à la question de recherche, puisqu'elle a offert la possibilité d'explorer les fondements de la problématique, et ainsi, de répondre au besoin d'analyser la question de manière holistique.

Notre démarche s'est articulée en trois chapitres distincts, lesquels s'inscrivent dans un continuum d'idées. Au cœur de chacun des chapitres, nous avons identifié, présenté et exploré les enjeux expliquant la faible efficacité du programme de réinsertion déployé en RDC. Dans le premier chapitre, nous avons dressé un portrait de l'expérience vécue par les filles, de leur enrôlement à leur retour en société. Nous nous sommes également intéressés au contexte socioculturel particulièrement en termes de genre, de rapports sociaux de sexe, de changement, de participation et d'institutions. Dans le second chapitre, nous avons brièvement discuté de la situation politique et économique du pays, en plus de présenter les acteurs impliqués. Enfin, dans le troisième chapitre nous avons recensé les principales recommandations et analysé le programme formel de réinsertion mis en œuvre en RDC dans un contexte socioculturel, politique et économique peu propice à la réintégration des filles associées aux forces et aux groupes armés.

Nous avons donc amorcé notre réflexion en nous intéressant à la situation des filles de la RDC. Il était primordial d'observer le contexte social, dans lequel les filles évoluent, pour réaliser dans quel environnement elles se trouvent réintégrées. Il nous fallait saisir les différents éléments de leur réalité et les obstacles à leur réintégration afin de comprendre pourquoi elles préfèrent taire leur passé de combattante plutôt que de profiter des avantages possibles d'un programme de DDR. Nous avons constaté que les filles et les femmes de la RDC sont frappées d'une discrimination importante qui laisse peu d'espace pour leur épanouissement. Elles sont fortement stigmatisées, marginalisées et souvent placées dans une situation de précarité. Or, il est consternant de voir que non seulement cette marginalisation émane des traditions et des pratiques socioculturelles, mais celles-ci sont renforcées par le cadre juridique et politique. Le statut de la féminité se trouve lourdement écrasé sous le poids de la masculinité et comme statut dominant, la masculinité ne laisse pas de place à l'autodétermination de la femme, laquelle apparaît reléguée au rôle de soumission et de passivité. Nous avons établi que ce devoir d'obéissance représente vraisemblablement le plus grand obstacle à la réintégration des filles associées au conflit, et ce, pour plusieurs raisons.

D'abord, nous avons démontré que, lors de leur passage dans les forces et les groupes armés, les filles sont bien souvent victimes d'abus et sévices de toute sorte, particulièrement sexuels. Une fois de retour, aux yeux de leur famille et de la communauté, ces filles semblent avoir perdu toute forme de valeur. La pratique de la dot étant répandue, une fille qui perd sa virginité avant le mariage ne vaut plus rien. Perçues comme « inintéressantes » et sans vertu, elles représentent souvent un fardeau pour les familles, sans compter les enfants qu'elles peuvent avoir eus et/ou les séquelles psychologiques et physiques qui demandent des soins spécifiques. Il y a aussi la crainte fondée de voir le « mari » soldat revenir chercher la fille.

Au-delà du rôle d'épouse et d'esclave sexuel, nous avons également discuté des rôles tactiques et stratégiques qu'elles peuvent occuper. Leur participation implique bien plus que les rôles traditionnels associés à la féminité. Les filles sont armées et participent activement au combat; certaines occupant même des positions d'autorité. Nombreuses sont celles qui, pour se défendre devant l'ennemi ou leurs pairs, font preuve d'une plus grande agressivité, voir d'une sombre violence. Autrement dit, elles

acquièrent une expérience et développent certains comportements normalement réservés ou attribués aux hommes et, lorsqu'elles reviennent, cette expérience se trouve largement condamnée. Les filles sont stigmatisées par crainte et par incompréhension. D'une part, on appréhende leur violence et leur agressivité et, d'autre part, on refuse de reconnaître les nouvelles compétences acquises, alors que celles-ci s'avèrent souvent très utiles, notamment dans un contexte de reconstruction. Bref, leur violence semble présumée, alors que leurs compétences sont niées.

En somme, le contexte social dans lequel les filles évoluent semble peu enclin à accepter les particularités sexospécifiques des filles associées au conflit. Il ne valorise pas le statut de la féminité et refuse de reconnaître les changements et la participation des filles. L'expérience des filles au sein des forces et des conflits armés est fondamentalement opposée à la culture traditionnelle congolaise et, conséquemment, peu d'entre elles osent dévoiler leur expérience par peur de subir les représailles de leur famille, leur communauté, de même que des groupes armés. Il s'agit d'un obstacle de taille auquel les filles sont confrontées et auquel le programme de réinsertion doit pouvoir répondre.

En outre, si le contexte socioculturel ne facilite pas la réintégration des filles, les contextes politique et économique décrits dans le deuxième chapitre semblent également loin d'être propices à la réintégration des filles. La recrudescence fréquente des hostilités et la faible gouvernance n'offrent pas l'appui nécessaire à la mise en œuvre du programme de DDR. Depuis le tout premier conflit qui a éclaté en 1996, le pays ne cesse de vivre les soubresauts de la guerre. Les accords de cessez-le-feu et la présence des Nations Unies n'ont pas su mettre un terme aux affrontements réguliers qui opposent le gouvernement à différentes factions issues de la RDC et d'États voisins. En quelques années seulement, quatre initiatives ont été proposées pour encadrer le DDR. De la BUNADER à l'UEPN-DDR, la réalisation du PNDRR a connu plusieurs bouleversements au détriment des milliers d'hommes, de femmes, de garçons et de filles associés au conflit. Bref, le conflit, les lacunes en matière de gouvernance, ainsi que la gestion inefficace des fonds déployés ont considérablement nui à la mise en œuvre du programme de DDR, particulièrement en matière de réinsertion des enfants.

Tant le gouvernement responsable de l'élaboration que les institutions issues de la communauté internationale responsables du financement et de l'exécution des programmes, comme la Banque mondiale, la MONUC et l'UNICEF ne parviennent pas à concevoir et à appliquer un programme adéquat dans un tel environnement. D'autant plus que, malgré les efforts et la bonne volonté des acteurs, les institutions en place ne permettent pas non plus de réaliser les programmes. Malgré l'abondance des ressources, la RDC est l'un des pays les plus pauvres d'Afrique et la population ne bénéficie pas du soutien des institutions. Les infrastructures lourdement affectées par la guerre et la pauvreté sont inaptes à soutenir le développement de programmes sociaux destinés aux domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi, etc. Sous l'angle de la réintégration, cela se traduit par un programme mal administré où l'étape de la réinsertion a été négligée, de même que par un environnement peu accueillant pour les filles. Conséquemment, la réintégration réussie des filles apparaît difficilement concevable.

Enfin, dans notre troisième chapitre, après avoir examiné le contexte socioculturel, politique et économique congolais, nous avons terminé notre travail de recherche par un recensement des principales recommandations proposées en matière de réintégration des filles associées au conflit, puis par l'évaluation du programme de DDR, à savoir comment il répond à la situation des filles associées au conflit dans un contexte patriarcal et hostile. Aussi, nous avons répondu à notre question de recherche et conclu que notre hypothèse n'offre pas nécessairement la meilleure réponse.

Ainsi, pour atteindre les filles nous avons repéré plusieurs recommandations, lesquelles ont été regroupées sous six grandes catégories, soit : mobiliser les ressources sur le terrain, les orientations du programme, les activités de sensibilisation, les soins et les besoins spécifiques, le développement socio-économique et la sécurité. Certaines des recommandations pourraient très bien s'insérer dans plus d'une catégorie d'où l'importance d'appliquer les recommandations en complémentarité. La réponse offerte par un programme de réintégration doit donc agir sur plusieurs fronts tant de manière simultanée que consécutive. Il s'agit certainement d'une difficulté supplémentaire, mais pour permettre une réelle réintégration, nous avons démontré que chacune des recommandations mérite la considération des acteurs impliqués.

Dans un deuxième temps, par l'évaluation du programme, des différents acteurs et des documents qui encadrent sa réalisation, nous avons découvert que le programme ne néglige pas le caractère sexospécifique de la participation des filles dans le conflit. En effet, il identifie plusieurs difficultés auxquelles sont confrontées les filles et propose des moyens de réinsertion et de réintégration particuliers afin de répondre aux besoins sexospécifiques. Bien entendu, ce ne sont pas tous les concepts de genre et les recommandations sexospécifiques qui sont pris en compte. La notion de changement représente un exemple flagrant « d'oubli » de leur part. En effet, le programme formel n'aborde pas les nouveaux rôles acquis par les filles et n'offre pas de solutions autres que la sensibilisation pour ce qui est des problèmes intrinsèques au statut de la féminité. Le gouvernement ne propose pas non plus d'effectuer une révision législative fidèle aux principes de genre pourtant défendus dans le programme. Ainsi, alors qu'à l'étape de réinsertion il privilégie la participation des filles afin qu'elles soient impliquées dans les décisions qui les concernent, lorsque les filles tentent de réintégrer leur famille et leur communauté, la notion de participation des filles devient la plupart du temps caduque. Dans les centres de transition, les filles se font offrir la possibilité de décider pour elles-mêmes, alors que dans la communauté, elles doivent répondre au critère de passivité et de soumission afin d'être tolérées. Qui plus est, malgré une reconnaissance des enjeux sexospécifiques à travers l'énoncé du manuel d'opérations, peu de directives sont proposées afin de guider et de soutenir l'action sur le terrain. Il existe donc un clivage évident entre les principes du programme et la capacité de les réaliser et de les poursuivre une fois de retour en communauté.

En somme, à travers notre démarche nous constatons que la réintégration des filles associées aux forces et aux groupes armés est encadrée par un programme qui reconnaît la dimension genre, mais qui souffre de lacunes majeures empêchant son succès. D'une part, le programme est offert sans être appuyé d'initiatives structurantes qui contribueraient aux changements socioculturels permettant l'épanouissement de la féminité au sein de la société. La révision des lois et l'élimination des normes et des pratiques qui marginalisent ces filles ne profitent pas d'une réflexion et d'actions incitant un changement. D'autre part, le contexte politique et économique critique dans lequel la RDC semble coincée ne permet pas la réalisation des projets mis de l'avant par

le programme. Les institutions absentes ou ravagées par les années de conflits et de grande pauvreté ne peuvent soutenir efficacement les initiatives en matière d'éducation, de travail, de santé, etc., pourtant identifiées comme parties prenantes au succès du programme.

D'où notre conclusion d'un programme défaillant. Les acteurs impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre du programme ont choisi une stratégie axée sur une logique de gestion et de financement, négligeant alors la conceptualisation de la problématique. Des sommes colossales ont été consenties et réinvesties malgré les faibles résultats. Comme quoi les fonds débloqués seraient éventuellement profitables. S'il est vrai que le financement demeure vital au succès d'un programme, l'exemple de la RDC prouve qu'il doit être accompagné d'une réflexion profonde à l'égard du contexte et de la situation propre au groupe cible. Il y a lieu de réfléchir aux fondements de la problématique et de travailler à la mise sur pied de programmes fidèles à la réalité et aux constats. Il apparaît d'autant plus important d'appuyer cette démarche par de réels changements sociaux. Par exemple, alors qu'il est reconnu que les filles préfèrent taire leur passé, quel intérêt trouveront-elles dans un programme de réinsertion qui promeut l'éducation, lorsqu'en réalité il leur sera demandé de s'occuper de tâches ménagères plutôt que d'aller à l'école? Sans oublier que la majorité des écoles se trouve dans un état lamentable et que celles encore debout servent souvent de lieu de recrutement.

La défaillance du programme s'explique donc par une stratégie qui ne tient pas suffisamment compte de la réalité socioculturelle, politique et économique du pays dans laquelle les filles et l'ensemble de la population sont plongés. Si la reconnaissance du genre et la considération des besoins sexospécifiques des filles apparaissent positives encore faut-il aller plus loin et appuyer la reconnaissance par une démarche cohérente avec la réalité sexospécifique. Or, celle-ci ne peut se faire sans une meilleure conceptualisation de la problématique, laquelle doit ensuite profiter d'une volonté politique et sociale dirigée vers la paix et un changement de mentalité.

Les besoins des filles soldats doivent être envisagés dans le contexte où la discrimination et les inégalités entre les genres sont profondément ancrées. Cette discrimination précède les conflits armés, elle facilite l'atteinte

des droits humains contre les femmes et les filles pendant les hostilités et elle persiste dans même lorsque cessent les hostilités⁴⁷ (La Coalition, 2008, p. 29).

Cela soulève d'ailleurs une autre problématique, soit celle de mesurer et d'assurer les suivis nécessaires dans un contexte aussi volatil et épars. Pour assurer l'adhésion des acteurs impliqués, qu'il s'agisse du gouvernement, de la communauté internationale, des ONG, des groupes armés, des familles, des communautés et des filles elles-mêmes, encore faut-il être en mesure d'assurer un suivi efficace. Pour l'heure, les suivis apparaissent difficilement réalisables. Par exemple, selon le MDRP, un travailleur social nécessite parfois jusqu'à quatre jours en bateau et à pied pour rejoindre un enfant. Avec le peu de moyens et les risques encourus, « en atteindre 30 000 semble donc totalement irréaliste⁴⁸ » (MDRP, 2010, p. 26).

Ainsi, la capacité à évaluer le succès de la réintégration et à mesurer l'impact des changements socioculturels et politiques, provoqués notamment par une réforme législative et diverses activités de sensibilisation, représente un autre enjeu majeur qui mérite d'être étudié. Sans quoi, malgré toute la volonté des acteurs impliqués à élaborer une stratégie cohérente avec la réalité et dirigée vers un changement de mentalité, la réintégration des filles associées au conflit à court, à moyen et à long terme ne sera toujours pas assurée.

⁴⁷ Notre traduction.

⁴⁸ Notre traduction.

BIBLIOGRAPHIE

MONOGRAPHIES

- Beah, Ishmael. *A Long Way Gone: Memoirs of a Boy Soldier*, Vancouver : Douglas and McEntyre, 2007, 229 p.
- Brett, Rachel et Irma Specht. *Young soldiers why they choose to fight*, Boulder : Lynne Rienner, 2004, 192 p.
- Briggs, Jimmie. *Innocents Lost: When Child Soldiers Go to War*, New-York : Basic Books, 2005, 188 p.
- Bureau international des droits des enfants. « Profil national de la République démocratique du Congo », dans *Faire des droits de l'enfant une réalité dans la région des Grands Lacs africains : profils nationaux sur le Burundi, le Congo, la RDC et le Rwanda*, 2008, Montréal, pp. 131-198
- Byrne, Bridget. « Vers une compréhension du conflit selon une perspective sexospécifique », dans Ministère des Affaires étrangères et Commerce Canada, *La problématique homme-femme et les opérations de paix*, module 3, pp. 33-48, disponible en ligne à l'adresse www.genderandpeacekeeping.org/resources/3_Vers_une_comprehension_du_conflit.pdf
- Callamard, Agnès. *Méthodologie de recherche sexospécifique*, Ontario : Vanier, 1999, 76 p.
- Carlson, Khristopher et Dyan Mazunara. « Combattantes et prisonnières : la présence des filles et de jeunes femmes dans les forces armées de la Sierra Leone », dans Rioux, Jean-Sébastien et Julie Gagné (dir.), *Femmes et conflits armés : réalités, leçons et avancement des politiques*, Ste-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 2005, pp. 61-90
- Cheuzeville, Hervé, Kadogo. *Enfants des guerres d'Afrique centrale : Soudan, Ouganda, Rwanda, R-D Congo*, Paris : L'Harmattan, 2003, 311 p.
- Coalition pour mettre fin à l'utilisation d'enfants soldats (La). *Child Soldiers Global Report 2008*, Londres : La Coalition pour mettre fin à l'utilisation d'enfants soldats, 2008, 418 p.
- Cohn, Ilene et Guy S. Goodwin-Gill. *Enfants soldats : le rôle des enfants dans les conflits armés*, Montréal : Éditions du Méridien, 1995, 267 p.

- Coulter, Chris, Mariam Persson et Mats Utas. *Young Female Fighters in African Wars: Conflict and Its Consequences*, Uppsala, The Nordic Africa Institute (Nordiska Afrikainstitutet), 2008, 51 p.
- De Montigny, Chentale. « DDR, enfants et conflits armés : une protection inadéquate? », dans Yvan Conoir et Gérard Verna (dir.), *DDR – Désarmer, démobiliser et réintégrer*, Canada : Les Presses de l'Université Laval, 2005, Chapitre 3.2.1, pp. 365-383.
- _____. *Victimes et bourreaux : Quelle protection pour les enfants soldats*, Montréal : Université du Québec à Montréal, 2006, 128 p.
- Ferris, Elizabeth, *Femme, guerre et paix*. Uppsala : Life and Peace Institute, 2005, 64 p.
- Gagné, Katia. « L'évolution des droits humains et la prévention de l'utilisation des enfants dans les conflits armés », Montréal : Université du Québec à Montréal, 2003, 111 p.
- Guimont, Corinne. *L'enjeu « femme et environnement » dans le développement minier en Afrique*, Montréal : Université du Québec à Montréal, 2006, 102 p.
- IASC. « Femmes, filles, garçons et hommes : Des besoins différents, des chances égales », *Guide pour l'intégration des l'égalité des sexes dans l'action humanitaire*, New-York, Nations Unies, 2008, 128 p.
- Kasongo, Missak et Pamphile Sebahara. *Le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des combattants en RD Congo*, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, 2006, en ligne à www.grip.org/bdg/g1054.html, consulté le 28 mai 2009
- Keairns, Yvonne. *The Voices of Girl Child Soldiers*, New-York : Quaker UN Office, 2002, 25 p.
- Keitetsi, China. *La petite fille à la Kalachnikov : ma vie d'enfant soldat*, Bruxelles : Éditions Complexe, 2004, 265 p.
- Kourouma, Ahmadou. *Allah n'est pas obligé*, Paris : Éditions du Seuil, 2000, 232 p.
- Laliberté, Danièle. « L'approche sexospécifique de la programmation humanitaire en zone de conflit armé », dans Rioux, Jean-Sébastien et Julie Gagné (dir.), *Femmes et conflits armés : réalités, leçons et avancement des politiques*, Ste-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 2005, pp. 127-138
- London, Charles. *One Day the Soldiers Came: Voices of Children in War*, New-York et Londres : HarperPerennial, 2007, 265 p.
- Machel, Graça. *The Impact of War on Children*, Londres : Hurst & Co, 2001, 230 p.

- March, Candida. Ines Smyth et Maitrayee Mukhopadhyay, *A Guide to Gender-Analysis Frameworks*, Oxford : Oxfam Publications, 1999, 144 p.
- McKay, Susan. « Reconstructing Fragile Lives: Girls Social Reintegration in Northern Uganda and Sierra Leone », dans Sweetman, Caroline (dir.), *Gender, Peacebuilding, and Reconstruction*, Oxford : Oxfam, 2005, pp. 19-31
- _____. « Women, Human Security, and Peace-building: A Feminist Analysis », dans IPSHU English Research Report Série no.19, *Conflict and Human Security: A Search for New Approaches of Peace-building*, 2004, Chapitre 7, pp. 152-175
- _____. « How do you mend broken hearts? Gender, war and impacts on girls in fighting forces », dans G. In Reyes (Éd.), *The Handbook of International Disaster Psychology*, vol. 4, Westport : Praeger Publishing Company, 2006, pp.45-60.
- McKay, Susan et Dyan Mazurana. « Girls in militaries, paramilitaries, and armed opposition groups », *International Conference on War-affected Children*, New-York, Département des Affaires étrangères et Commerce international Canada et l'UNICEF, 2000
- _____. *Où sont les filles? La vie des filles enrôlées dans les forces et groupes armés pendant et après un conflit : les cas du nord de l'Ouganda, de la Sierra Leone et du Mozambique*, Montréal : Droits et démocratie, 2004, 163 p.
- Peterson V., Spike et Anne Sisson Runyan. *Global Gender Issues*, 2^e édition, Boulder : Westview Press, 1999, 279 p.
- Rioux, Jean-François et Katia Gagné. « La protection des enfants affectés par les conflits armés », dans Conoir, Yvan et Gérard Verna (dir.), *L'action humanitaire du Canada – histoire, concepts et pratiques de terrain*, Canada : Presses de l'Université Laval, pp. 83-98
- Rutaka, André. *La problématique du genre en République démocratique du Congo (RDC/Zaïre)*, 2002, 11 p.
- Schmitz, Mark (dir.). *La guerre : enfants admis*, Belgique : Coédition GRIP et Éditions Complexes, 2001, 184 p.
- Singer, Peter Warren. *Children at War*, New-York : Pantheon Books, 2005, 269 p.
- Specht, Irma. « Les jeunes dans le processus de DDR », dans Conoir, Yvan et Gérard Verna (dir.), *DDR – Désarmer, démobiliser et réintégrer*, Canada : Les Presses de l'Université Laval, 2005, Chapitre 3.2.3, pp. 421-447
- Tshibilondi Ngoyi, Albertine. *Enjeux de l'éducation de la femme en Afrique : Cas des femmes congolaises du Kasai*, Paris : L'Harmattan, 2005, 269 p.

Verhey, Beth. « Atteindre les filles : les filles associées aux groupes et forces armées en République démocratique du Congo », dans Yvan Conoir et Gérard Verna (dir.), *DDR – Désarmer, démobiliser et réintégrer*, Canada : Les Presses de l'Université Laval, 2005, Chapitre 3.2.2, pp. 385-419

ARTICLES

AFP. « La Cour suprême incompétente pour juger Laurent Nkunda », *Jeune Afrique*, 27 mars 2010, en ligne à www.jeuneafrique.com, consulté le 30 mars 2010

Fox, Mary-Jane. « Girl Soldiers: Human Security and Gendered Insecurity », *Security Dialogue*, vol. 35, no 4, 2004, pp.465-479

Gouby, Melanie, Evariste Mahamba et Esperance Nzigire. « Les milices continuent à faire pression sur les enfants », *Institute for War and Peace Reporting*, no 241, 8 janvier 2010, en ligne à http://iwpr.net/?apc_state=henfacr359007&l=fr&s=f&o=359007, consulté le 23 janvier 2010

Harispe, Francois-Xavier. « Reintegrating Child Soldiers in DR Congo: Fears for the Girls », *AFP*, 13 avril 2004, en ligne à www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/AllDocsByUNID/2bc23bc85df0304e85256e750071341e, consulté le 19 novembre 2008

Mazunara, Dyan, Susan McKay, Khristopher Carlson et Janel Kasper. « Girls in Fighting Forces and Groups: Their Recruitment, Participation, Demobilization and Reintegration », *Peace and Conflict: Journal of Peace Psychology*, vol. 8, no 2, juin 2002, pp. 97-123

McKay, Susan. « The Effects of Armed Conflict on Girls and Women », *Peace and Conflict: Journal of Peace Psychology*, vol. 4, no 4, février 1998, pp. 381-392

MDRP. « Le MDRP lance LEAP, un programme de renforcement des aspects genres dans le DDR », *Actualités et à noter*, no 16, 4 décembre 2007, 3 p.

_____. « MDRP-Nouvelles de la RDC », *Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration*, no 1, juin 2008, 3 p.

Somasundaram, Daya. « Child Soldiers: Understanding the Context », *British Medical Journal*, vol. 324, mai 2002, pp. 1268-1271

Verhey, Beth. « Child Soldiers: Preventing, Demobilizing and Reintegrating », *Africa Region Working Paper Series*, no 23, novembre 2001, 37 p.

PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES ET INTERNATIONALES

Amnesty International. « République démocratique du Congo », *Amnesty International Report 2008*, en ligne à <http://archive.amnesty.org/report2008/eng/regions/africa/democratic-republic-of-the-congo.html>, consulté le 13 octobre 2008

Banque mondiale. *DDR en République démocratique du Congo : Mis à jour*, 2009, 7 p.

Caritas Internationalis. *Rapport annuel 2008*, 28 p.

Fonds africain de développement. Département du développement humain. *République démocratique du Congo : Projet d'appui à la réinsertion socio-économique post-conflit (PARSEC) – Rapport d'évaluation*, 2007, 54 p.

Gouvernement de la République démocratique du Congo. *Constitution de la République démocratique du Congo du 18 février 2006*

_____. *Décret n° 03/027 du 16 septembre 2003 fixant les attributions des Ministères*

_____. *Décret n° 03/041 du 18 décembre 2003 portant création du Comité interministériel chargé de la conception et de l'orientation en matière de DDR*

_____. *Décret n° 03/042 du 18 décembre 2003 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion, en sigle CONADER*

_____. *Décret n° 03/043 du 18 décembre 2003 portant création, organisation et fonctionnement du Comité de Gestion des Fonds de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion, en sigle CGFDR*

_____. *Décret n° 05/041 modifiant et complétant le Décret n° 03/042 du 18 décembre 2003 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion, en sigle CONADER*

_____. *Loi n° 87-010 du 1^{er} août 1987 portant code de la famille*

_____. *Loi n° 015/2002 du 16 octobre 2002 portant Code du Travail*

_____. *Loi n° 06/018 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le Décret du 30 janvier 1940 portant Code pénal congolais*

_____. *Loi n° 06/019 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le Décret du 06 août 1959 portant code de procédure pénale congolais*

_____. *Loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant*

_____. Ministère de la Condition féminine et Famille. *Synthèse des 4^{ème} et 5^{ème} rapports sur l'état d'application de la CEDEF en République démocratique du Congo*, août 2006, 28 p.

_____. *Ordonnance n° 07/057 du 14 juillet 2007 portant création, organisation et fonctionnement de l'unité d'exécution du programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion, en sigle UEPN-DDR*

- _____. *Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion*, 2004, 44 p.
- _____. *Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion, Cadre opérationnel pour enfants associés aux forces et groupes armés*, 2004(b), 20 p.
- _____. *Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion, Manuel d'opérations pour la prévention, le retrait et la prise en charge des enfants associés aux forces et groupes armés*, 2004(c), 69 p.
- Gouvernement du Canada. *Étude Machel, 1996-2000 : étude critique des progrès accomplis et des obstacles soulevés quant à l'amélioration de la protection accordée aux enfants touchés par la guerre*, Ottawa, 2000, 68 p.
- Human Rights Watch. « DR Congo: Army Should Stop Use of Child Soldiers », avril 2007, en ligne à <http://hrw.org/english/docs/2007/04/19/congo15732.htm>, consulté le 21 novembre 2008
- NATIONS UNIES. Assemblée Générale. *Convention relative aux droits de l'enfant (1989)*, (A/RES/44/49), 20/11/1989
- _____. Assemblée Générale. *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979)*, (A/RES/34/180), 18/12/1979
- _____. Centre de ressources du DDR. « What is DDR ? », en ligne à www.unddr.org, consulté le 19 décembre 2008
- _____. Comité des droits de l'enfant. *Examen des rapports présentés par les États parties en application de l'article 44 de la Convention ; Deuxième rapport périodique des États parties devant être soumis en 1997 : République démocratique du Congo*, 24 juillet 2008, CRC/C/COD/2, 48^e session, 55 p.
- _____. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. *Observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes : République démocratique du Congo*, 2006, CEDAW/C/COD/CO/5, 25 août 2006, 9 p.
- _____. Conseil de sécurité. *Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés en République démocratique du Congo (2006)*, (S/2006/389), 13/06/2006
- _____. Conseil de sécurité. *Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés en République démocratique du Congo (2007)*, (S/2007/391), 28/06/2007
- _____. Conseil de sécurité. *Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés en République démocratique du Congo (2008)*, (S/2008/693), 10/11/2008

- _____. Conseil de sécurité. *Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés en République démocratique du Congo (2010)*, (S/2010/369), 09/07/2010
- _____. Conseil de sécurité. *Résolution 1234 (1999)*, (S/RES/1234), 09/04/1999
- _____. Conseil de sécurité. *Résolution 1258 (1999)*, (S/RES/1258), 06/08/1999
- _____. Conseil de sécurité. *Résolution 1261 (1999)*, (S/RES/1261), 25/08/1999
- _____. Conseil de sécurité. *Résolution 1314 (2000)*, (S/RES/1314), 11/08/2000
- _____. Conseil de sécurité. *Résolution 1325 (2000)*, (S/RES/1325), 31/10/2000
- _____. Conseil de sécurité. *Résolution 1379 (2001)*, (S/RES/1379), 20/11/2001
- _____. Conseil de sécurité. *Résolution 1460 (2003)*, (S/RES/1460), 30/01/2003
- _____. Conseil de sécurité. *Résolution 1539 (2004)*, (S/RES/1539), 22/04/2004
- _____. Conseil de sécurité. *Résolution 1612 (2005)*, (S/RES/1612), 26/07/2005
- _____. Conseil de sécurité. *Résolution 1820 (2008)*, (S/RES/1820), 19/06/2008
- _____. Conseil de sécurité. *Résolution 1856 (2008)*, (S/RES/1856), 22/12/2008
- _____. Conseil de sécurité. *Résolution 1906 (2009)*, (S/RES/1906), 23/12/2009
- _____. Conseil de sécurité. *Résolution 1925 (2010)*, (S/RES/1925), 28/05/2010
- _____. Conseil des droits de l'homme. *Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement, rapport de la Rapporteuse spéciale, Yakin Ertürk, sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences : Mission en République démocratique du Congo*, (A/HRC/7/6/Add. 4), 27/02/2008, 28 p.

- _____. Groupe de travail du Conseil de sécurité. *Conclusions sur la République démocratique du Congo*, (S/AC.51/2007/17), 25/10/2007
- _____. Groupe de travail du Conseil de sécurité. *Conclusions sur la République démocratique du Congo*, (S/AC.51/2009/3), 13/07/2009
- _____. Représentant spécial du Secrétaire Général pour les enfants et les conflits armés. *Évolution de la Situation en République démocratique du Congo*, en ligne à <http://www.un.org/children/conflict/french/drc.html>, consulté le 19 novembre 2008
- Internal Displacement Monitoring Center. *RD Congo: Plus de 2,1 millions de personnes déplacées sur fond de détérioration des conditions humanitaires*, Février 2010, disponible en ligne à [www.internal-displacement.org/8025708F004BE3B1/\(httpInfoFiles\)/B1F93D7819426A13C12576D40050876B/\\$file/DRC_Overview_Feb_10_fr.pdf](http://www.internal-displacement.org/8025708F004BE3B1/(httpInfoFiles)/B1F93D7819426A13C12576D40050876B/$file/DRC_Overview_Feb_10_fr.pdf), consulté le 29 mars 2010
- International Rescue Committee. *Congo Crisis*, Novembre 2009, disponible en ligne à <http://theirc.org>, consulté le 29 mars 2010
- Lukoki, Adèle. « RDC : Zéro enfants associés groupes et forces armés d'ici fin 2008 », *MONUC Bulletin*, n° 210, 20 juin 2008, pp. 3-4.
- PNUD. *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008 : La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*, Éditions La Découverte, Paris, 2008, 382 p.
- _____. *Rapport mondial sur le développement humain 2009 : Lever les barrières : Mobilité et développement humains*, PNUD, New-York, 2010, 251 p.
- Principes de Paris. *Principes et lignes directrices sur les enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés*, février 2007, 36 p., en ligne à www.unicef.fr/mediastore/7/3107-4.pdf, consulté le 19 décembre 2008
- Save The Children Alliance. *Rapport annuel 2008*, International Save the Children Alliance Charity, 2009, 36 p.
- Transparence International France. *Indice de Perception de la Corruption 2009*, 8 p., en ligne à www.transparence-france.org, consulté le 31 mars 2010
- UNICEF. « Principes du Cap et meilleures pratiques concernant le recrutement d'enfants dans les forces armées et la démobilisation et la réinsertion sociale des enfants soldats en Afrique », *Adoptés au Symposium sur la Prévention du recrutement d'enfants dans les forces armées et sur la démobilisation et la réinsertion sociale des enfants soldats en Afrique*, Le Cap, Afrique du Sud, 27-30 avril 1997, New-York : UNICEF, 1999, 12 p.
- _____. *L'État des enfants dans le monde 2009 : La santé maternelle et néonatale*, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, New-York, 2008, 159 p.

_____. *L'État des enfants dans le monde 2010 : Célébrer les 20 ans de la Convention relative aux droits de l'enfant*, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, New-York, 2009, 100 p.

_____. *L'UNICEF souligne la détérioration de la situation des enfants et des femmes dans l'Est de la RDC*, 31 décembre 2008, disponible en ligne à www.unicef.org/french/infobycountry/media_46983.html, consulté le 28 mai 2009

_____. UNICEF (a) *RDC : ce que fait l'Unicef pour les ex-enfants soldats*, 11 février 2009, disponible en ligne à <http://www.unicef.fr/contenu/actualite-humanitaire-unicef/rdc-ce-que-fait-l-unicef-pour-les-ex-enfants-soldats-2009-02-11>, consulté le 28 mai 2009

_____. UNICEF (b), *République démocratique du Congo : Contexte*, disponible en ligne www.unicef.org/french/infobycountry/drcongo.html, consulté le 26 septembre 2009

_____. UNICEF (c), *Unicef welcomes release of 85 children from armed forces in North Kivu*, 3 février 2009, disponible en ligne www.unicef.org/media/media_47723.html, consulté le 23 février 2009

Watch List on Children and Armed Conflict. *Passer à l'action et bien faire les choses : mise en œuvre du mécanisme de surveillance et de communication de l'information concernant les enfants et les conflits armés en République démocratique du Congo*, New-York, Janvier 2008, 68 p.

SITES INTERNET

AMNESTY INTERNATIONAL. www.amnesty.org

BANQUE MONDIALE. www.banquemondiale.org

BBC NEWS. Democratic Republic of Congo Country Profile, http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/country_profiles/1076399.stm

BUREAU DE LA REPRESENTANTE SPÉCIALE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LES ENFANTS ET LES CONFLITS ARMÉS. www.un.org/children/conflict/french/index.html

BUREAU INTERNATIONAL DES DROITS DES ENFANTS. www.ibcr.org

COALITION TO STOP THE USE OF CHILD SOLDIERS. <http://www.child-soldiers.org/home>

HUMAN RIGHTS WATCH. <http://hrw.org>

INTERNATIONAL DISPLACEMENT MONITORING CENTER. www.internal-displacement.org

INTERNATIONAL RESCUE COMMITTEE. <http://theirc.org>

INSTITUTE FOR WAR AND PEACE. <http://iwpr.net>

MDRP. www.mdrp.com

MONUSCO. <http://monusco.unmissions.org>

NATIONS UNIES. www.un.org

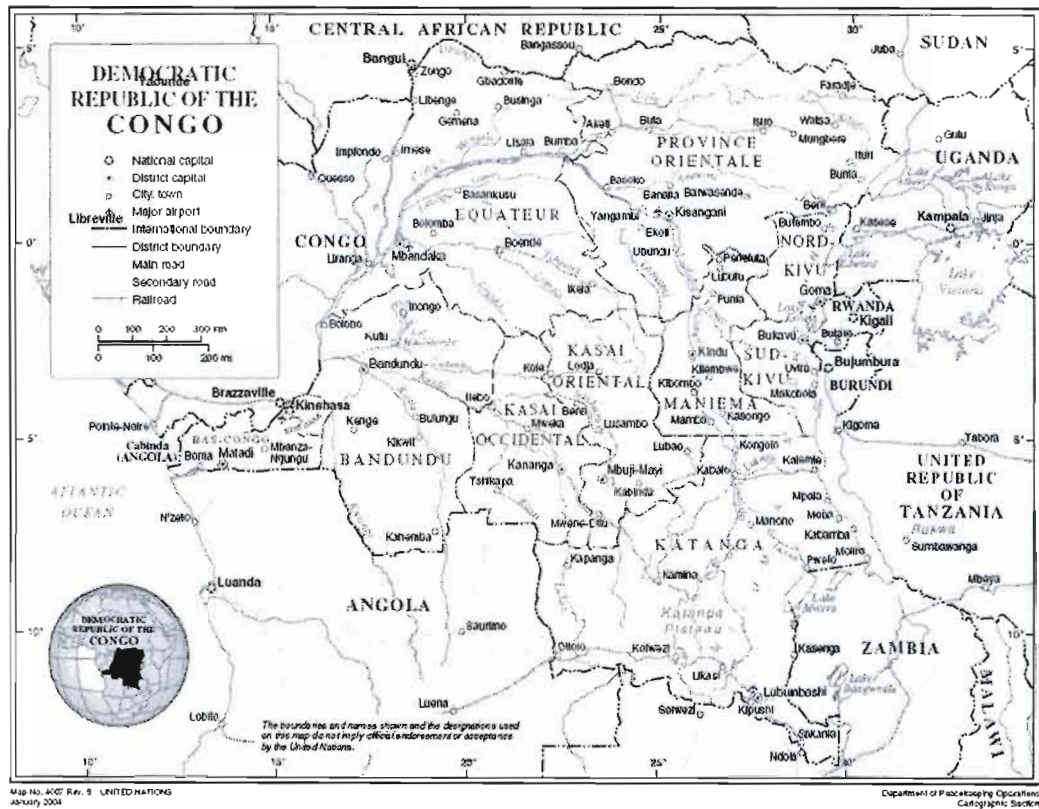
RELIEF WEB. www.reliefweb.int

UNICEF. www.unicef.org

WATCH LIST ON CHILDREN AND ARMED CONFLICT. <http://www.watchlist.org/>

APPENDICE A

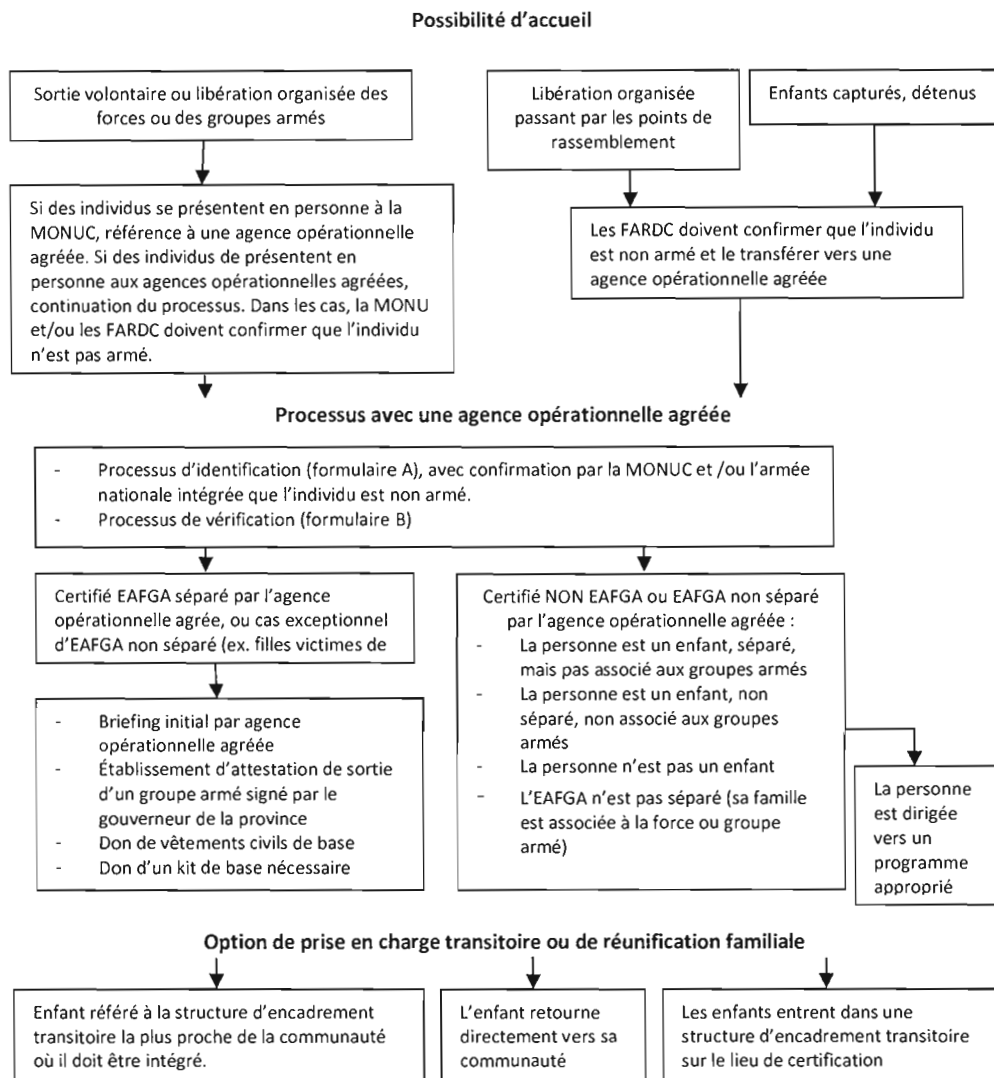
CARTE GÉOGRAPHIQUE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



Source : Section de cartographie des Nations Unies. *Democratic Republic of the Congo*, no. 4007, Rev. 8, Janvier 2004.

APPENDICE B

PROCESSUS POUR LES ENFANTS DÉARMÉS, LIBÉRÉS, VOLONTAIREMENT SORTIS, CAPTURÉS OU DÉTENUS



Appui à la réinsertion

Activités communautaires de réintégration
Recherche d'un milieu de vie (réunification familiale ou prise en charge alternative)
Soutien au projet individuel de développement (éducation, formation, AGR)

Source : Gouvernement de la RDC, 2004b, p. 14